

P. BROUE

**LA
REVOLUTION
ESPAGNOLE
1931-1939**

21 juillet 1971

Table des matières

CHRONOLOGIE

MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL

EVENEMENTS EN ESPAGNE

EVENEMENTS DANS LE MONDE

AVERTISSEMENT

PREMIERE PARTIE : LES FAITS

CHAPITRE PREMIER – LA MONARCHIE, COMME UN FRUIT BLET...

CHAPITRE II – LE MOUVEMENT OUVRIER : L'HYDRE SANS TETE

CHAPITRE III – L'IMPOSSIBLE DEMOCRATIE

CHAPITRE IV – L'IMPOSSIBLE REACTION

CHAPITRE V – FRONT POPULAIRE : VOIE PARLEMENTAIRE SANS ISSUE

CHAPITRE VI – LA CONTRE-REVOLUTION ARMEE DECLENCHE LA REVOLUTION

CHAPITRE VII – LA REACTION DEMOCRATIQUE

CHAPITRE VIII – LA « CONTRE-REVOLUTION » STALINIENNE

CHAPITRE IX – LA DEFAITE ET SON PRIX – DEBATS DOCTRINAUX

DEUXIÈME PARTIE : ÉLÉMENTS DU DOSSIER ET ÉTAT DE LA QUESTION

ANNEXE 1 – Les organisations ouvrières dans les débuts de la république

Document 1 : La loi de défense de la république votée par les députés socialistes (octobre 1931).

Document 2 : commentaires des communistes sur le vote de la loi de défense de la République.

Document 3 : Le point de vue « faïste » dans la C.N.T.

Document 4 : Les conclusions du manifeste des « trente »

Document 5 : Le point de vue du secrétaire de l'Internationale communiste sur la chute de Primo de Rivera.

Document 6 : Maurín et l'I.C. en 1930, selon l'I.C.

Document 7 : L'Exécutif de l'I.C. et l'exclusion de Joaquín Maurín

Document 8 : Andrés Nín sur Joaquín Maurín

Document 9 : Le P.C. espagnol et la coalition républicano-socialiste.

ANNEXE II – unité ouvrière et voie révolutionnaire.

Document 10 : Le tournant à gauche des socialistes à travers les discours de Largo Caballero (1934)

Document 11 : Le tournant à gauche du Parti socialiste vu par un communiste trotskyste

Document 12 : Le problème du front unique ouvrier posé à travers les élections de novembre 1933.

Document 13 : L'appel de l'Alliance ouvrière de Catalogne (décembre 1933).

Document 14 : Décisions d'action du comité exécutif du Parti socialiste (janvier 1934).

Document 15 : Les anarchistes et le front unique (1934).

Document 16 : Extraits des dix commandements du jeune socialiste espagnol (1934).

Document 17 : Pacte d'Alliance ouvrière dans les Asturies.

Document 18 : Le Parti communiste et l'Alliance ouvrière.

Document 19 : Opinion de l'I.C. sur l'évolution de la J.S.

Document 20 : L'insurrection dans les Asturies expliquée par un socialiste de gauche.

Document 21 : Appel de la Jeunesse communiste espagnole à l'unité internationale (Extraits).

Document 22 : Appel de Santiago Carrillo à l'unité révolutionnaire.

ANNEXE III – LE FRONT POPULAIRE

Document 23 : déclaration du PCE pour son entrée dans l'Alliance ouvrière.

Document 24 : Le tournant de la Jeunesse socialiste vers Moscou

Document 25 : programme de l'alliance électorale de 1936.

Document 26 : Le Front populaire jugé par le P.O.U.M.

Document 27 : Le double pouvoir vu par le Président de la République

- Document 28 : Les anarchistes et la question du pouvoir
- Document 29 : Le P.O.U.M. et la question du gouvernement
- Document 30 : La politique du P.C. espagnol
- Document 31 : Les communistes et la défense de Madrid
- Document 32 : Le gouvernement de Staline et l'Espagne.

ANNEXE IV – PROCES DE MOSCOU EN ESPAGNE

- Document 33 : Note à la presse du Consulat général d'URSS à Barcelone
- Document 34 : Andrés Nín : L'Espagne révolutionnaire et les procès de Moscou
- Document 35 : Article de la Pravda (mars 1937).
- Document 36 : Lettre du Comité national de la C.N.T. contre la persécution du P.O.U.M.
- Document 37 : Révélations de l'ancien ministre anarchiste Federica Montseny
- Document 38 : Note au ministère de la Justice sur l'affaire Nín (4 août 1937).
- Document 39 : Le P.O.U.M. clandestin et l'affaire Nín.
- Document 40 : L'affaire Nín vue par la revue de l'IC.
- Document 41 : Décret interdisant les critiques contre l'U.R.S.S. (14 août 1937).
- Document 42 : Délits passibles des tribunaux spéciaux (décret du 23 juin 1937).
- Document 43 : Résumé par le Procureur de l'acte d'accusation contre le P.O.U.M.

ANNEXE V – POUUMISTES ET TROTSKYSTES

- Document 44 : Trotsky sur le P.O.U.M.
- Document 45 : Le P.O.U.M. sur les trotskystes.
- Document 46 : Critiques de l'intérieur du P.O.U.M.

PROBLEMES ET QUERELLES D'INTERPRETATION

I - ANARCHISTES

II - SOCIALISTES

III - COMMUNISTES

IV - LES CONQUETES REVOLUTIONNAIRES

V- HISTOIRE EVENEMENTIELLE

CHRONOLOGIE

MOUVEMENT OUVRIER ESPAGNOL

1930

Février Fondation de l'Opposition de gauche espagnole (à Liège).

Septembre Retour d'Andrés Nín en Espagne.

1931

12 février La Fédération communiste catalane (Maurín) publie *La Batalla*.

Avril Le P.C.E. publie *Heraldo Obrero*.

24 avril Parution de *Comunismo*, organe de l'Opposition de gauche

Mai La Fédération catalane fonde le Bloc Ouvrier et Paysan

Juin Congrès du « conservatoire » de la C.N.T. à Madrid

Juillet L'I.C. approuve l'exclusion de Maurín.

Campagne de *La Batalla* contre les trotskystes.

Nín et Maurín s'éloignent l'un de l'autre

Août Manifeste des « trente » de la C.N.T. en lutte contre la F.A.I.

Octobre-Novembre Parution de l'hebdomadaire *El Soviet* de l'Opposition de gauche.

14 novembre Parution de *Mundo obrero*, quotidien du P.C.E.

1932

Janvier Combats armés à Castilblanco et Logroño.

20-22 janvier Soulèvement anarchiste dans le Llobregat

Mars 4^{ème} congrès du P.C.E. à Séville.

L'Opposition de gauche, dans sa 3^{ème} conférence, se transforme en *Izquierda comunista*.

19 août Bullejos, Trilla, Adame exclus du B.P. du P.C.E.

Octobre José Diaz nouveau secrétaire du P.C.E.

1933

Janvier Soulèvements armés des anarchistes en Catalogne ; massacre de Casas Viejas.

Avril Pestaña fonde le Parti syndicaliste

Décembre Constitution de l'Alliance ouvrière en Catalogne.

Trotsky parle des « méthodes inadmissibles » de Nín.

Discussion sur la IV^{ème} internationale entre les J.C. et l'I.C. trotskyste.

8-11 décembre Soulèvement anarchiste en Aragon et dans la Rioja.

1934

Mars Signature de l'alliance CNT-UGT aux Asturies. Grève générale à Saragosse.

Juillet Trotsky propose à l'*Izquierda comunista* d'entrer dans le Parti socialiste.

Septembre *Comunismo* annonce que les trotskystes espagnols ne suivront pas le conseil de Trotsky.

15 septembre Ralliement du P.C. à l'Alliance ouvrière.

1935

13 juillet Parution de *Claridad*.

25 septembre Fondation du P.O.U.M.

20 décembre Le Parti socialiste décide de s'allier aux républicains ; démission de Largo Caballero.

1936

Avril Fusion des J.S. et des J.C. dans la J.S.U.

Juin Grève du bâtiment à Madrid

17-20 juillet Soulèvement militaire ; début de la guerre civile

21 juillet Partis et syndicats ouvriers avec les républicains dans le Comité des milices de Catalogne.

Socialistes et communistes au gouvernement.

	Le P.O.U.M. et la C.N.T. dans le gouvernement de Catalogne.
Novembre	Entrée de la C.N.T. au gouvernement.
Décembre	Le P.O.U.M. exclu du gouvernement catalan.
1937	
Février	Début de la campagne du P.C.E. contre Largo Caballero.
2-6 mai	Insurrection ouvrière à Barcelone.
Juin	Les dirigeants du P.O.U.M. arrêtés et Andrés Nín assassiné.
1 ^{er} octobre	Scission de l'U.G.T.
1938	
Octobre	Procès du P.O.U.M.

EVENEMENTS EN ESPAGNE

1930	
28 janvier	Chute de Primo de Rivera
17 août	Conférence de Saint-Sébastien.
10 octobre	Adhésion du Parti socialiste au Comité révolutionnaire.
12 décembre	Échec du soulèvement de Jaca.
1931	
14 février	Démission du gouvernement Berenguer.
12 avril	Victoire républicaine aux municipales.
14 avril	Fuite du roi ; la République proclamée.
7 mai	Lettre pastorale du cardinal Segura.
7-11 mai	Incendie de couvents et d'églises.
28 juin	Élection des Cortes constituantes.
20-27 juillet	Grève générale et loi martiale à Séville.
9-14 octobre	Le gouvernement remanié sous la présidence d'Azaña.
20 octobre	Loi de défense de la République.
9 décembre	Adoption de la Constitution.
	Fondation des J.O.N.S. profascistes
1932	
	Lois sur le divorce, sécularisation des cimetières.
28 juillet	Loi sur l'ordre public.
10 août	Échec du pronunciamiento du général Sanjurjo.
Septembre	Adoption par les Cortes du Statut de la Catalogne et de la loi de réforme agraire.
1933	
Avril	Échec républicain aux municipales.
9 octobre	Dissolution des Cortes.
29 octobre	José Antonio Primo de Rivera fonde la Phalange.
19 novembre	Victoire de la droite aux élections. Gouvernement Lerroux.
1934	
31 mars	Accord secret entre Mussolini et les monarchistes espagnols.
1 ^{er} octobre	Gouvernement Lerroux avec trois ministres de la CEDA.
6-13 octobre	Echec des insurrections de Madrid et Barcelone ; Commune des Asturies
1935	
	Répression dans toute l'Espagne à la suite du mouvement d'octobre.
Avril	Fusion des partis républicains.
Octobre	Scandale financier : démission du gouvernement Lerroux.

Campagne unitaire des gauches pour les libertés (affaire Luis de Sirval).

1936

10 janvier Levée de la censure.
7 janvier Dissolution des Cortes.
15 janvier Alliance électorale des Cortes
16 février Victoire des gauches aux élections.
10 mai Azaña président
4 septembre Gouvernement Largo Caballero.
26 septembre Gouvernement en Catalogne et dissolution des conseils.
BATAILLE DE MADRID

1937

Mai Largo Caballero remplacé par Negrin.
FIN DE LA BATAILLE DU NORD

1938

Avril Negrin propose « 13 points » pour la paix.

1939

Janvier Chute de Barcelone.
24 février Démission d'Azaña.
5-6 mars Soulèvement de l'armée républicaine contre Negrin et junte Casado.
28 mars Entrée de l'armée de Franco dans Madrid.

EVENEMENTS DANS LE MONDE

CRISE MONDIALE, COLLECTIVISATION EN U.R.S.S.

1930

Troisième période « ultra-gauche » de l'Internationale communiste.

1933

30 janvier Hitler chancelier du Reich.
27 février Incendie du Reichstag ; début de la destruction du mouvement ouvrier allemand.
Juillet Interdiction des partis ouvriers en Allemagne.

1934

1-16 février Guerre civile à Vienne ; écrasement des milices socialistes.
6-12 février Menace fasciste des Ligues et réplique ouvrière unie en France.
Juillet Pacte PS-PC en France.
Septembre Entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N.
Décembre Assassinat de Kirov ; début de la répression contre les vieux-bolcheviks.

1935

Février Ejev secrétaire du P.C.U.S.
2 mai Pacte franco-soviétique.

1936

Juin Vague gréviste en France.
Août-septembre Premier procès de Moscou. Exécution de Zinoviev et Kamenev.
Octobre Début de l'aide militaire russe.
21 décembre Lettre de Staline à Largo Caballero.
25 décembre Pacte antikomintern.

1937

Janvier Second procès de Moscou.
Juin Exécution des chefs de l'Armée rouge dont Toukhatchevski et Iakir.

1938

Février

L' Anschluss.

Mars

Troisième procès de Moscou.

Septembre

Accords de Munich.

1939

Mars

Hitler occupe la Tchécoslovaquie.

AVERTISSEMENT

L'histoire des premières années de la révolution espagnole, à partir de la chute de la monarchie, a été masquée par la guerre civile, et cette dernière, à son tour, par la deuxième guerre mondiale dont elle a constitué la préface et la répétition générale.

Ayant consacré, avec Émile Témime, un ouvrage à *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, dont nous pensons qu'en dépit de la publication d'ouvrages de qualité, il n'a que peu vieilli depuis sa première édition, nous avons accepté avec joie la suggestion de Marc Ferro de faire, pour la collection « Questions d'Histoire » une mise au point sur la révolution proprement dite à partir de 1931.

Nous prions le lecteur de n'y point chercher ce qui ne saurait s'y trouver : ni une histoire politique de la dernière République espagnole, ni une histoire de la guerre civile.

Nous avons seulement tenté de serrer au plus près notre sujet, la révolution, c'est-à-dire la lutte des ouvriers et des paysans espagnols pour leurs droits et libertés d'abord, pour les usines et les terres, pour le pouvoir politique enfin.

La révolution. Ce sont les images désormais classiques : manifestations, grèves, assaut de prisons, miliciens en mono, barricades, dynamiteros, exécutions sommaires et collectivisation. Mais ce sont aussi les exégèses contradictoires, les débats théoriques, les polémiques et les confits personnels, les batailles d'appareils, les fractions et les tendances, bref, toutes les autres formes que revêtent combats d'idées et confits entre forces sociales.

C'est aussi, face à elle - parfois dans ses propres rangs et sous le même drapeau -, toujours présente, même quand, comme ici, on ne l'aperçoit qu'en silhouette, ou déguisée, la contre-révolution.

Grenoble, le 21 juillet 1971

PREMIERE PARTIE : LES FAITS

CHAPITRE PREMIER – LA MONARCHIE, COMME UN FRUIT BLET...

Le 12 avril 1931, l'Espagne vote pour désigner ses conseils municipaux. Depuis plus d'une année, le général qui gouvernait en dictateur depuis 1923, Primo de Rivera, est parti, congédié par le roi Alphonse XIII qui ne lui avait pas ménagé auparavant son appui. Il a été remplacé par le général Berenguer puis par l'amiral Aznar qui a organisé ces élections - malgré des risques évidents - pour donner au régime, fragile, durement secoué par la crise et un mécontentement général, une certaine base. Le 12 décembre précédent, deux officiers, les capitaines Galán et García Hernández ont tenté à Jaca un pronunciamiento en faveur de la République. Ils ont échoué, et Alphonse XIII a personnellement insisté pour qu'ils soient fusillés, ce qui a été fait. Si le roi a néanmoins pris le risque d'appeler aux urnes et de promettre le rétablissement des garanties constitutionnelles suspendues sous la dictature, c'est qu'il espère que les structures espagnoles traditionnelles - le règne des *caciques* - donneront la victoire électorale aux candidats monarchistes. Il n'est pas le seul à prévoir un tel résultat, puisque le dirigeant socialiste Largo Caballero et le républicain Manuel Azaña pensent comme lui, que ces élections seront « comme les autres » : une raison suffisante, aux yeux des dirigeants socialistes, pour appeler à ne pas prendre part à un vote de toute évidence truqué...

Or, à la surprise générale, ces élections municipales constituent un véritable raz-de-marée électoral : participation au vote exceptionnellement élevée, majorité écrasante pour les républicains dans toutes les grandes villes, et d'abord à Madrid et Barcelone. Le fait que, comme prévu, les campagnes aient à peu près élu partout des royalistes ne change rien à l'affaire : il est clair que la petite bourgeoisie a voté en masse contre la monarchie. Le principal conseiller du roi, le comte de Romanones, un des plus gros propriétaires fonciers du pays, tire le premier les conclusions politiques de ces élections : le roi doit s'en aller. C'est aussi l'opinion du général Sanjurjo, autre ami personnel du souverain, commandant de la Garde civile : il le dit sans ambages. Le souverain malheureux tergiverse quelque peu, mais doit se rendre à l'évidence : ses fidèles les plus proches, ses partisans les plus acharnés sont unanimes à penser qu'il doit s'en aller s'il ne veut pas faire courir au pays le risque d'une « révolution rouge », en d'autres termes, d'une révolution ouvrière et paysanne. Alphonse XIII fait donc ses bagages et gagne sans tambour ni trompette la route de l'exil. La monarchie espagnole s'est effondrée sans gloire. L'histoire de la Seconde République commence par cette surprise que d'aucuns saluent avec émerveillement, un changement de régime obtenu par simple consultation électorale, la proclamation d'une république qui n'a pas coûté une seule vie humaine.

Déjà, quelques mois auparavant, commentant le départ du dictateur Primo de Rivera, Trotsky, observateur attentif des événements d'Espagne, avait noté qu'au cours de cette « première étape », la question avait été résolue « *par les maladies de la vieille société* » et non « *par les forces révolutionnaires de la société nouvelle* »¹ C'est que l'Espagne est bien l'une des sociétés les plus « *malades* » de l'Europe, le maillon le plus faible de la chaîne du capitalisme. L'avance acquise par elle à l'aube des temps modernes s'est transformée en son contraire par suite de la perte de ses positions mondiales, achevée au XIX^{ème} siècle. La société d'ancien régime n'a pas encore fini de se décomposer que la formation de la société bourgeoise a commencé à ralentir. Le capitalisme n'a eu ni la force ni le temps de développer jusqu'au bout ses tendances industrielles et le déclin de la vie commerciale et industrielle urbaine, en dissolvant les liens d'interdépendance entre les provinces, a renforcé les tendances séparatistes dont les racines plongent dans l'histoire plus lointaine de la péninsule.

Pour l'essentiel, l'Espagne du début du XX^{ème} siècle demeure un pays agricole où l'écrasante majorité, 70 % de la population active, se consacre à l'agriculture avec des moyens techniques rudimentaires, obtenant les plus faibles rendements à l'hectare de toute l'Europe, laissant en friche, faute de moyens et de connaissances, du fait de la structure sociale, plus de 30 % de la superficie cultivable. Dans l'ensemble du pays, la terre appartient essentiellement à la classe des propriétaires fonciers, les *terratenientes* qui vivent en parasites aux dépens d'une masse rurale paupérisée : 50 000 hobereaux possèdent la moitié du sol, 10 000 propriétaires possèdent plus de 100 hectares, cependant que plus de deux millions d'ouvriers agricoles dépendent pour vivre du travail sur les grands domaines, ainsi qu'un million et demi de propriétaires de domaines minuscules. Les exemples sont bien connus de ces propriétés immenses, celle du duc de Medinaceli avec ses 79 000 hectares, ou du duc de Peñaranda avec ses 51 000. Il faut pourtant nuancer le tableau, indiquer que dans le nord et le centre, le problème des petites tenures - celui de la condition des mini-propriétaires, des fermiers, des métayers aux contrats divers - n'est pas celui des *latifundia* du sud et de la grande misère de leurs ouvriers agricoles, les *braceros*. Il n'en reste moins que la terre d'Espagne appartient à une poignée d'oligarques et que le paysan espagnol profondément misérable a faim de terre. L'Église d'Espagne offre une image conforme à celle de ce monde rural médiéval. A côté de la masse paysanne qui

compte encore 45 % d'illettrés, on dénombre plus de 80 000 prêtres, moines ou religieuses, autant que d'élèves des établissements secondaires, plus de deux fois et demie l'effectif total des étudiants. Avec ses 11 000 domaines, l'Église espagnole n'est pas loin d'être le plus grand propriétaire foncier du pays; elle domine en outre presque totalement l'enseignement, avec des écoles confessionnelles dans lesquelles ont été éduqués plus de 5 millions d'adultes, et reflète dans sa hiérarchie l'état d'esprit le plus résolument réactionnaire et pro-oligarchique. Son chef, le cardinal Segura, archevêque de Tolède, jouit d'un revenu annuel de 600 000 pesetas - contre 161 en moyenne, pour un petit propriétaire andalou. Il est, suivant l'expression d'un historien espagnol, un « *homme d'église du XIII^{ème}* » pour qui « *le bain était une invention des païens, sinon du diable lui-même* ». ²

L'armée n'est pas moins caractéristique. Née à l'époque des guerres napoléoniennes, refuge de la jeune génération des classes dominantes décadentes qui attendent tout de l'État tout en se croyant dépositaires d'une mission nationale, l'armée est une force sociale qui cherche l'appui d'une classe dominante frappée à mort, et sa colonne vertébrale, la caste des officiers, tient, plus qu'à tous ses autres privilèges, à celui de se « prononcer » c'est-à-dire de s'emparer à son propre profit des prébendes de l'État par le coup d'État militaire dont la traduction exacte en espagnol est le « pronunciamiento ».

Le début du siècle, la période de la première guerre mondiale en particulier, a certes vu s'amorcer une reprise de l'industrialisation. Elle demeure cependant limitée dans son caractère et géographiquement bornée, l'industrie métallurgique du Pays basque étant la seule à présenter les traits d'une industrie moderne concentrée. L'industrie textile de Catalogne, la plus importante du point de vue de la production globale, demeure éparpillée en une multitude d'entreprises petites et moyennes. Dans le cadre du marché mondial, l'Espagne n'est qu'une semi-colonie, n'offrant que les produits - une faible partie - de son agriculture ou de ses mines en échange des produits industriels étrangers, largement ouverte aux capitaux étrangers qui ont colonisé en quelques décennies tous les secteurs rentables, les mines, le textile, la construction navale, l'énergie hydro-électrique, les chemins de fer, les tramways, les télécommunications. Il n'existe pas de véritable bourgeoisie capitaliste espagnole : les actions bancaires et industrielles sont réparties entre les mains des sociétés étrangères et des plus importants des propriétaires terriens - ce qui donne à vrai dire un sens plus général au terme d'« oligarchie ». Entre le million de ceux qu'Henri Rabasseire appelle « les privilégiés » - fonctionnaires, prêtres, officiers, intellectuels, propriétaires et bourgeois - et les deux ou trois millions d'ouvriers des industries et des mines, s'intercalent des « classes moyennes » qui procèdent autant de l'ancien régime que d'une société moderne, un million d'artisans urbains, un million de ces couches intermédiaires nées du développement capitaliste dans les centres urbains des régions les plus évoluées. ³

Or l'unification nationale n'est pas arrivée à son terme, et deux de ces régions - bastions de l'industrie - la Catalogne et le Pays basque manifestent de vigoureuses tendances séparatistes. Si le parti nationaliste basque et la *Lliga* catalane, nés des couches dirigeantes de ces deux régions, sont des formations autonomistes de tendance conservatrice, voire réactionnaire, la « question nationale » est devenue l'une des motivations essentielles qui mobilise contre le centralisme castillan la petite bourgeoisie, voire une partie du prolétariat, à travers, par exemple, l'*Esquerra* catalane. Utilisée par les forces conservatrices dans le cadre de la crise qui les déchire, l'oppression nationale des Basques et des Catalans constitue un élément explosif du contexte d'une crise plus générale, celle de la société dans son ensemble. Telle est la situation au début de ce siècle : elle fait en effet de l'Espagne l'un des chaînons les plus faibles du capitalisme. Tous les éléments s'y trouvent d'ores et déjà réunis pour que se conjuguent ces différents mouvements qui, déjà en 1917, ont donné à la révolution russe son irrésistible puissance : la jacquerie des paysans pauvres, le soulèvement du travailleur industriel, le mouvement d'émancipation nationale, tous trois dirigés contre une oligarchie qui n'a d'autre perspective que de se battre, par tous les moyens, pour maintenir en une survie précaire le système décadent qui assure sa domination. Telle est la situation qui a conduit le rot Alphonse XIII à recourir en 1923 aux services du général Primo de Rivera pour l'exécution d'un pronunciamiento dont il a été inspirateur en même temps que complice. Il s'agissait d'imposer aux classes dirigeantes divisées par l'explosion des difficultés économiques renaissant avec le retour de la paix, des mesures de « salut » dictées par une conception de l'intérêt général permettant éventuellement de porter atteinte à ceux de certains privilégiés. Il s'agissait surtout de mettre un terme à l'agitation ouvrière et paysanne, de mettre à profit la crise interne, la division du mouvement ouvrier pour s'en prendre aux principales conquêtes ouvrières, et en particulier pour détruire les libertés démocratiques toutes relatives qui permettaient dans une certaine mesure l'organisation des ouvriers et des paysans.

C'est donc sous la poigne énergique du premier ministre de l'Intérieur de la dictature - le général Martinez Anido, célèbre pour avoir déchaîné au début des années 20, ses tueurs, les *pistoleros*, contre les militants de la CNT catalane - que le « directoire » de Primo de Rivera destitue les conseils municipaux, révoque les fonctionnaires, censure les Journaux, s'en prend aux conditions de travail, viole allégrement la journée de huit heures, cependant qu'une inflation galopante dévore les salaires et le niveau de vie des ouvriers, cependant que l'ouverture de l'Espagne aux capitaux américains permet quelques bonnes affaires et de spectaculaires spéculations. Tout cela n'assure pourtant à l'oligarchie qu'un assez bref répit. La crise mondiale de 1929 ébranle profondément la dictature

que des scandales financiers retentissants ont profondément discréditée, y compris dans les couches sociales qui lui fournissaient une assise, l'armée et la petite bourgeoisie. C'est pour préserver la monarchie elle-même que le roi s'est finalement décidé à renvoyer le général. Mais, de la même manière, l'oligarchie moins d'un an après, congédiera à son tour la monarchie elle-même, sans même faire semblant de recourir à l'ombre d'un pronunciamiento. Il n'est pas besoin en effet, en cette Espagne du premier XX^{ème} siècle, que les ouvriers et les paysans se mettent en mouvement pour inspirer la peur. Même quand ils sont en apparence absents de la scène politique, c'est par rapport au danger qu'ils constituent que se déterminent possédants et politiciens, et les événements de 1931 ne sauraient s'expliquer sans recourir à ce facteur, passif pour le moment, mais potentiellement terrifiant pour ceux dont ils menacent la propriété et la domination.

Déjà, au lendemain de la chute de Primo de Rivera, l'agitation étudiante contre le gouvernement du général Berenguer constituait un signe annonciateur de mouvements sociaux infiniment plus décisifs. Observateur lucide, appuyé sur l'expérience des luttes révolutionnaires au début du siècle, Trotsky pouvait écrire à ce sujet :

*« Les manifestations actives des étudiants ne sont qu'une tentative de la jeune génération de la bourgeoisie, surtout de la petite bourgeoisie, pour trouver une issue à l'équilibre instable dans lequel le pays s'est trouvé après la prétendue libéralisation de la dictature Primo de Rivera. Lorsque la bourgeoisie renonce consciemment et obstinément à résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, lorsque le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent l'avant-scène. Ce phénomène a toujours eu pour nous une signification énorme et symptomatique. Cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire signifie que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise sentant qu'une force explosive s'accumule dans les masses, tend à trouver à sa manière l'issue de cette impasse et pousser plus avant le développement politique ».*⁴

C'est précisément parce que l'accumulation de « force explosive dans les masses » n'est pas encore l'explosion elle-même, que l'oligarchie bénéficie en 1931 d'un sursis et qu'elle peut chercher, avec le régime républicain, une forme nouvelle de sa domination bénéficiant au départ d'un préjugé favorable aussi bien chez les travailleurs que dans la petite bourgeoisie urbaine qui s'est au fil des années détournée de la dictature. Le changement de la forme constitutionnelle revêt ici celui d'une véritable relève. En août 1930, c'est une conférence de tous les groupes politiques, tenue à Saint-Sébastien, qui va déterminer la nouvelle orientation : catholiques conservateurs comme Alcalá Zamora et Miguel Maura, républicains « de droite » comme Alejandro Lerroux ou « de gauche » comme Azaña et Casares Quiroga, le socialiste Indalecio Prieto, le catalaniste Nicolau d'Oliver, concluent le « pacte de Saint-Sébastien » par lequel ils se prononcent en faveur de la République pour laquelle ils cherchent une épée et un général. C'est avec Alcalá Zamora et Miguel Maura que les représentants du roi organisent en avril la passation des pouvoirs. C'est sur ce modèle « républicain » qu'est constitué le nouveau gouvernement provisoire de la république espagnole, présidé par Alcalá Zamora, avec Maura à l'Intérieur, trois socialistes à des postes-clés, Prieto aux Finances, Largo Caballero au Travail, le Juriste De los Rios à la Justice.

Loin d'être finie, la révolution espagnole ne fait en réalité que commencer. Entre le programme modérément réformateur et profondément conservateur de l'équipe au pouvoir et ses possibilités de s'inscrire dans la réalité se dresse un obstacle terrible que la chute de la monarchie contribue par elle-même à nourrir et développer, l'existence d'un mouvement ouvrier organisé, partis et syndicats entraînant les masses rurales, des millions de travailleurs misérables des villes, des mines et des champs, dont les revendications élémentaires posent le problème de la révolution.

CHAPITRE II – LE MOUVEMENT OUVRIER : L’HYDRE SANS TETE

Le mouvement ouvrier espagnol est jeune encore, à l’image du prolétariat que mille liens attachent encore au monde rural avec qui il partage traditions, réflexes, tempérament rural fait de résignation et de brutales bouffées de révolte. Il ne s’est réellement constitué pour la première fois à l’échelle du pays qu’au temps de la première internationale, et, comme elle, s’est rapidement divisé entre socialistes et libertaires. Ici pourtant, les anarchistes - les « libertarios » - ont eu et conservent une influence bien plus considérable que dans les pays industrialisés d’Europe occidentale. En 1930, à bien des égards la division du mouvement ouvrier espagnol reproduit l’écart qui existait au début du siècle en France entre un syndicalisme révolutionnaire combatif, partisan de l’action directe, et un mouvement socialiste réformiste et doctrinaire.

C’est à partir de 1910 et en partie d’ailleurs sous l’influence des syndicalistes révolutionnaires de la CGT française, qu’ont été jetées les bases de la centrale anarchosyndicaliste, la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT). Ses rapides progrès, sa dévotion à l’action, lui ont valu dès ses débuts une sévère répression, et cette dernière un grand prestige. Elle a joué un rôle de premier plan lors de la grève générale insurrectionnelle de 1917. Les formes très souples de son organisation, sa fidélité au principe de l’action directe, son attachement à la lutte de classes, répondent assez bien aux caractéristiques du prolétariat de la péninsule, jeune, misérable et peu différencié, marqué de l’empreinte de la paysannerie pauvre, sensible aux actions « exemplaires » de « minorités agissantes » qui s’efforcent de secouer en même temps le Joug de l’oppression et sa propre apathie. C’est en ce sens que l’on peut dire que la CNT - sa pérennité, son enracinement malgré tant d’avatars - est typiquement espagnole, dans la mesure où l’Espagne a peu changé, où les conditions historiques qui ont marqué sa naissance demeurent, à peine modifiées par les débuts de l’industrialisation et de la concentration capitaliste. Pourtant, pour l’Espagne comme pour la en CNT, l’histoire mondiale, depuis la guerre de 1914, fournit un contexte nouveau.

1917 a été en effet, en même temps que l’année de la révolution russe victorieuse, celle d’une grève générale sans précédent en Espagne. L’impact de la révolution russe, l’accroissement des contradictions sociales, rendent particulièrement vigoureuse en Espagne la monte de l’agitation ouvrière qui revêt en 1919, à partir de la grande grève de la *Canadienne* en Catalogne, l’aspect d’une puissante montée révolutionnaire. Comme toutes les organisations de même type, la C N T. subit profondément l’attrait de la révolution russe, témoigne du prestige que revêt la victoire bolchevique aux yeux des révolutionnaires de toutes obédiences. C’est qu’en Espagne comme ailleurs, les troupes anarchistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, avaient grandi par opposition à la pratique d’un marxisme réformiste tentant de s’adapter au cadre démocratique et parlementaire particulièrement médiocre ici. La victoire de l’Octobre russe redonne au marxisme son éclat révolutionnaire. C’est au lendemain de la grève générale qui a suivi celle de la *Canadienne*, au sommet de la vague de grèves et de manifestations que le congrès de la CNT, par acclamations, et dans un grand élan qui n’était sans doute pas exempt d’arrière-pensées pour certains, dicide d’adhérer provisoirement à la III^e Internationale. L’un de ses principaux dirigeants, Angel Pestaña, est délégué à Moscou où il prend part aux travaux du II^e congrès de l’Internationale communiste, mène la discussion avec Lénine et les siens. En 1921, une délégation de la CNT conduite par les Catalans Andrés Nín et Joaquin Maurín, assiste au III^e congrès de l’Internationale et prend part à la fondation de l’Internationale syndicale rouge.

Déjà, pourtant la conjoncture a changé. En Espagne même, le mouvement ouvrier reflue. En Catalogne, les tueurs des « syndicats libres » du gouverneur Martinez Anido et du policier Arlegui ont réussi pour l’instant à enrayer la montée ouvrière en assassinant systématiquement les militants révolutionnaires. En outre, l’action des ouvriers et des paysans depuis la révolution russe n’a dans aucun pays abouti à la victoire : le reflux qui commence va permettre une stabilisation provisoire du capitalisme en Europe. Les difficultés de la Russie soviétique isolée, la répression par les bolcheviks contre les militants et organisations anarchistes, notamment celle de l’insurrection de Cronstadt, fortement marquée de l’influence libertaire, fournissent aux tenants de l’anarchisme traditionnel des arguments contre le bolchevisme, et leur permettent de reprendre le terrain cédé en 1919 devant la poussée des masses. En février 1922, en l’absence de Nín, demeuré à Moscou et de Maurín, emprisonné, un comité national met fin à l’adhésion « provisoire » de la C N.T. à l’Internationale communiste ; en juin de la même année, la conférence de Saragosse consacre sa rupture avec l’Internationale communiste comme avec l’Internationale syndicale rouge.

Dans l’intervalle, pourtant, nombre de militants et de cadres de la CNT ont été gagnés au communisme, au premier rang desquels Nín et Maurín. Nombreux sont également les militants qui, sans être communistes, refusent de quitter l’ISR dont Nín est l’un des secrétaires. Sous l’impulsion de Maurin et de ses camarades, se créent des « comités syndicalistes révolutionnaires » qui adhèrent à l’ISR, tiennent à la fin de 1922 une conférence nationale à Bilbao, fondent l’hebdomadaire *La Batalla*. Communistes et syndicalistes communistes constituent un nouveau courant, né de l’anarcho-syndicalisme, mais nourri de l’expérience russe, qui a définitivement rompu avec l’anarchisme traditionnel et suit désormais son propre chemin. Les militants des CSR adhèrent aussi bien à la CNT qu’à l’UGT de tendance réformiste, luttent pour conquérir la majorité dans ces deux syndicats dont ils réclament l’unification.

Ils vont être systématiquement exclus de l'un comme de l'autre.

Un courant très proche de celui des syndicalistes communistes commence cependant à s'exprimer dans la CNT autour d'un de ses plus populaires dirigeants de Catalogne, Salvador Seguí. Ce dernier, d'origine anarchiste, s'est imposé comme un dirigeant ouvrier de premier plan au cours des grèves de 1919, et peut être qualifié de véritable « syndicaliste révolutionnaire ». En 1922, à la conférence de Saragosse, il s'est rangé parmi les partisans de la rupture avec l'ISR mais avec des arguments particuliers. Il se refuse en effet à la condamnation, traditionnelle chez les anarchistes, de la « politique », et n'a pas hésité à se prononcer en 1919 pour la « prise du pouvoir ». A Saragosse, il inspire l'adoption d'une « révolution politique » dirigée contre les traditionnels tabous anarchistes. Très préoccupé par le problème de l'unité ouvrière, il recherche systématiquement l'unité d'action avec l'UGT, et un communiste comme Nín, son ami personnel, pense qu'il se rapproche du communisme. Mais cet organisateur hors pair, ce combattant ouvrier très populaire, est aussi la bête noire du patronat. Il est assassiné au moment où il vient d'arracher la conclusion, contre la répression, d'un accord entre CNT et UGT, par les pistoleros de Martínez Anido. Avec lui disparaît, pour plusieurs années au moins, la possibilité de voir arriver à la tête de la CNT un courant syndicaliste révolutionnaire en pleine évolution, rompant nettement avec l'anarchisme « pur ».

Pratiquement hors-la-loi à partir de 1923 et dès le début de la dictature, la CNT connaît pendant plusieurs années une crise chronique. Entre des anarchistes traditionnels et une direction nationale de tendance syndicaliste péniblement reconstituée en 1927, se situe dans ces années de clandestinité le petit groupe activiste des *Solidarios* animés par Juan García Oliver, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti que leurs adversaires traitent d'« anarcho-bolcheviks » parce qu'ils reprennent l'idée de « prise du pouvoir », défendent celle d'une « dictature » et même d'une « armée révolutionnaire » qu'ils estiment nécessaires. Surtout, à partir de 1927, on assiste à la constitution totalement clandestine, au sein de la CNT et à partir de ses propres organisations, de la toute-puissante et très secrète FAI (Federación Anarquista Ibérica), qui entreprend la conquête systématique de la centrale syndicale dont elle veut faire l'instrument de sa politique putschiste.

En fait, le courant dominant dans la CNT reconstituée en 1931 est pourtant le néo-réformisme qu'inspire Angel Pestaña. Suffisamment modéré pour accepter de jouer le jeu des « comités paritaires » institués par la dictature pour imposer l'arbitrage obligatoire des conflits du travail, il n'hésite pas, dans les derniers mois de la monarchie, à faire de la centrale anarcho-syndicaliste une force d'appoint dans la coalition générale qui va imposer la république. Deux représentants de la CNT, siègent en tant qu'observateurs à la conférence de Saint-Sébastien en août 1930 et promettent leur soutien aux républicains et aux socialistes en échange de l'assurance du rétablissement de la liberté d'organisation et de la promulgation d'une amnistie générale. En novembre, la direction de la CNT négocie avec le leader conservateur Miguel Maura ; en décembre, elle soutient l'insurrection des officiers républicains de Jaca. Aux élections municipales du 12 avril 1931 enfin, abandonnant la vieille hostilité de principe de l'anarchisme aux « farces électorales », elle fait voter en masse ses adhérents pour les candidats républicains. Avec la proclamation de la République, la CNT reparaît au grand jour, mais, en son sein, s'affrontent les courants les plus divers; du réformisme ouvert de Pestaña et de ses compagnons au putschisme et au terrorisme de certains éléments extrémistes de la FAI, en passant par les tendances syndicalistes qui hésitent encore.

Le courant « marxiste » a lui aussi été profondément secoué par les événements mondiaux survenus depuis 1917. Dans le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) fondé par Pablo Iglesias sur le modèle guesdiste, apparaît, au lendemain de la révolution russe, une aile gauche, favorable à l'adhésion du parti à l'Internationale communiste, un pas que les Jeunesses socialistes, avec Juan Andrade et Luis Portela, franchissent les premières en fondant, en avril 1920, le Parti communiste espagnol. Le Parti socialiste subira la scission un peu plus tard, en avril 1921, quand sa majorité décide de refuser les vingt et une conditions d'adhésion à l'IC. La minorité fonde alors le Parti communiste ouvrier espagnol qui fusionnera rapidement avec le PCE sous la pression de l'Internationale. Cette fusion est acquise en 1923, mais trop tard pour que le jeune parti puisse jouer le rôle que lui assignaient ses fondateurs.

C'est en effet à cette date que se produisent, d'une part le pronunciamiento de Primo de Rivera qui rejette le parti dans l'illégalité, d'autre part la crise du parti bolchevique qui va entraîner, sous prétexte de « bolchevisation », la soumission mécanique des PC à la fraction victorieuse en Union soviétique. Le parti perd l'un de ses fondateurs - Oscar Pérez Solís qui finira phalangiste - et bien des militants. Quoiqu'il réussisse, en 1927, à gagner un groupe important de militants de la CNT à Séville, avec Manuel Adame et José Díaz, il ne cesse de s'affaiblir, tant sous les coups d'une répression systématique que sous les effets de sa propre politique, et notamment des exclusions exigées par la direction de l'Internationale dont l'emprise est favorisée par les conditions précaires de l'action clandestine. Lors de la proclamation de la République, le parti communiste officiel ne compte guère plus de 800 membres dans l'ensemble du pays, derrière des responsables qui sont des militants de fraîche date et ont été préférés, à cause de leur docilité aux directives venues de Moscou, aux survivants de la « vieille garde ». Des pans entiers du parti en ont été exclus de fait sans même que des raisons en soient données, ni les vrais motifs élucidés. Il en est ainsi de la fédération catalano-baléare que dirigent Maurín et Arlandis, de l'agrupación madrilène de Luis

Portera, de l'agrupación de Valence, de la fédération asturienne, toutes animées par des hommes qui sont beaucoup plus connus comme dirigeants ouvriers que les dirigeants du parti officiel. Andrés Nín lui-même revient en Espagne en septembre 1930. L'ancien secrétaire de la CNT, puis de l'ISR, est lié à l'opposition de gauche russe, membre de sa « commission internationale », ami personnel de Trotsky. Avec d'autres militants - notamment Juan Andrade et Henri Lacroix, qui ont suivi, de leur côté, le même itinéraire -, il va s'employer à construire en Espagne l'opposition communiste de gauche, tout en cherchant les voies d'un accord avec Maurín pour l'unification des groupes communistes d'opposition.

Dans les rangs communistes, les réactions à la proclamation de la République sont également très diverses. Le PC officiel reçoit la consigne de lancer le mot d'ordre de : « *A bas la république bourgeoise ! Le pouvoir aux soviets !* » - alors qu'il n'existe pas en Espagne, quoiqu'en dise *la Pravda*, l'ombre d'un soviétique ou d'un organisme semblable. Maurín - qui reconnaît sans difficulté l'influence exercée sur lui à cette époque par Boukharine et les « communistes de droite »⁵ (1) - et Nin - lié, nous l'avons vu, à Trotsky - appellent au contraire à la lutte pour la réalisation des mots d'ordre de la révolution démocratique dont ils estiment que les travailleurs seuls peuvent les arracher, et que leur conquête constitue un élément primordial dans la lutte pour la révolution socialiste. Les deux hommes, pourtant, s'opposent à propos de la question nationale. Également catalan, partisan de l'auto-détermination, Andrés Nín n'approuve pas pour autant la prise de position de Maurín et de son organisation en faveur de l'indépendance de la Catalogne, et leur reproche leur collaboration étroite avec la petite bourgeoisie catalaniste.

Comme dans les autres pays, la scission qui a suivi la fondation de l'Internationale communiste a entraîné un peu plus à droite en Espagne le Parti socialiste qui avait refusé en 1921 les vingt et une conditions d'admission à l'Internationale communiste. Le P.S.O.E. et la centrale syndicale qu'il contrôle, l'Union General de Trabajadores (U.G.T.) se sont prononcés en 1923 pour une collaboration avec la dictature et ont accepté les avances de Primo de Rivera. Le secrétaire général de l'U.G.T., Francisco Largo Caballero est même devenu conseiller d'Etat. L'UGT a systématiquement utilisé pendant la dictature des institutions de collaboration comme les comités paritaires pour faire progresser son implantation au détriment de celle de la CNT persécutée et désunie. Résolument réformistes, partisans de la collaboration de classes sous la dictature de Primo de Rivera, les socialistes le sont a fortiori à partir de la proclamation de la République : l'un des leurs, Indalecio Prieto, a été l'un des animateurs du regroupement de l'opposition à la dictature, puis à la monarchie, l'un des principaux organisateurs de la conférence de Saint-Sébastien. La présence au gouvernement provisoire de ministres socialistes constitue pour le nouveau régime une couverture sur sa gauche, une protection contre les aspirations impatientes des masses ouvrières et paysannes en même temps qu'une promesse de « réformes » profondes et de lois sociales susceptibles de satisfaire quelques-unes des revendications les plus pressantes.

Il serait erroné pourtant de ne voir en lui qu'une force d'ordre. Sa politique réformiste n'est forte que des illusions des travailleurs à l'égard du nouveau régime : mais aussi de la peur qu'ils peuvent temporairement inspirer à une oligarchie inquiète. La vérité est que la proclamation de la République ouvre la voie des revendications ouvrières et paysannes que les classes au pouvoir ne sont pas capables de satisfaire. A terme, c'est la révolution qui est à l'ordre du jour. Le problème est de savoir si pourra s'organiser en Espagne, la force révolutionnaire nécessaire à sa victoire : les éléments en existent partout, dans l'UGT comme la CNT, dans les rangs des « faïstes » comme des syndicalistes, chez les communistes, officiels ou non, dans les jeunes couches qui s'éveillent à la vie politique et rejoignent telle ou telle formation politique ou syndicale. Comment construire le cadre qui permettra de les rassembler ? Tel est l'objet de la discussion qui se mène entre communistes, entre Maurín et Nín à Barcelone, entre Nín et Trotsky par lettre, dans un cercle encore réduit de militants qui n'ont pour l'instant comme arme que l'expérience des révolutions du XX^e, victorieuses ou vaincues, et la conviction que l'heure de la révolution prolétarienne approche en Espagne de façon inéluctable.

CHAPITRE III – L'IMPOSSIBLE DEMOCRATIE

La composition du gouvernement provisoire est à elle seule révélatrice des intentions comme des limites des fondateurs de la République. Le président, Niceto Alcalá Zamora, et le ministre de l'Intérieur Miguel Maura sont non seulement catholiques fervents et conservateurs déterminés, mais centralisateurs décidés. Nicolau d'Olwer, ministre de l'Economie, est un libéral, lié à la banque de Catalogne. Le ministre des Finances, Indalecio Prieto, est non seulement un leader socialiste, mais un homme d'affaires de Bilbao. Largo Caballero, secrétaire de l'UGT, ancien conseiller d'État sous Primo de Rivera, est ministre du Travail. Tous sont des hommes d'ordre, désireux d'empêcher voire de combattre, la révolution, et leur alliance - sur cette base négative - est impuissante face aux tâches de la « révolution bourgeoise » qui s'imposent à l'Espagne pour sortir de ses contradictions séculaires : le problème de la terre et de la réforme agraire, la question des nationalités, les relations entre l'Église et l'État, le destin de l'appareil bureaucratique et de l'armée de la monarchie qui est confié au seul homme nouveau de cette équipe, le républicain de gauche Manuel Azaña. Ses premières initiatives se veulent rassurantes. Dans une première déclaration, il garantit la propriété privée tout en laissant ouverte la possibilité d'« expropriation » « *pour raison d'utilité publique et contre indemnité* », affirme, de manière très vague que « *le droit agraire doit correspondre à la fonction sociale de la terre* ». Il proclame son intention de conserver de bonnes relations avec le Vatican, proclame la liberté des cultes sans faire allusion à une éventuelle séparation. Il s'émeut de la proclamation à Barcelone de la république catalane, envoie trois ministres qui négocient un compromis, le rétablissement de la Generalidad, vieille institution catalane, la promesse d'un « statut » d'autonomie. Il ne fait aucune allusion à une quelconque épuration de l'appareil d'État ou de l'armée, maintient en fonction les chefs abhorrés de la Garde civile, le général Sanjurjo en tête, cependant qu'Alcalá Zamora reçoit en grande pompe les officiers monarchistes qui dirigent l'armée, l'amiral Aznar, dernier ministre royal, au premier rang.

Les premières semaines d'existence du nouveau régime donnent la clé de cette prudence. C'est en fait d'extrême justesse que l'on n'a pas connu le 14 avril d'affrontements sanglants. Alors que ni les monarchistes ni les anarchistes ne semblent vouloir sérieusement contester la République, les premières décisions du gouvernement provisoire provoquent des réactions qui permettent de jauger la profondeur des contradictions. Les premiers décrets proviennent du ministère du Travail : le dirigeant de l'UGT a en effet affaire, au sein de sa propre organisation, à une vigoureuse pression, celle des ouvriers agricoles groupés dans la Federación de los Trabajadores de la Tierra, et il se doit de leur donner au moins partiellement satisfaction. Un premier décret interdit la saisie des petites propriétés rurales hypothéquées, un autre interdit aux grands propriétaires d'employer des travailleurs étrangers à la commune tant qu'il y existe des sans-travail. Les municipalités sont autorisées enfin à obliger les grands propriétaires à mettre en culture les terres laissés en friche. Enfin, le 12 juin, le gouvernement étend aux ouvriers agricoles le bénéfice de la législation sur les accidents du travail dont ils étaient jusque-là exclus.

Pour mal accueillies que soient ces mesures dans les milieux de l'oligarchie, elles ne provoquent pas ouvertement la tempête. Pour modérées qu'elles soient en revanche, les déclarations d'intention du gouvernement paraissent d'intolérables menaces aux milieux dirigeants de la hiérarchie et du monde catholique. Les grands journaux qu'ils contrôlent, *ABC* et *El Debate*, soutiennent une âpre polémique, soulignant le caractère provisoire du gouvernement qu'ils opposent à l'éternité de la religion catholique. Ils attaquent avec violence le décret du 6 mai qui dispense de l'enseignement religieux les enfants des écoles publiques dont les parents en feraient la demande. Le 7 mai, ils publient une lettre pastorale du cardinal Segura, véritable déclaration de guerre à la République et à son gouvernement, au nom de la « défense » des « droits » de l'Église face à l'« anarchie » qui menace dans le pays, allant jusqu'à comparer le gouvernement provisoire à la république bavaroise des conseils de 1919. Ce texte provocant renforce l'agitation en train de se développer contre les congrégations ; beaucoup y voient un appui ouvert aux menées réactionnaires dont la réunion à Madrid du « cercle monarchiste » est la preuve la plus évidente. La réunion de ce dernier, le 10 mai, provoque de vifs incidents et donne lieu à des rumeurs alarmantes : on parle de l'assassinat d'un chauffeur de taxi par des monarchistes. Dans la soirée, six couvents sont incendiés à Madrid par de tout jeunes gens, couvents et églises sont de même pillés et brûlés dans les jours suivants à Séville, Malaga, Alicante, Cadix. La version d'une provocation, soutenue aujourd'hui encore par un historien éminent, Gabriel Jackson, a été souvent mise en avant pour expliquer ces violences anti-religieuses. Elle n'est pas prouvée. Ce qui est certain en revanche, c'est que l'Église espagnole incarne aux yeux des très larges masses, en train de s'éveiller à la conscience de leur condition, toute la tradition réactionnaire du pays et une servilité séculaire à l'égard des puissants. Le gouvernement observe la plus grande prudence : la police n'intervient que pour assurer l'évacuation des religieux, et c'est vainement - jusqu'au 15 mai - que le ministre de l'Intérieur réclame l'autorisation de faire intervenir la Garde civile et la proclamation de l'état de guerre. Les cris d'indignation de la grande presse et des prélats ne dissimulent pas la totale absence de réaction de la majorité catholique du pays : l'éveil des masses bouleverse les données traditionnelles.

Le résultat des incidents de mai est en tout cas un durcissement des positions : Segura, accusé d'avoir provoqué l'explosion populaire, est déclaré *persona non grata*, et le gouvernement se décide à proclamer la liberté des cultes,

y ajoutant, sous prétexte d'hygiène, l'interdiction de placer des statues dans les niches. Les évêques protestent avec indignation...

C'est la même question religieuse qui va être au centre de la première crise lors de la discussion par les Cortes de la constitution et plus précisément de son article 26. Le projet, étroitement inspiré de la constitution de Weimar, proclame une « *république démocratique des travailleurs de toutes les classes* » concentrant le pouvoir dans une chambre unique, élue au suffrage universel, direct et secret, et entre les mains d'un président aux prérogatives étendues, élu pour sept ans par un collège électoral particulier. La séparation de l'Église et de l'État, prévue par l'article 3, et les dispositions de l'article 26 contre les congrégations provoquent la première crise ministérielle, la démission de Maura et Alcalá Zamora et la formation d'un gouvernement présidé par le très anticlérical Azaña. C'est ce même gouvernement, coalition républicano-socialiste, qui revient sur les principes mêmes de la constitution en matière de garantie des libertés démocratiques en adoptant la « loi de la défense de la république » qui donne au ministre de l'Intérieur des pouvoirs exorbitants pour le maintien de l'ordre, et qui sera plus utilisée contre l'agitation ouvrière et paysanne que contre les menées réactionnaires. En flèche dans la lutte contre l'Église catholique, les républicains sont beaucoup plus prudents sur le terrain des réformes sociales et avant tout dans leur approche de la question agraire. La « loi de réforme agraire », votée après d'interminables débats, prévoit certes l'expropriation des grands domaines dans les principales régions de *latifundios*, mais sa portée est considérablement limitée par les clauses d'indemnisation et, par conséquent, les crédits mis à la disposition de l'Institut de réforme agraire. Pour les premières années en effet, ce dernier ne dispose que de sommes permettant l'installation annuelle de 50 000 paysans, ouvrant la perspective d'un délai... d'un demi-siècle pour un règlement définitif du problème de la terre. Et les résistances des classes possédantes au niveau de l'appareil d'État sont telles que l'Institut ne dépensera en deux ans que le tiers des sommes qui lui étaient allouées. Comme les capitaux s'enfuient ou se dissimulent, les difficultés économiques et sociales grandissent dans tous les secteurs d'activité : le chômage atteint des proportions sans précédent et vient s'ajouter à une hausse continue des prix que n'enrayent pas les augmentations de salaires arrachées par des grèves de plus en plus nombreuses malgré la multiplication des institutions d'arbitrage. L'agitation ouvrière renforce l'agitation paysanne et réciproquement. La répression, menée par les corps de police traditionnels - notamment la Garde civile -, exaspère, indigné et envenime les conflits. Tandis que catholiques et « laïques » s'affrontent aux Cortes dans de grandes envolées oratoires et se lancent au visage des menaces à peine voilées de recours à la force, ouvriers et paysans espagnols font, dans leurs luttes quotidiennes, l'expérience du nouveau régime.

Déjà, pendant la discussion de la constitution, éclate à Barcelone la grève des employés de la compagnie américaine de la Telefónica animée par des militants de la CNT. Cette compagnie, introduite en Espagne au temps de Primo de Rivera, symbolise la pénétration de l'impérialisme étranger, autrefois dénoncée par socialistes et républicains, qui, au pouvoir, entendent rassurer les capitalistes étrangers. Socialistes et anarchistes, militants de l'UGT et de la CNT s'opposent, les premiers accusant les seconds de déclencher et d'élargir la grève sous la menace de leurs pistoleros. En riposte à la répression gouvernementale, la CNT lance à Séville un mot d'ordre de grève générale auquel le gouvernement riposte par l'état de guerre. Après une semaine, l'ordre est rétabli dans la grande cité andalouse : il en a coûté 30 morts et plus de 200 blessés. La presse et les militants de la CNT se déchaînent contre le gouvernement : socialistes et anarchistes commencent à régler leurs divergences les armes à la main.

Six mois après, ce sont les tragiques événements de Castilblanco. Là, la Garde civile a brutalement dispersé une manifestation paysanne organisée par la Federación de los Trabajadores de la Tierra, alliée à l'UGT. Quatre gardes civils, entrés dans la Maison du Peuple pour y interdire une manifestation de protestation, sont pris à partie par des femmes. L'un d'eux tire : tous quatre seront lynchés et mis en pièces par une foule enragée de fureur. La répression est sévère : six condamnations à mort commuées en prison à perpétuité. Quelques jours plus tard, la même Garde civile ouvre le feu sur une délégation de grévistes dans la région d'Arnedo : il y a six morts, dont quatre femmes et un enfant, et seize blessés par balles. C'est à peu près au même moment que des militants de la FAI déclenchent une insurrection armée dans le bassin minier du Haut-Llobregat, proclament le « communisme libertaire » dans ces villages misérables. Ils sont écrasés en quelques jours et une centaine de militants anarchistes, dont Durruti et Francisco Ascaso, déportés aux Canaries et au Sahara espagnol. Leurs camarades protestent par une nouvelle insurrection à Tarrasa, le 14 février 1932, la prise de l'hôtel de ville, le siège de la caserne de la Garde civile, et se rendent finalement à l'armée envoyée contre eux.

Quelques mois plus tard, c'est de la droite que vient l'initiative du recours aux fusils. Remplacé à la tête de la Garde civile par le général Cabanellas, le général Sanjurjo tente un pronunciamiento que la CNT et les travailleurs sévillans brisent dans l'œuf en ripostant par la grève générale immédiate, cependant que les troupes gouvernementales repoussent la tentative pauvrement préparée d'éléments monarchistes à Madrid même. Le général factieux est condamné à mort et gracié ensuite. Les biens des conspirateurs - dont un certain nombre sont déportés - sont confisqués. Servi par l'échec de ce mouvement, le gouvernement en profite pour donner un léger coup d'accélérateur à la réforme agraire et faire adopter le statut d'autonomie de la Catalogne, demeuré jusque-là

en suspens. Mais il ne touche, dans l'armée, qu'à quelques-uns des conspirateurs connus.

Au mois de Janvier 1933, les activistes anarchistes du groupe *Nosotros* - García Oliver, Durruti, les anciens des *Solidarios* - appuyés sur la FAI et les « comités de défense » déclenchent une nouvelle insurrection qui entraîne avec elle la CNT dans de nombreuses localités de Catalogne, du Levant, de la Rioja, et de l'Andalousie. C'est dans cette dernière région, à Casas Viejas, qu'un détachement de gardes civils met le feu à une maison dans laquelle se sont réfugiés une trentaine de militants anarchistes qui seront brûlés vifs, cependant qu'un officier fait exécuter de sang froid quatorze émeutiers faits prisonniers. L'auteur de ce crime prétend avoir obéi aux ordres d'Azaña : « Ni blessés, ni prisonniers, tirez au ventre ! » Cette politique de répression brutale, l'arsenal juridique que le gouvernement se donne avec la loi du 8 avril 1932 sur le contrôle des syndicats, la loi sur l'ordre public de juillet 1933, la loi sur les vagabonds permettant de poursuivre et de frapper en même temps chômeurs et militants professionnels, l'obligation d'un préavis de huit jours pour toute grève, la multiplication des arrestations préventives, la protection accordée par la police aux commandos anti-anarchistes, toute cela donne désormais au nouveau régime sa physionomie anti-ouvrière, exaspère les contradictions, avive les divergences et prépare des réalignements à l'intérieur du mouvement ouvrier.

En fait, la CNT, depuis la proclamation de la République, est secouée par une crise très profonde. Dès le mois d'août, les éléments de la FAI remportent en effet une éclatante victoire sur leurs adversaires syndicalistes en éliminant de la direction du quotidien cénétiste, *Solidaridad Obrera*, Juan Peiró qu'ils jugent opportuniste. Quelques mois après, Pestaña est exclu du syndicat des métaux. Un manifeste, signé de trente dirigeants de la CNT - les « trentistas » - parmi lesquels Juan Peiró, Juan López, Pestaña, prend position contre l'aventurisme de la FAI, trace un programme réformiste⁶ qui vaudra à ses signataires d'être exclus de la confédération avec plusieurs organisations - à Valence, Huelva, Sabadell, notamment - qui prendront le nom de « Syndicats de l'opposition ».

Pourtant, la FAI elle-même se divise, et les anarchistes purs, fidèles au modèle traditionnel, y combattent avec acharnement ceux qu'ils appellent les anarcho-bolcheviks et qui cherchent, dans la réalité du moment, une réponse à la question que les « trentistas » refusent de poser : comment faire la révolution ?⁷ Le conflit interne se traduit de façon tragique au niveau des contradictions entre organismes responsables : en janvier 1933, en Catalogne, la fédération locale de la CNT lance le mot d'ordre de grève générale, vingt-quatre heures après que la confédération régionale ait pris position contre. Mais il reflète en réalité une crise politique extrêmement profonde. Comme le souligne à l'époque Andrés Nín, dans des remarques reprises aujourd'hui par l'historien César Lorenzo, si les anarchistes demeurent fidèles à leur vieux schéma de « gymnastique révolutionnaire » destiné à aguerrir les travailleurs, ils n'en opèrent pas moins un tournant radical qui les met en contradiction avec les principes anarchistes traditionnels en s'emparant, de fait, du pouvoir politique, et en instaurant, à leur manière, une dictature qui n'est pas, certes, celle du prolétariat, mais qui est celle de leur propre pouvoir révolutionnaire⁸. Commentant la grève de janvier 1933 et les proclamations de « prise du pouvoir » par des comités anarchistes, Andrés Nín salue cette position nouvelle comme un « pas en avant » : « *Les dirigeants du mouvement ont pratiquement renoncé aux principes fondamentaux de l'anarchisme pour se rapprocher considérablement de nos positions* »⁹. Et ce n'est pas évidemment effet du hasard, si, à l'autre bout de l'horizon anarcho-syndicaliste, un Angel Pestaña rompt avec l'anarchisme pour fonder un « parti syndicaliste » destiné dans son esprit à réaliser par une voie pacifique et réformiste un socialisme reposant sur l'autogestion et le fédéralisme.

La collaboration des socialistes à un gouvernement républicain qui se tournait aussi nettement contre les revendications ouvrières et paysannes, la déception provoquée par les résultats concrets du changement de régime politique, ne pouvaient, au moins dans un premier temps, que nourrir le développement de la CNT qui connaît, malgré ces difficultés, un développement considérable de son organisation et de son influence pendant les premières années de la République où elle apparaît comme le pôle de regroupement offert aux révolutionnaires aussi bien qu'à l'action de classe des ouvriers et des paysans. La CNT rassemble incontestablement les éléments les plus combatifs et les plus résolus du prolétariat espagnol, mais, en même temps, elle n'est capable de leur offrir ni méthode ni programme révolutionnaire et, dans ces conditions, la crise qu'elle traverse - la révolte des militants contre les préjugés anarchistes - laisse théoriquement une place considérable à l'intervention des communistes qui disposent d'une possibilité réelle de construire véritablement leur parti dans une double opposition aux courants réformistes de collaboration de classe et aux tactiques aventuristes et putschistes qui facilitent la tâche de la répression gouvernementale et aggravent les divisions à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Mais le Parti communiste officiel est loin d'être à même de comprendre la réalité politique et de saisir cette chance. Intégralement et étroitement soumis à la direction stalinienne de l'Internationale communiste - que représente en Espagne une « délégation » comprenant Humbert-Droz, Rabaté, l'Argentin Codovilla - il applique mécaniquement à l'Espagne les analyses et les mots d'ordre élaborés par elle dans le cadre de la politique dite de la « troisième période », caractérisée par son sectarisme et son refus de l'unité ouvrière. La définition de la social-démocratie comme un « social-fascisme », qui donnera en Allemagne les résultats catastrophiques que l'on sait, assurant la victoire sans combat des bandes hitlériennes, est appliquée à la situation espagnole. L'analyse du Parti socialiste

comme un parti « social-fasciste » ne peut qu'isoler les communistes, resserrer autour de leurs dirigeants réformistes les militants socialistes qui s'interrogent sur le bien-fondé de la politique de leur parti. Mieux, elle est étendue de façon mécanique aux anarchistes, qualifiés d'« anarcho-fascistes » et traités, en conséquence, comme tels. Les appels répétés du PCE au « pouvoir des soviets » dans un pays où rien n'est apparu qui ressemble de loin à un soviet, ne peuvent que le discréditer et l'image du communisme en même temps que lui. Là où les militants communistes constituent une force, comme à Séville, ils la mettent au service d'une politique de scission de la CNT : le « comité de reconstruction de la C N T », fondé à partir des communistes militant dans le port de Séville, est l'instrument de cette entreprise qui sera l'occasion de heurts sanglants entre militants du PC et de la CNT et dresse contre le « communisme » de nombreux militants anarcho-syndicalistes attachés à l'unité de la centrale que le PCE s'efforce de détruire. Ce cours sectaire et anti-unitaire culmine avec la « sanjurjada » ; le jour même du pronunciamiento du général, *Mundo Obrero* dénonce le gouvernement comme le centre de l'activité fasciste, et la contre-manifestation organisée par le PC n'offre d'autre mot d'ordre que celui de « A bas Sanjurjo ! ». L'erreur est si manifeste, l'incompréhension si grande dans les rangs même du parti, que l'Internationale décide un « tournant » : les dirigeants Adame et Bullejos, rendus responsables de la politique sectaire qu'ils n'ont fait qu'appliquer, sont éliminés, le comité de « reconstruction » est transformé en « comité pour l'unité syndicale ». Les mêmes délégués de Staline continuent en réalité à diriger le parti sous la couverture de « nouveaux » chefs récemment promus comme José Diaz. Jesús Hernández et Dolorés Ibarruri, et le comité pour l'unité syndicale sert de tremplin à une nouvelle centrale syndicale, la CGT unitaire, dont la création facilite l'exclusion des militants communistes des deux autres centrales et contribue un peu plus encore à l'isolement du Parti communiste.

Les opposants, pendant ce temps, s'efforcent de promouvoir une autre politique et de conquérir les militants qui se rebellent contre ce cours catastrophique. La Fédération catalano-baléare de Maurín fusionne avec le Parti communiste de Catalogne de Jordi Arquer, autre petite organisation, mais bien implantée dans plusieurs centres, chez les dockers de Barcelone et à Lérida. Ils forment ensemble le Bloc ouvrier et paysan, qui se veut organisation de masse et appellent les communistes d'Espagne à se réunifier. Nín, qui a commencé à collaborer à *La Batalla* de Maurín et songé à adhérer à la Fédération catalane, y renonce, moins du fait des exhortations de Trotsky que par suite du refus que lui opposent les dirigeants du Bloc. Le retour en Espagne des éléments gagnés à l'opposition de gauche en Belgique et au Luxembourg permet le développement du groupe qui va devenir la Gauche communiste (*Izquierda comunista*) en 1932 et publie une remarquable revue théorique, *Comunismo*, puis un éphémère hebdomadaire, *El Soviet*. Dès lors, Nín prend ses distances avec les maurinistes, polémique contre le Bloc. Les divergences sont profondes entre les deux groupes. La principale est que Nín et les siens ont une analyse du stalinisme, et que leur appréciation de la situation espagnole repose sur une interprétation des événements qui se sont déroulés en Russie depuis la révolution, et, par conséquent, de la « question russe », qui, selon eux, commande toute la politique de l'Internationale, en Espagne comme ailleurs. Maurín et ses partisans, de leur côté, tout en refusant les attaques contre les trotskystes, refusent de prendre parti entre « staliniens » et « trotskistes », affirment vouloir s'en tenir à leurs propres divergences de communistes espagnols avec l'Internationale sur la seule question espagnole, et refusent d'accepter une politique, quelle qu'elle soit, dont ils pensent qu'elle ne peut que plaquer mécaniquement en Espagne des schémas qui ont été valables en Russie en 1917. Une position que Nín qualifie de « *transplantation déformée de la théorie stalinienne anti-marxiste du socialisme dans un seul pays* »¹⁰. Et cette divergence fondamentale nourrit, du coup, bien d'autres oppositions.

D'accord pour reconnaître l'importance de la « question nationale » trotskistes et maurinistes n'en tirent pas - il s'en faut - les mêmes conclusions pratiques. Nín combat pour la reconnaissance du droit des nationalités à la séparation, mais aussi pour l'unification nationale et internationale du prolétariat, cependant que Maurín se déclare « séparatiste » en Catalogne, reproche à l'Internationale de ne pas soutenir tous les mouvements séparatistes en Espagne. De même, la Gauche communiste et le Bloc sont d'accord pour condamner la politique stalinienne sectaire qui consiste à opposer mécaniquement « la dictature du prolétariat et des soviets » à « la république bourgeoise », et pour caractériser comme « démocratique bourgeoise » la phase initiale de la révolution espagnole. Mais Nín met en avant le mot d'ordre de « rupture avec les organisations bourgeoises » comme un pas vers la constitution de soviets tandis que Maurín propose une « Convention nationale » dirigée par les éléments de la petite bourgeoisie avancée, en bref, une coalition du type de celle qui se noue en Catalogne avec le mouvement catalaniste, dans une région où, à la différence du reste de l'Espagne, UGT et Parti socialiste ne constituent qu'une force insignifiante. Au lendemain de la « sanjurjada », le Bloc lance le mot d'ordre de « *Tout le pouvoir aux organisations ouvrières* » : Nín le condamne comme une concession opportuniste puisqu'il ne peut avoir en Espagne que la signification de « pouvoir aux syndicats », ce qui exclut les masses paysannes. A ce qu'ils qualifient d'oscillations « centristes » qui, sur la question décisive du pouvoir, conduisent les maurinistes à s'adapter tantôt à la petite bourgeoisie catalane et tantôt aux anarcho-syndicalistes, les trotskistes opposent la ligne de la lutte pour la construction de la forme espagnole des soviets, les *Juntas revolucionarias* élues par les ouvriers et paysans. Le combat politique acharné entre coupes opposants entre eux, entre eux et le Parti communiste officiel provoque bien des reclassements et des chassés-croisés entre ces groupes dont les frontières sont au demeurant

assez floues. A Madrid, à Valence, en Estrémadure, des militants du P C E et des Jeunesses sont exclus et rallient l'opposition de gauche. Gorkín, ancien dirigeant du parti dans l'émigration qui a rejoint les trotskistes en France quitte l'opposition de gauche espagnole pour rejoindre finalement le Bloc. Mais le Catalan Mollis y Fábrega, lui, quitte le Bloc, pour l'opposition de gauche. L'agrupación de Madrid se décompose en 1932, une partie de ses membres ralliant le P.C officiel, cependant que deux de ses principaux animateurs, l'ancien dirigeant des JS et du Parti, Luis Portela, et l'ancien dirigeant JC Luis Garcia Palacios rejoignent, le premier le Bloc de Maurín, et le second l'opposition de gauche. Une minorité qui s'intitule « Opposition ouvrière » à l'intérieur de la Fédération catalane, se groupe autour de compagnons de Maurín, Antonio Sesé et les pionniers du communisme Hilario Arlandis et Evaristo Gil, qui, en 1932 également, reviennent au PC officiel. Ce dernier à qui le soutien financier de l'Internationale permet la publication d'un quotidien, tâche très supérieure à ses propres forces, ne progresse que faiblement, malgré le succès remporté à Madrid sur l'opposition de tendance mauriniste. La revue *Comunismo* jouit d'un grand prestige parmi les intellectuels, mais l'opposition de gauche devenue Gauche communiste qui l'édite ne progresse guère parme les travailleurs manuels. Le Bloc ouvrier et paysan, autour de la Fédération catalane qui va devenir Fédération communiste ibérique, demeure, malgré ses échecs dans le reste de l'Espagne, le premier parti ouvrier en Catalogne où les organisations de la CNT et les partis catalanistes ont la prépondérance politique.

C'est pourtant de l'action de ces organisations minoritaires, séparées entre elles par de sérieuses divergences, que va sortir, avec l'aggravation de la situation politique et la menace très précise de contre-révolution en 1933, la première initiative susceptible de bouleverser le rapport de forces entre syndicats et partis d'une part, mouvement ouvrier et classes dirigeantes de l'autre. C'est en effet au printemps de 1933 que se constitue à Barcelone, sous l'impulsion du Bloc ouvrier et paysan et de la Gauche communiste la première organisation de front unique entre organisations, l'Alliance ouvrière. L'UGT catalane, l'Union socialiste, les syndicats de l'opposition - « trentistes » -, l'Union des rabassaires (petits paysans) et le minuscule parti socialiste espagnol de Barcelone et ces deux organisations communistes, décident de conclure cette alliance en vue de s'« opposer à la victoire de la réaction », de préserver les conquêtes, aujourd'hui menacées, de la classe ouvrière. Cette initiative, encore modeste, est à la fois le résultat de la propagande inlassable menée par l'opposition de gauche Internationale et espagnole en faveur du front unique ouvrier contre le fascisme montant, et de l'émotion provoquée dans le monde entier par la défaite de la classe ouvrière allemande consécutive au refus obstiné d'une politique de front unique de la part des deux grands partis ouvriers allemands. Elle constitue en même temps une initiative défensive face à l'apparition des premiers groupes ouvertement fascistes, la JONS, (Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista) de Ledesma Ramos et Onesimo Redondo, puis la Phalange (Falange Española) qu'animent José-Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur, et l'aviateur Ruíz de Aldá. Elle correspond enfin à l'inquiétude grandissante et à l'impatience qui se traduisent de plus en plus vigoureusement à l'intérieur du Parti socialiste déçu par les résultats des années de collaboration gouvernementale.

Le bilan de ces années est ressentie en effet de façon extrêmement contradictoire par les militants. Si les résultats obtenus sont minces au regard des espérances nourries en matière de réformes et d'avance graduelle vers le socialisme, il n'en est pas moins vrai que le Parti socialiste et l'UGT ont énormément recruté, sont devenus, en ces quelques années, de puissantes organisations de masses attirant dans leurs rangs nombre de jeunes qui ont vu en elles le principal espoir d'un changement politique et social. Ses nouvelles recrues traduisent à la fois la déception des masses devant la minceur des résultats acquis et la pression exercée par les anarchistes sur leur gauche. La coalition gouvernementale en devient de plus en plus incommode. D'une part les républicains reprochent aux socialistes de se faire sinon les instigateurs, du moins les complices de l'agitation paysanne et de ses formes de plus en plus violentes, et les accusent de double jeu. D'autre part, anarchistes et communistes d'obédience diverse dénoncent les socialistes comme complices d'une politique de répression féroce, d'un régime dont un républicain aussi modéré que Martinez Barrio peut déclarer qu'il est un régime de « boue, de sang et de larmes »¹¹. La rupture entre socialistes et républicains est désormais inévitable : le président de la République, Alcalá Zamora, s'y emploie activement en provoquant d'abord la crise ministérielle, puis en décidant la dissolution des Cortes après un éphémère cabinet Lerroux. Du coup la crise du Parti socialiste devient, elle aussi, inévitable : la perspective des élections pose la question des alliances électorales, oblige les dirigeants à reconsidérer l'ensemble de leur bilan, contraint les militants à prendre leurs responsabilités. Dans les rangs de la Jeunesse socialiste. à Madrid notamment, se dessine un courant qui remet en question radicalement les perspectives qui sont celles du parti depuis la scission : la défense de la démocratie bourgeoise parlementaire et la collaboration de classes dans une optique réformiste. Une nouvelle force surgit, une nouvelle possibilité concrète de construire l'unité du front prolétarien en même temps qu'une force révolutionnaire. Mais elle n'en est pour l'instant qu'à ses tout premiers pas, et les élections de novembre 1933, qui donnent à la droite la majorité, vont créer un contexte nouveau.

CHAPITRE IV – L'IMPOSSIBLE REACTION

Les élections de novembre 1933 donnent l'avantage à la droite : la loi électorale favorise les vastes coalitions et les socialistes qui sont entrés seuls dans la compétition perdent la moitié de leurs élus sans pour autant perdre de voix, cependant que les partis républicains s'effondrent. Ce résultat à lui seul pose le problème de fond : dans le contexte économique et social de l'Espagne traditionnelle, les socialistes, face à une coalition que soutiennent des fonds considérables et les caciques des villages, n'ont que le choix entre la défaite et l'alliance avec les républicains dont les années écoulées démontrent qu'elle ne leur permet pas d'appliquer leur politique. En décidant d'affronter seul la compétition électorale, le Parti socialiste est du coup contraint d'assumer cette contradiction et d'aborder une révision déchirante. L'aile gauche qui se dessinait au cours de l'été 1933 à travers les réactions de la Jeunesse socialiste commence à prendre forme, et son principal porte-parole n'est autre que Largo Caballero. L'homme qui a été pendant cinquante ans le chef de file du réformisme et de la collaboration de classes tient un langage neuf et pour le moins surprenant. Pour lui, l'expérience des premières années de la République est claire : il n'y a rien à attendre de la petite bourgeoisie et des partis républicains qui sont congénitalement incapables de réaliser leur révolution démocratique bourgeoise. Selon lui, pendant ces années de coalition gouvernementale, Azaña et les siens ont saboté toutes les tentatives de réformes sérieuses - y compris à travers les hauts fonctionnaires de son propre ministère. Pendant la campagne électorale, il emploie, selon l'expression d'Andrés Nín, « un langage purement communiste, allant même jusqu'à préconiser la nécessité de la dictature du prolétariat¹² ». Les anarchistes, de leur côté, posent à leur manière le même problème et tentent d'opposer la « voie parlementaire » à la « révolution ». Leur historien, César Lorenzo, écrit :

« Ses militants, ses meilleurs orateurs, ses agitateurs entreprirent une formidable campagne en faveur de l'abstention, dénonçant sans répit et sans aménité l'incapacité et la trahison des partis bourgeois libéraux et des socialistes, leur lâcheté devant la droite, leur refus de chercher un remède vigoureux aux plaies traditionnelles de l'Espagne et leur ignorance des besoins de la classe ouvrière. La propagande libertaire trouva un écho puissant parmi le prolétariat et la paysannerie lassés par l'inefficacité de la coalition républicano-socialiste au pouvoir¹³ ».

Pour l'ensemble du pays, les abstentions s'élèvent à 32,5 %, atteignant et même dépassant les 40 % dans les provinces de Barcelone, Saragosse, Huesca et Tarragone, 45 % dans celles de Séville, Cadix et Malaga. Ayant assuré ainsi à leur manière, grâce à l'impact de leur consigne de *no-votad* le succès électoral de la droite, les anarchistes passent à la deuxième partie de leur « démonstration », déchaînant contre la droite victorieuse le désormais traditionnel soulèvement armé. Le 8 décembre 1933, à l'initiative d'un « comité révolutionnaire » dirigé notamment par Cipriano Mera et Buenaventura Durruti, la CNT déclenche l'insurrection : à Saragosse et, de là, à l'Aragon et à la Rioja. A nouveau, le « communisme libertaire » est proclamé pour quelques jours dans les villages. La répression de l'armée et de la police en vient facilement à bout : la CNT, exsangue et divisée, est pour l'instant sur la touche.

Or la victoire des droites n'est pas une simple péripétie, mais, pour ses Inspirateurs, une première étape. Car il ne s'agit pas dans leur esprit d'un retour du pendule dans une simple alternance au pouvoir, mais du début d'une contre-attaque pour laquelle d'autres moyens qu'électoraux seront employés, si nécessaire. Les monarchistes, « carlistes » ou « alphonsistes », organisés dans la « Communion traditionaliste » et le Parti de la rénovation espagnole ne renoncent pas à « sauver » l'Espagne et à la régénérer par les armes de la guerre civile. Leur chef, Calvo Sotelo, fervent du corporatisme, admirateur du fascisme, personnellement lié à Mgr Segura, a la confiance des chefs militaires, et les deux partis, ainsi qu'un représentant de l'armée, signent en mars 1934 à Rome avec Mussolini un accord secret par lequel ce dernier s'engage à fournir capitaux et armes pour le renversement de la République. Cette extrême-droite conservatrice, plus autoritaire et corporatiste que simplement monarchiste, exerce la plus vive pression sur l'organisation politique de droite créée à l'initiative de la hiérarchie catholique, l'Action populaire de José Maria Gil Robles, admirateur de l'État corporatiste de Dollfuss, devenu le chef parlementaire de la CEDA (Confederación española de las derechas autónomas), le plus fort parti des Cortes, et qui jouit lui aussi de la confiance des plus importants des chefs militaires.

Le nouveau gouvernement, présidé par Lerroux et qui ne comprend pas de représentants de la droite, s'engage immédiatement dans la voie de la démolition de l'œuvre des premières années de la république. L'enquête - inachevée - sur les responsabilités de la monarchie est close par un non-lieu. Le clergé reçoit d'exorbitantes subventions, cependant que les crédits des écoles publiques sont diminués. Les lois qui contraignent à l'adjudication par concours des travaux publics sont annulées. La police recrute largement. Calvo Sotelo, condamné à l'exil depuis la chute de la dictature, est amnistié. Les groupes d'extrême-droite descendent dans la rue avec la protection ouverte des autorités : les phalangistes attaquent journaux et locaux socialistes ou même libéraux, tirent des coups de feu à l'université, les troupes des Jeunesses de la CEDA, rassemblées à l'Escorial, saluent leurs chefs à la romaine. Sanjurjo et les autres chefs du pronunciamiento de 1932 sont amnistiés et remis en liberté. Lerroux démissionne parce que le président Alcalá Zamora exige la publication de la note par laquelle il

déclare qu'il serait dangereux de remettre à ces hommes de nouveaux commandements. Son successeur, Samper, poursuit sa politique. Elle conduit rapidement à de graves conflits, cette fois avec les Catalans et les Basques, le gouvernement faisant annuler une loi catalane qui réduit de moitié les droits des grands propriétaires, et rompant unilatéralement une vieille convention en matière fiscale qui laissait aux députations provinciales la perception des impôts dans les provinces basques. Le président, enfin, cherche le moyen de remettre en cause la séparation de l'Église et de l'État.

La classe ouvrière espagnole, les paysans pauvres se sentent pourtant frustrés, non vaincus, et l'offensive réactionnaire commence à leur dicter des réflexes unitaires. Dans ce contexte, le mot d'ordre du front unique ouvrier prend toute sa dimension et l'Alliance ouvrière une tout autre envergure. Une délégation de l'alliance ouvrière de Barcelone comprenant Pestaña, le socialiste Vila Cuenca et Joaquín Maurín se rend à Madrid, y confère avec Largo Caballero qui se rendra peu de temps après à Barcelone pour poursuivre la discussion. Sensible à la menace de contre-révolution, ulcéré de l'échec de sa vie militante, poussé par la volonté de combat des militants ouvriers de son parti et de l'UGT, influencé par des intellectuels Carlos de Baraúbar, Luls Araquistáin - qui traduisent le courant à la fois unitaire et révolutionnaire qui commence à animer la jeune génération, le vieux dirigeant réformiste fait un pas de plus et se prononce pour l'Alliance ouvrière en même temps que pour la voie révolutionnaire. L'Alliance ouvrière, déjà une réalité à Barcelone, s'étend à toute la Catalogne, et même à Madrid où la participation de l'aile caballeriste lui donne un poids particulier, à Valence, aux Asturies enfin où elle obtient le spectaculaire ralliement de l'organisation régionale de la CNT.

C'est en février 1934 que, dans les colonnes de *La Tierra* paraît la première prise de position d'un dirigeant connu de la CNT en faveur de l'Alliance ouvrière. Valeriano Orobón Fernández, jetant par-dessus bord le vieux sectarisme anarchiste, pose le problème en ces termes :

« la réalité du péril fasciste en Espagne a posé sérieusement le problème de l'unification du prolétariat révolutionnaire en vue d'une action d'une portée plus grande et plus radicale que celle qui se limite à des fins purement défensives. L'unique issue politique actuellement possible se réduisant aux seules formules antithétiques de fascisme ou révolution sociale... il est indispensable que les forces ouvrières constituent un bloc de granit¹⁴ »

L'unité qu'il propose doit se faire sur la base du refus de la collaboration avec la bourgeoisie et de la lutte pour son renversement, la base du nouveau régime devant être *« l'acceptation de la démocratie ouvrière révolutionnaire, c'est-à-dire de la volonté de la majorité du prolétariat, en tant que dénominateur commun et facteur décisif du nouvel ordre de choses¹⁵ »*.

C'est sur cette base que la confédération régionale asturienne signe avec l'UGT un pacte d'alliance que le plénum national de la CNT rejettera avec éclat. Les Asturiens, derrière leur dirigeant José María Martínez, persistent. Ainsi que le remarque César Lorenzo : *« Remettant en question l'anarchisme traditionnel, ces militants asturiens acceptaient la constitution d'un pouvoir exécutif qui organiserait la révolution et au lendemain de celle-ci exercerait l'autorité et assurerait l'ordre¹⁶(2) »*. Combattue avec acharnement tant par les socialistes de droite de la tendance Besteiro que par les anarchistes, dénoncée comme « social-fasciste » par le Parti communiste officiel, la construction de l'Alliance ouvrière traçait un clivage nouveau à travers le mouvement ouvrier espagnol et créait en même temps les conditions de sa réunification à terme et, dans l'immédiat, celles de son unité de front. L'initiative de l'Alliance ouvrière de Catalogne appelant en mars 1933 à une grève générale de solidarité avec les grévistes de la presse madrilène démontrait qu'il existait désormais en Espagne un élément nouveau, un facteur de renouvellement de la stratégie ouvrière, une possibilité de surmonter les divisions anciennes et d'assumer une stratégie révolutionnaire.

Elle sera bientôt mise à l'épreuve. La CEDA, par la bouche de Gil Robles fait savoir qu'elle exige sa part de responsabilités gouvernementales. Les dirigeants socialistes se divisent : doivent-ils résister par la force, malgré une évidente impréparation, comme le pense Largo Caballero ? Doivent-ils chercher à éviter une bataille dont l'échec est certain et se réserver pour des temps meilleurs, comme l'affirme Prieto ? La récente défaite des socialistes autrichiens face au chancelier Dollfuss - le modèle de Gil Robles - fait sans doute pencher la balance, et Largo Caballero l'emporte : on résistera les armes à la main. Le 1^{er} octobre, les Cortes se réunissent, le gouvernement démissionne et Gil Robles réclame la majorité dans le gouvernement. Les socialistes font savoir au président qu'ils considéreraient cette entrée comme une déclaration de guerre contre eux ; appuyés par les républicains de gauche, ils demandent la dissolution et de nouvelles élections. Après avoir hésité, le président Alcalá Zamora désigne Lerroux et lui demande de former un gouvernement comprenant trois membres de la CEDA. L'UGT lance l'ordre de grève générale. La CNT, sur le plan national, ne bouge pas. Les campagnes, épuisées par une longue et dure grève des ouvriers agricoles en juin, ne bougent pas non plus. Trois foyers insurrectionnels seulement se déclarent : Barcelone, Madrid, les Asturies.

A Barcelone, l'Alliance ouvrière qu'inspirent Maurín et Nín a pris position pour l'insurrection contre le nouveau gouvernement, menace directe contre les ouvriers et les paysans ainsi que contre l'autonomie catalane. Elle essaie de convaincre le gouvernement de la Généralité qu'il tient entre ses mains la clé de la situation. Mais, épuisée par

sa crise interne, par les longs mois de lutte pour soutenir la grande grève de Saragosse au printemps précédent, la CNT catalane n'envisage pas d'alliance, même limitée, avec les autonomistes de la Généralité, et encore moins avec les communistes du BOC qui tentent d'exploiter sa crise pour bâtir une centrale indépendante, s'allient avec l'UGT et les Syndicats de l'opposition. La CNT prend position contre la grève, l'un de ses dirigeants parlant même en ce sens à la radio de Barcelone - et les militants anarchistes se retrouvent de fait dans le camp du gouvernement central, contre la grève qui se répand en Catalogne, contre la proclamation par le président de la Généralité, Companys, de l'« indépendance de l'État catalan dans le cadre de la république fédérale ». Débordé sur sa droite par les éléments catalanistes fascistes de son responsable à l'ordre public, Dencás, et ses « chemises vertes », qui s'emploient à provoquer les travailleurs en frappant les anarchistes et en désarmant les alliancistes, les dirigeants catalans, ayant par leur proclamation, « sauvé l'honneur », s'empressent de négocier une reddition honorable. Malgré le succès initial relatif de la grève générale - la première qui n'était pas en Catalogne lancée par les anarchistes - la classe ouvrière, notamment à Barcelone, demeure passive devant la collusion apparente de l'Alliance et des autonomistes et la complicité de fait des anarchistes avec Madrid. Restée en dehors de l'Alliance ouvrière, la CNT y voit une force concurrente, et, le front unique ainsi brisé, le gouvernement de Madrid peut rétablir sans coup férir son autorité.

A Madrid, la CNT s'est également refusée à entrer dans l'Alliance ouvrière où le Parti socialiste est de loin la force déterminante. Le 2 octobre, ses représentants informent les délégués de l'Alliance qu'ils ont décidé de passer à l'action Insurrectionnelle au cas où la CEDA accèderait au gouvernement. Le 4, à l'annonce de cette entrée, il prend position pour le déclenchement d'une grève générale pacifique destinée à faire pression sur le président de la république. La grève a en fait déjà démarré spontanément, les rues sont pleines de travailleurs prêts à saisir des armes et à se battre. Mais les dirigeants socialistes ne se décident pas : les armes manquent. Il n'y aura finalement que des mouvements passionnés de la foule, quelques coups de feu isolés contre les forces de l'ordre, des opérations de commando contre des édifices publics et des casernes, menées essentiellement par des militants des Jeunesses. Le gouvernement peut respirer au bout de quarante-huit heures, commence à faire arrêter dirigeants et militants. La grève se poursuit jusqu'au 12, témoignage d'une volonté de combat qui n'a pu se traduire en actes. L'Alliance ouvrière de Madrid, simple organe de liaison, appendice du Partil socialiste madrilène, n'a pas été non plus l'organe de front unique et de combat révolutionnaire attendu.

Mais il n'en sera pas de même dans les Asturies. Là, nous l'avons vu, la CNT avec José Maria Martínez, est entrée dans l'Alliance ouvrière, que rejoint également en dernière minute le Parti communiste, et qui lance le célèbre mot d'ordre d' « UHP » (Unión hermanos proletarios : union, frères prolétaires). Dans tous les villages miniers se sont constitués des comités locaux qui, dès la nuit du 4 octobre, lancent la grève générale, occupent le 5 la plupart des localités, attaquant par surprise et désarmant les forces de police, occupant enfin la capitale provinciale, Oviedo, le 6. La nouvelle de l'échec de Barcelone et de Madrid ne diminue pas la volonté de combat des mineurs dont les comités prennent le pouvoir en mains, armant et organisant les milices, faisant régner un ordre révolutionnaire très strict, occupant les édifices, confisquant les entreprises, rationnant les vivres et les matières premières. Ils s'emparent de l'arsenal de La Trubia, de La Vega et de Marigoya, disposant de 30 000 fusils et même d'une artillerie et de quelques blindés, mais manquant de munitions, emploieront surtout la dynamite, arme traditionnelle de leurs combats. Sûr de tenir le reste de l'Espagne, le gouvernement emploie les grands moyens, et sur les conseils des généraux Goded et Franco, confie au général Limez Ochoa, chargé de la reconquête, des troupes d'élite, Marocains et Légion étrangère. Oviedo tombe le 12 octobre, et le socialiste Ramón González Peña démissionne du comité révolutionnaire La résistance continue, et l'armée reprendra village mander après village. Jusqu'au 18 octobre où le socialiste Belarmino Tomás négocie la reddition des insurgés. Des francs-tireurs résisteront encore ici ou là, pendant des semaines. La répression est féroce plus de 3 000 travailleurs tués, 7 000 blessés, plus de 40 000 emprisonnés dont certains soumis à la torture des agents du commandant Doval qui soulèveront l'indignation dans des milieux très larges. L'état de guerre est maintenu pendant trois mois encore et de nombreuses municipalités suspendues, dont celles de Madrid, Barcelone et Valence. Les tribunaux militaires prononcent un certain nombre de condamnations à mort : le sergent Vasques, passé du côté des insurgés, est fusillé, les députés socialistes Teodomiro Menéndez et Ramón González Peña verront leur peine commuée, ainsi que le commandant Pérez Farrás, chef des forces catalanistes « insurgées ». Avaña, Largo Caballero et bien d'autres seront quelque temps emprisonnés. Prieto se réfugie en France.

Au lendemain de l'insurrection d'octobre 1934, Andrés Nín écrit qu'il a manqué à la Commune asturienne, pour vaincre, ce qui avait déjà manqué à la Commune de Pans, un parti révolutionnaire. Telle est aussi l'opinion de Trotsky - la ligne des partisans de la fondation d'une nouvelle Internationale, la IV^{ème} -, telle et aussi l'opinion défendue dans la Jeunesse socialiste, notamment à sa direction, aussi bien que dans les milieux intellectuels les plus avancés de l'aile « caballeriste » du Parti socialiste et de l'UGT. Et c'est pourtant au moment où l'on pourrait envisager la fusion sur cette base et dans cette perspective communes de ces trois courants en définitive convergents, qu'ils vont en fait diverger de façon décisive, avec, d'une part, la rupture entre Nín et Trotsky, et de l'autre l'évolution de la Jeunesse socialiste vers le Parte communiste officiel. Pendant les années de la « troisième

période », l'opposition de gauche internationale a lutté avec acharnement pour la réalisation du front unique ouvrier. En 1934, cette perspective est en train de se réaliser, en France comme en Espagne, tant sous la poussée du courant unitaire qui se développe dans les masses depuis la victoire du nazisme, que comme résultat direct du tournant mondial des partis communistes et de l'abandon par eux de la politique de dénonciation du « social-fascisme ». Le début de réalisation de ce front unique est pour ceux qui en ont été les ardents défenseurs, un pas en avant, mais il constitue en même temps un énorme danger en créant les conditions de leur isolement de petit groupe à l'extérieur de ce rassemblement. Partant de la nécessité pour les révolutionnaires d'être à l'intérieur de ce front unique pour le « féconder », Trotsky a proposé à ses camarades français ce qu'il appelle la politique de l'« entrisme » dans le Parti socialiste. Il s'agit pour lui, et dans un premier temps, d'opérer la jonction entre la petite troupe de ses partisans, les « bolcheviks-léninistes » - presque tous anciens militants du P.C. exclus pour « trotskisme » - et l'aile gauche qui se cherche à l'intérieur de la social-démocratie. Il serait ainsi possible dans un deuxième temps et à travers la rupture avec la social-démocratie de jeter les bases d'organisation d'un parti indépendant qui constituerait alors un pôle d'attraction suffisant pour précipiter à son tour la crise dans les rangs des PC officiels. L'évolution à gauche du Parti socialiste espagnol - plus nette encore que celle de la SFIO - conduit Trotsky à Insister pour que ses partisans opèrent en Espagne ce qu'on appelle le « tournant français », en négociant leur entrée dans le parti de Largo Caballero.

L'échec des soulèvements d'octobre 1934 est en effet loin d'avoir brisé le développement vers la gauche d'importants secteurs du Parti socialiste et de l'UGT. Largo Caballero, porté par le mouvement naturel de radicalisation des masses, s'en est fait le porte-parole et devient à son tour par son action, un des plus puissants facteurs de son accélération. En prison, le vieux militant réformiste découvre les classiques du marxisme, s'enthousiasme pour la lecture de L'État et la Révolution, pour Lénine et pour la révolution russe. Il réunit autour de lui une pléiade d'intellectuels brillants, les Araquistáin, Carlos de Baráibar, Alvarez del Vayo qui constituent l'état-major de l'hebdomadaire *Claridad* qui se donne pour mission de propager l'orientation révolutionnaire nouvelle. Luis Araquistáin la résume en ces termes :

« Je crois que la II^e et la III^e Internationales sont virtuellement mortes. Il est mort le socialisme réformiste, démocratique et parlementaire qu'incarnait la II^e Internationale. Il est mort aussi ce socialisme révolutionnaire de la III^e Internationale qui recevait de Moscou mots d'ordres et tournants pour le monde entier. Je suis convaincu que doit naître une IV^e Internationale qui fonde les deux premières, prenant à l'une la tactique révolutionnaire, à l'autre le principe de l'autonomie nationale »¹⁷.

Ces néo-révolutionnaires sont suivis, soutenus, parfois précédés par la Jeunesse socialiste. Ensemble, ils font campagne pour ce qu'ils appellent une « bolchevisation » du Parti socialiste qui en ferait un parti révolutionnaire. L'organe de la JS de Madrid, *Renovación*, lance un appel aux trotskistes de la Gauche communiste qu'il considère comme « les meilleurs théoriciens et les meilleurs révolutionnaires d'Espagne », pour qu'ils entrent dans le Parti¹⁸ et la Jeunesse socialiste afin de précipiter cette transformation nécessaire. C'est un pas que franchissent, dès 1934, quelques militants trotskistes importants, notamment Henri Lacroix et José Loredó Aparicio.

Mais la majorité des trotskistes espagnols ne se laissent pas convaincre par les arguments de Trotsky et moins encore par les appels de ceux que ce dernier appelle « la magnifique Jeunesse socialiste arrivée spontanément à l'aide de la VI^e Internationale ». Malgré l'opposition de L. Fersen et Esteban Bilbao, c'est à une très large majorité qu'à l'automne de 1934, la Gauche communiste refuse, pour ce qui ne serait, selon elle, qu'un « profit circonstanciel », de « se fondre dans un conglomérat amorphe appelé à se briser au premier contact avec la réalité¹⁹(2) », en d'autres termes, d'entrer dans le Parti et la Jeunesse socialiste dont elle considère que les nouvelles orientations sont largement démagogiques et le révolutionnarisme purement verbal. En fait, l'expérience de l'Alliance ouvrière a permis aux militants de la Gauche communiste de se rapprocher, à travers une collaboration quotidienne, du Bloc ouvrier et paysan, particulièrement en Catalogne. Les trotskistes espagnols sont, eux aussi, désireux de rompre l'isolement auquel les condamne dans l'action la petite dimension de leur organisation, et de trouver un champ d'action immédiate plus vaste, en même temps que de répondre au sentiment passionné de recherche de l'unité répandu parmi les masses et entretenu par l'insurrection des Asturies. Quelles que soient leurs divergences avec les maurinistes sur un certain nombre de points importants, ils les considèrent, comme l'écrit aujourd'hui Andrade²⁰, comme « plus proches » et par conséquent « plus influençables » et sont sensibles au fait que la fusion avec eux leur donnerait des dimensions appréciables en Catalogne en même temps que les éléments d'un parti à l'échelle nationale. Un long travail en commun a rapproché, sur tous les plans, les deux organisations. La Gauche communiste a rompu avec Trotsky, et le Bloc ouvrier et paysan refusé de se joindre aux efforts d'organisation de la « droite » sur le plan International. L'une et l'autre organisations se retrouvent d'accord sur la formule de « révolution démocratique-socialiste » en Espagne et sur la nécessité de constituer un nouveau parti. De leur fusion naît, le 25 septembre 1935, à Barcelone, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) qui se veut une étape sur la voie de l'unification des « marxistes révolutionnaires » en Espagne. La résolution de fondation proclame :

« Le grand Parti socialiste révolutionnaire (communiste) se constituera en regroupant au sein de la même organisation tous les noyaux marxistes révolutionnaires existants, ainsi que la nouvelle génération révolutionnaire qui commence à entrer en action sous l'impulsion de l'unité marxiste, et les éléments qui ont été démoralisés par le fractionnisme à l'Intérieur du mouvement ouvrier et se sont temporairement retirés de l'action²¹ ». (1)

Il s'agit, pour le nouveau parti, de « gagner à ce point de vue les secteurs réellement marxistes des partis socialiste et communiste afin que l'un et l'autre, gagnés à l'idée d'un parti socialiste révolutionnaire unique, se prononcent pour un Congrès d'unification marxiste révolutionnaire »²². Le nouveau parti se situe dans la tradition communiste, celle de la révolution d'Octobre et des quatre premiers congrès de l'IC, sous le drapeau « de Lénine et de Trotsky », mais prend ses distances vis-à-vis du « trotskisme » et de ses organisations pour la IV^e Internationale. Il compte quelque 8 000 militants, une base ouvrière réelle, notamment en Catalogne dans des villes industrielles comme Lérida ou Gérone, et des groupes nettement moins solidement implantés en Andalousie, en Estrémadure, au Pays basque et dans les Asturies. Ses dirigeants sont tous des hommes connus dans le mouvement ouvrier, non seulement Maurín et Nín, mais Luis Portela et Juan Andrade, anciens dirigeants des JS et du premier PC, Luis Garcia Palacios, un des premiers responsables des JC, David Rey et Pedro Bonet pionniers du communisme et des CSR catalans, l'ancien fonctionnaire du parti et de l'Internationale, Julien Gorkín. En Catalogne, à partir des syndicats de la CNT dont les militants du Bloc avaient pris la direction et qui, pour cette raison, en ont été exclus, il constitue même une organisation syndicale, la Fédération ouvrière d'unité syndicale (FOUS) dont Andrés Nín est secrétaire général qui rassemble la majorité des travailleurs organisés à Tarragone, Lérida et Gérone, et qui s'affirme numériquement supérieure à l'UGT catalane.

Cette fondation du POUM par la fusion des deux organisations qui avaient inspiré et animé l'Alliance ouvrière se produit précisément dans la période de déclin de cette dernière et contribue peut-être, indirectement, à ce que la gauche socialiste s'éloigne d'elle. Mais c'est surtout que, dans l'intervalle, s'est produit le tournant de la politique stalinienne mondiale qui se traduit par la nouvelle ligne adoptée lors du VII^e congrès de l'Internationale communiste. Au-delà du mot d'ordre de « front unique » apparaît - présenté comme son approfondissement ou son élargissement - celui du « front populaire » qui est en réalité de nature opposée puisqu'il postule l'alliance des organisations ouvrières avec les partis républicains. Numériquement faibles, les organisations communistes officielles, une fois brisé un isolement dont leur propre politique sectaire avait constitué le facteur essentiel, bénéficient de conditions favorables à un développement rapide de leur influence. C'est que, dans cette atmosphère prérévolutionnaire, le prestige de la révolution russe, dont elles prétendent incarner la tradition et la continuité, est immense. Elles ont en outre pour elles leurs liens internationaux, leurs capacités d'organisation, leur expérience, des moyens matériels considérables, l'écho que rencontre dans l'Espagne angoissée la campagne antifasciste menée par les PC dans le monde entier.

Or la tendance gauche du Parti socialiste leur offre un terrain favorable, alors même qu'elle suscite chez leurs dirigeants des réserves qu'ils expriment en privé au moins, par rapport à ces tendances de toute évidence « gauchistes ». Mais la phraséologie révolutionnaire de Caballero et de ses lieutenants ne s'appuie sur aucune analyse sérieuse, repose en revanche sur une profonde ignorance de la nature du phénomène stalinien, sur une absence quasi totale de mots d'ordre concrets, sur une excessive confiance en leurs propres forces. Forts de leurs centaines de milliers d'adhérents, les dirigeants socialistes et ugétistes ne prennent pas au sérieux les risques éventuels d'un « noyautage » de la part des communistes officiels. Pour beaucoup de socialistes de gauche, en outre, la fusion des deux partis socialiste et communiste apparaît comme le remède-miracle à la division source de faiblesse, la perspective nécessaire à la victoire. Elle leur semble également inscrite dans la nature des choses, comme résultat d'une double évolution, « à gauche » de la part de leur propre parti, « à droite » de la part du PC. Certains - au premier rang desquels Alvarez del Vayo, vice-président de l'organisation socialiste de Madrid - vont plus loin encore et voient dans le PC et, de façon générale, dans l'URSS et l'Internationale communiste les seules forces « efficaces », les points d'appui permettant de surmonter les divisions, le verbalisme, et, en définitive, l'impuissance de leur propre parti.

La coalition de ceux qui se font, consciemment ou non, les agents du stalinisme dans les rangs du mouvement ouvrier espagnol et de ceux, beaucoup plus nombreux, pour qui seules désormais d'infimes nuances séparent les deux partis si longtemps opposés, conduit à des reclassements rapides. Un groupe de dirigeants avec Alvarez del Vayo et deux responsables nationaux de l'UGT, Amaro del Rosal et Edmundo Rodriguez, fait figure d'alliés ouverts du PC que certains, beaucoup plus tard, qualifieront d'« agents ». Mais surtout, les dirigeants de la Jeunesse socialiste s'engagent et progressent très rapidement dans la même voie. Le tout jeune secrétaire des JS., Santiago Carillo, et son principal lieutenant, Federico Melchor, antistaliniens et antiréformistes déclarés, qui passent en 1934 pour des sympathisants trotskistes, reviennent en 1935 d'un voyage à Moscou convaincus de la nécessité d'œuvrer à « l'unité » qu'ils s'emploient aussitôt à réaliser entre les deux organisations de jeunesse : c'est le 1^{er} avril 1936 que la fusion de la minuscule Jeunesse communiste de Fernando Claudín avec la puissante organisation de la Jeunesse socialiste donne naissance à la Juventud Socialista Unificada (JSU) qui constitue dès lors le levier principal de l'influence stalinienne en Espagne. C'est vers la même époque que les socialistes de Catalogne, à la

suite d'un des lieutenants de Largo Caballero, Rafael Vidella, s'engagent eux aussi dans la voie qui va conduire à la fusion du Parti socialiste et du Parti communiste en Catalogne dans le Partido Socialista Unificado de Cataluña (PSUC) qui adhère dès sa fondation à la III^e Internationale. Le phénomène est évidemment capital. Le fait que la crise ouverte au sein du Parti socialiste en réaction contre sa politique réformiste, sous la pression des ouvriers et des paysans, dans le cadre de la crise du régime, comment à se résoudre par un renforcement du courant néo-réformiste incarné par les communistes stalinien revêt en définitive plus d'importance que le regroupement des révolutionnaires, « l'union des marxistes » qui a donné naissance au POUM. L'affaiblissement du poids spécifique de l'Alliance ouvrière, le rapprochement entre socialistes et communistes, le renforcement de ces derniers et le poids qu'ils apportent, à l'intérieur du mouvement ouvrier, en faveur des partisans du renouvellement d'une alliance avec les partis républicains, ouvrent même le risque de rejeter le POUM à l'extérieur du front en train de se constituer, et le menacent d'un isolement tant politique que géographique alors même que les lendemains de l'insurrection asturienne démontrent qu'aucune des questions qui sont au cœur de la crise espagnole n'est près d'être réglée par les voies pacifiques et parlementaires, et que la guerre civile est, plus que jamais, à l'ordre du jour.

Le gouvernement de centre droit de Lerroux paraît en effet incapable de maîtriser la situation. Son ministre de l'agriculture, le démocrate chrétien Gimenez Fernández cherche dans le catholicisme social la quadrature du cercle : une réforme agraire qui ne léserait pas vraiment les intérêts des grands propriétaires. La haine de l'extrême droite se déchaîne contre ce « bolchevik blanc » ! La CEDA quitte le gouvernement parce que le président de la République, Alcalá Zamora, a refusé à Gil Robles l'exécution des députés socialistes asturiens condamnés à mort. Mais elle y revient, cette fois aux Gil Robles au ministère de la Guerre, ce qui lui permet d'attribuer aux principaux commandements aux généraux organisés dans l'Union militaire espagnole (UME) fondée par Sanjurjo en vue de la préparation méthodique du pronunciamiento qui apparaît de plus en plus comme la solution, indépendamment des risques qu'il comporte ; le général Francisco Franco est chef d'état-major, le général Fanjul sous-secrétaire d'État, le général Rodríguez del Barrio inspecteur de l'Armée, et tous comptent parmi les têtes du complot. La CEDA est à chaque instant près d'être débordée sur sa droite, soit par sa propre organisation de jeunesse la Juventud de acción popular (JAP) que dirige Ramón Serrano Suñer, beau-frère de Franco, admirateur d'Hitler et de Mussolini, grand pourfendeur de « juifs, franc-maçons et marxistes », soit par la Phalange, au programme et aux méthodes typiquement fascistes, que dirige désormais en chef incontesté le jeune José-Antonio Primo de Rivera, lui aussi agent du gouvernement fasciste italien.

C'est le président de la République qui se décide finalement à mettre un terme à ces deux armées de réaction - le *bienio negro*, comme on les appellera désormais - en dissolvant ces Cortes désormais ingouvernables au lendemain de scandales financiers qui ont achevé de discréditer Lerroux, et alors que le chef du principal parti parlementaire, Gil Robles, multiplie les déclarations de guerre et les menaces contre la république parlementaire. « En haut », on ne peut plus. « En bas », on ne veut plus. De nouvelles élections, sur la base des réaligements politiques, peuvent permettre aux classes dirigeantes de gagner du temps avant l'affrontement de plus en plus inéluctable, à leurs yeux du moins.

CHAPITRE V – FRONT POPULAIRE : VOIE PARLEMENTAIRE SANS ISSUE

En 1933, la loi électorale, favorisant impitoyablement les grandes formations dans le cadre d'un scrutin majoritaire dans d'immenses circonscriptions, avait joué en faveur de la droite contre l'éclatement de la coalition entre républicains et socialistes qui avait résulté des deux premières années de gouvernement de la gauche. Après la réaction du *bienio negro*, elle joue en sens inverse, accentuant la victoire électorale du bloc - le futur Front populaire - au sein duquel se retrouvent partis ouvriers et républicains bourgeois. Il serait faux pourtant d'attribuer à la seule influence de cette loi électorale la reconstitution d'une coalition des gauches.

D'abord, les efforts de la droite, au lendemain de l'insurrection d'octobre 1934, pour élargir la répression ont favorisé un rapprochement : les poursuites, l'arrestation d'Azaña, l'acharnement de certains milieux politiques gouvernementaux contre lui et ses proches, aussi bien que contre les organisations ouvrières, ont favorisé leur rapprochement sur le plan politique, impossible en toute objectivité au lendemain des événements de Casas Viejas dont il avait, en 1933, endossé la responsabilité. Ensuite, les fameuses attaques de l'extrême droite ont écarté du centre ses éléments libéraux, dont certains ont rejoint des formations plus à gauche. Un regroupement politique se fait autour de la Gauche républicaine d'Azaña, rejoint par Casares Quiroga, de l'Union républicaine de Martínez Barrio, qui abandonne les radicaux, et du parti républicain de Sánchez Román.

Ce sont là des facteurs favorables aux yeux de bien des militants ouvriers : en subissant la répression, ou en combattant celle qui frappe les militants ouvriers après 1934, en rompant nettement avec la coalition du centre droit, les éléments républicains se sont sinon totalement, du moins en grande partie, réhabilités. Au cours des derniers mois de 1935, le danger fasciste n'a en outre cessé de grandir en Espagne comme dans le reste du monde où la victoire hitlérienne l'a mis à l'ordre du jour. La propagande des communistes officiels, mais aussi celle des dissidents du POUM, celle des socialistes et dans une certaine mesure celle des libéraux mettent le danger fasciste au centre des préoccupations ouvrières. Or les communistes se font les champions de l'antifascisme conçu comme le regroupement le plus large possible de tous les adversaires du fascisme, même extérieurs au mouvement ouvrier. La nouvelle combinaison des forces aboutit à un nouveau regroupement, un renouvellement de l'union de la gauche, de l'alliance des partis ouvriers et des républicains bourgeois. D'une part, en effet, l'aile droite du Parti socialiste, dirigée par Besteiro, et son centre, avec Prieto, disposent de meilleurs arguments pour défendre une telle alliance avec Azaña, d'autre part l'aile gauche, impressionnée par l'URSS, ses réalisations économiques, le plan quinquennal, la collectivisation de l'agriculture, se rapproche des communistes qui, depuis quelques mois, mènent campagne en faveur du Front populaire.

Dans ces conditions, dès le mois de décembre, la décision est prise par la direction du Parti socialiste de s'allier avec les républicains de gauche. Revenu clandestinement de France où il s'était réfugié après les événements d'octobre 1934, Indalecio Prieto parvient à convaincre le comité exécutif : Largo Caballero, mis en minorité, démissionne de son poste à l'exécutif. Les jeux sont faits. Il ne faudra pas plus d'une semaine pour que soit négociée, puis signée le 15 Janvier, l'alliance électorale. Le programme de la nouvelle coalition est un programme modéré que les socialistes qualifient sans ambages de « démocratique bourgeois » : retour à la politique religieuse, scolaire et régionale des premières années de la république, réactivation de la réforme agraire, mesures de réanimation de l'économie par l'intervention de l'État, amnistie enfin pour tous les détenus politiques. Dans toutes les circonscriptions sont établies et des listes communes à l'intérieur desquelles les sièges sont répartis d'avance entre les différentes formations. Le Parti socialiste et le Parti communiste s'engagent à l'avance à soutenir la réalisation de ce programme, qu'ils considèrent comme minimum, sans participer au gouvernement - cette dernière éventualité étant énergiquement rejetée par la tendance Largo Caballero qui menace de faire scission au cas où elle se produirait. Le pacte d'alliance électorale est signé par la Gauche républicaine, l'Union républicaine, le Parti socialiste, le Parti communiste, l'UGT, la Jeunesse socialiste, le POUM, le Parti syndicaliste de Pestaña et l'Esquerra catalane²³.

La signature apposée par Juan Andrade au nom du POUM soulève dans l'extrême gauche internationale d'après polémiques. Trotsky dénonce ce qu'il appelle la « trahison » du POUM, écrit « La technique électorale ne peut justifier la politique de trahison que constitue le lancement d'un programme commun avec la bourgeoisie²⁴ ». Nín justifiera le comportement de son parti en affirmant que le mouvement des masses et leurs illusions démocratiques étaient si forts que le POUM ne pouvait que s'y rallier, le temps des élections, sous peine de se trouver complètement isolé et de perdre toute audience parmi les ouvriers. En fait, l'argument majeur, qui emporte sans doute réticences et principes, est celui qui conduit au même moment la CNT à mettre de côté sa consigne traditionnelle d'abstention et à œuvrer, discrètement, mais efficacement, à la victoire électorale du Front populaire : le fait que les 30 000 prisonniers des Asturies détenus peuvent du jour au lendemain voir s'ouvrir les portes de leurs prisons. C'est cette volonté d'efficacité dans la solidarité ouvrière immédiate avec les Insurgés de 1934 qui cimentera la volonté des militants ouvriers d'opposer un barrage « légal » à une nouvelle période de gouvernement de la droite, même quand, et c'est le cas au moins à la gauche du Parti socialiste, dans le POUM et à la CNT, les

militants ne se font pas la moindre illusion sur la réalité de la menace du fascisme, indépendamment du résultat des élections.

Le 16 février en tout cas, les listes de ce qui va être le Front populaire l'emportent par une mince marge de quelques centaines de milliers de voix, mais s'assurent aux Cortes une confortable majorité. La répartition préalable des sièges donne 84 députés au parti d'Azaña, 37 à celui de Martínez Barrio, 38 à l'Esquerra de Companys, 90 au Parti socialiste, 16 au Parti communiste, 1 au POUM - Joaquín Maurín et 1 au Parti syndicaliste - Pestaña. La CEDA a encore 86 députés, la Rénovation espagnole 11 seulement. Le bruit court avec insistance dans les milieux gouvernementaux que le général Franco a proposé au chef du gouvernement l'intervention de l'armée pour annuler les élections. Mais celui-ci préfère céder immédiatement la place à l'un des chefs de file des vainqueurs. Azaña est aussitôt chargé de former le gouvernement : il maintient l'état d'alarme proclamé par son prédécesseur dès le lendemain des élections

Dès l'entrée en fonction d'Azaña, l'écheveau de l'histoire, une fois de plus, semble se dérouler en sens inverse : le 22 février, tous les détenus politiques sont amnistiés, le 23, les paiements de rentes en Andalousie et Estrémadure sont supprimés, gage d'une accélération de la réforme agraire. Les municipalités basques suspendues en 1934 sont remises en place ; Companys, sorti de prison, reprend la tête de la Généralité en Catalogne. Deux des généraux suspects de conspiration sont éloignés de la capitale, Franco nommé aux Canaries, Goded aux Baléares. Le 4 avril, Azaña présente aux Cortes son programme législatif : il s'agit de réaliser à la lettre le programme électoral du Front populaire, une réforme agraire approfondie et renouvelée, des constructions scolaires massives, une autonomie accrue pour les municipalités, un statut d'autonomie pour les provinces basques, la réintégration dans les entreprises de tous les travailleurs licenciés pour raisons politiques et syndicales depuis 1933. Il réaffirme solennellement qu'il n'est pas question de nationalisation de la terre, de la banque ou des entreprises industrielles, promet à la droite de reporter la date des élections municipales, adjure droite et gauche de jouer le jeu parlementaire et de laisser se dérouler son entreprise de réforme dans la légalité.

C'est que le gouvernement se trouve d'ores et déjà dans une situation difficile. Dès l'annonce de la victoire électorale, des « défilés de victoire » monstres ont eu lieu dans toutes les grandes villes espagnoles : des prisons ont été ouvertes, à Valence et à Oviedo et des prisonniers libérés sans attendre le décret d'amnistie. Un peu partout éclatent des incidents entre la foule des manifestants et les forces de police qui montent la garde devant les églises et les immeubles des journaux réactionnaires. Dans tout le pays des grèves éclatent pour la réintégration immédiate des ouvriers licenciés, le paiement d'arriérés de salaires aux travailleurs emprisonnés, contre la discipline du travail, pour l'augmentation des salaires et de nouvelles conditions de travail. L'agitation est peut-être plus générale encore dans les campagnes où se multiplient les *asentamientos*, occupations de terres par les paysans pauvres, elles aussi sources de rixes, parfois de fusillades entre manifestants et gardes civils. L'extrême droite organise le terrorisme. Le 13 mars, un groupe d'étudiants phalangistes tentent d'assassiner un député socialiste, tuant le policier qui l'accompagne. Le 14, la foule envahit les ateliers du quotidien de Calvo Sotelo, *La Nación*, et tente d'incendier l'immeuble. Le même jour, il y a quatre morts à Logroño dans un heurt entre l'armée et une manifestation paysanne. Le 19, des inconnus ouvrent le feu sur la maison de Largo Caballero. Le 13 avril, des phalangistes assassinent un juge qui vient de condamner à trente ans de prison l'un des leurs, meurtrier d'un vendeur de journaux ouvriers.

Les socialistes de gauche, et particulièrement les Jeunesses, sont à la pointe des « défilés de victoire » où ils réclament la dictature du prolétariat. Leur presse multiplie les parallèles entre la Russie de 1917 et l'Espagne de 1936, comparant Azaña à Kerensky, et faisant de Largo Caballero le « Lénine espagnol ». En vain Azaña au cours d'orageuses entrevues au début de mars, demande-t-il à Largo Caballero de mettre un frein à ces manifestations. Le dirigeant socialiste l'assure de sa loyauté au Front populaire, mais lui reproche sa lenteur dans l'application de son programme. *Claridad*, devenu quotidien le 6 avril, entretient la ferveur des socialistes, annonce la victoire prochaine. Le 1^{er} mai, il célèbre « la grande armée des travailleurs dans sa marche en avant vers le sommet proche du pouvoir », et 10 000 membres des Jeunesses socialistes, en uniforme, le poing levé, défilent en bon ordre, chantant des chants révolutionnaires et scandant des mots d'ordre pour un « Gouvernement ouvrier)) et une « Armée rouge ». Les socialistes de Madrid se prononcent non seulement pour la « dictature du prolétariat », mais pour l'unité socialiste-communiste, l'unification syndicale, la transformation de l'Espagne en « confédération des peuples ibériques », la reconnaissance - y compris pour le Maroc - du droit à l'autodétermination des peuples. Largo Caballero se rend en personne au congrès de la CNT qui se tient à Saragosse et y tient un langage décidé. Peu après, il déclare : « *la révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence. Pour établir le socialisme en Espagne, il faut triompher de la classe capitaliste et établir notre pouvoir*²⁵ » et appelle les républicains à laisser la place.

Dans la CNT, c'est le triomphe de la FAI au cours de ce congrès qui se termine le 15 mai, dans la vieille cité aragonaise pavoisée de drapeaux rouges et noirs, par ce que César M. Lorenzo appelle « *un déferlement impressionnant de mysticisme révolutionnaire, d'optimisme et d'excitation collective* »²⁶. Les « trentistes », battus,

capitulent sans condition, et les « anarcho-bolcheviks » renoncent même à défendre dans une telle atmosphère leurs plans d'organisation militaire pour la lutte contre un coup d'État fasciste. Du programme adopté, César Lorenzo peut écrire que « *les puérités et l'utopie s'y donnaient libre cours avec un oubli total des particularités de l'Espagne, de la situation internationale, du moment historique et de la manière d'atteindre la nouvelle terre promise*²⁷ ».

En réalité l'enthousiasme révolutionnaire qui transporte socialistes de gauche et anarcho-sindicalistes est loin de se donner les moyens et d'ouvrir les voies de la révolution victorieuse. Ni les uns ni les autres n'apportent de perspectives immédiates, de buts unificateurs, d'objectifs concrets. La phrase révolutionnaire règne en maîtresse sur ce mouvement, double reflet de la recherche, par la jeunesse inexpérimentée, d'une voie révolutionnaire, et, par les dirigeants socialistes de gauche, d'un instrument de pression dans leur propre parti et sur leurs alliés républicains.

C'est d'ailleurs du sein du Parti socialiste que vient la première contre-attaque. A Cuenca, le 1^{er} mai, à l'occasion d'une élection partielle, Prieto prononce un discours qui constitue un véritable programme gouvernemental. Il dénonce les méfaits de la violence et de l'anarchie, génératrice à ses yeux du fascisme, affirme que l'agitation révolutionnaire, faute de pouvoir conduire à ce qui ne serait qu'une « socialisation de la misère », risque de provoquer un coup d'État militaire dont le général Franco, par ses qualités, serait le chef tout trouvé. Il adjure donc les travailleurs d'être raisonnables, d'éviter de « faire le jeu » du fascisme en entretenant la peur par leurs revendications « exagérées », se prononce pour un gouvernement de coalition avec les républicains qui s'assignerait un programme de réformes progressives et prudentes, de réforme agraire et d'industrialisation dans le cadre d'un capitalisme modernisé. Mais l'heure de Prieto n'est pas encore venue : quand les Cortes, à la suite d'une opération dans laquelle il a joué un rôle de premier plan, déposent le président Alcalá Zamora dont Azaña va prendre la place, il doit, à cause de la résistance de la gauche socialiste et de crainte d'une scission, refuser d'assumer la présidence du Conseil qui est alors confiée à Casares Quiroga, un républicain de Galice.

La tumultueuse montée du mouvement ouvrier et paysan avive les contradictions au sein des partis et entre eux. Si Largo Caballero et ses partisans rivalisent avec les militants de la CNT pour animer grèves et manifestations, le Parti communiste adopte une politique de réserve marquée qui le rapproche de l'aile Prieto. Son secrétaire, José Diaz, souligne dans un discours, à Saragosse, que « *les patrons provoquent et attisent les grèves pour des raisons politiques de sabotage* », et dénonce l'intervention des « *agents provocateurs*²⁸ ». De son côté, Nín, secrétaire politique du POUM, rétorque que « *chaque recul de la réaction, chaque progrès de la révolution, est le résultat direct de l'initiative et de l'action extra-légale du prolétariat*²⁹ ». Ces divergences ne se limitent pas à des polémiques dans la presse : le 13 avril, à Ecija, Prieto, González Peña et Belarmino Tomás sont accueillis par des coups de feu partis vraisemblablement des rangs des Jeunes socialistes ; à Malaga, au mois de juin, sont successivement assassinés un dirigeant de l'UGT, le fils d'un dirigeant cénétiste et un dirigeant socialiste.

Cette tension, l'éclatement au sein des partis et syndicats ouvriers de conflits de cette importance et de cette violence s'expliquent : en fait, c'est la question du pouvoir que posent, par leurs revendications, les travailleurs qui se lancent dans des grèves de plus en plus dures. Les ouvriers métallurgistes de Catalogne avaient obtenu en 1934 la semaine de 44 heures, mais ont dû travailler 48 heures pour le même salaire en 1935. Ils exigent donc un rappel de 15 mois et refusent un compromis offert par la Généralité d'une semaine de 40 heures avec le salaire de 44. Les cheminots exigent le retour à leurs salaires de 1931-1933, et les compagnies offrent vainement d'ouvrir leurs livres de comptes pour prouver qu'elles ne peuvent les satisfaire. Les travailleurs des tramways de Madrid prennent au mot la compagnie qui tient le même langage. Ils décident de fonctionner à leur propre compte et ouvrent une souscription qui leur rapporte des sommes considérables.

Mais c'est la grève du bâtiment de Madrid qui va porter à leur plus haut degré les contradictions sociales et politiques. La grève est décidée le 1^{er} juin par une assemblée générale réunie à l'appel des deux centrales syndicales : les ouvriers réclament une importante hausse des salaires, la semaine de 36 heures, un mois de congé payé, la reconnaissance de maladies professionnelles, dont les rhumatismes. Mais le patronat tient bon. La CNT appelle alors les ouvriers grévistes à appliquer les principes du communisme libertaire, se servir dans les magasins d'alimentation, manger sans payer dans les restaurants. *Claridad* et *Mundo Obrero* dénoncent ces consignes comme des « provocations anarchistes ». L'arbitrage d'un jury mixte donne satisfaction partielle aux ouvriers pour les salaires, augmentant les plus bas de 5 %, les autres de 10 %. Le 20 juin, consultés, les ouvriers de l'UGT se prononcent pour l'acceptation de l'arbitrage à l'appel de leurs dirigeants. Mais la CNT appelle à la poursuite de la grève, traite de « jaunes » les dirigeants ugétistes. Le secrétaire de la fédération du Bâtiment, Edmundo Domínguez, sympathisant du PC, déclare que la grève peut « dégénérer en péril grave pour le régime », tandis que les dirigeants cénétistes David Antona et Cipriano Mera lancent un appel à l'« unité révolutionnaire » contre le patronat et le gouvernement qui l'appuie. Des bagarres éclatent devant les chantiers : il y a des morts de part et d'autre. La presse de droite affirme que les ouvriers sont maintenus dans la grève par la « terreur anarchiste » et les phalangistes, sous la direction de Fernández Cuesta, attaquent les piquets de grève et les militants cénétistes qui

vont riposter en mitraillant un café, tuant trois hommes de l'escorte de José Antonio Primo de Rivera. Le gouvernement intervient en fermant les locaux de la CNT et en faisant arrêter Antona et Cipriano Mera. La situation devient difficile pour Largo Caballero, accusé par la CNT de faire jouer à l'UGT le rôle de briseur de grève, et à qui la droite de son parti reproche d'avoir joué le rôle de l'apprenti sorcier et de s'être fait déborder par les anarchistes. Le congrès socialiste a été reporté de juin à septembre à la suite de l'affaire d'Ecija, mais, le 30 juin, les résultats de l'élection au comité exécutif - d'ailleurs contestée par les amis de Largo Caballero - donnent la majorité aux partisans de Prieto qui place González Peña à la présidence et Ramon Lamonedá au secrétariat. La scission semble inévitable, mais Largo Caballero a définitivement perdu l'appareil au moment où il semble perdre le contrôle du mouvement des masses.

Du côté de l'oligarchie, les préparatifs s'accroissent. Le fait important n'est pas cependant le plus spectaculaire : les progrès de la Phalange, ses agressions et attentats quotidiens, ses tentatives pour commencer à aguerrir ses troupes et briser par le meurtre et la terreur le mouvement ouvrier et paysan. Le fait capital est dans les préparatifs des chefs militaires organisés dans l'Union militaire espagnole. L'éloignement, au lendemain des élections, des généraux Franco et Goded a ralenti la conspiration. Son chef, Sanjurjo, qui réside au Portugal, prend au mois d'avril, en Allemagne même, les contacts nécessaires et reçoit des autorités hitlériennes la promesse de leur soutien. Le gouvernement fasciste de Rome fournit argent et armes. Le financier Juan March se charge à Londres de gagner des complicités. Le général Mola, ancien chef de la Sécurité de la monarchie, nommé commandant militaire en Navarre, assure la direction générale, aidé des colonels Varela et Yagüe qui assurent les liaisons avec les autres chefs militaires. Un nouveau plan est élaboré qu'il faudra modifier au mois d'août, deux jours avant la date fixée pour le pronunciamiento. Mais ce report a permis de recruter deux chefs importants, qui passent pour républicains, les généraux Queipo de Llano et Cabanellas, et, grâce à Franco, l'amiral Salas, qui apporte l'appui de la marine. Les plans définitifs prévoient le soulèvement militaire pour le 10 juillet : les conjurés ont obtenu l'accord de José-Antonio Primo de Rivera et de Calvo Sotelo et tout le monde accepte pour le moment l'autorité du général Sanjurjo.

De tels préparatifs ne peuvent passer inaperçus. D'abord parce que la police est informée, et qu'elle informe le gouvernement. Ensuite parce qu'une société secrète d'officiers républicains - le général d'aviation Nuñez del Prado, le colonel Asensio Torrado, le commandant Pérez Farrás - suit à la trace les conspirateurs et informe également le gouvernement. Mais celui-ci ne saurait agir réellement contre le complot des généraux qui constituent en réalité, en même temps qu'un danger pour le régime politique de l'Espagne, l'ultime rempart de la défense de son régime économique et social. C'est donc en pleine connaissance de cause que, dans une note du 18 mars, il dénonce les « injustes attaques » dont sont l'objet les officiers « *fidèles serviteurs du pouvoir constitué et garantie d'obéissance à la volonté populaire* », assurant qu'elles révèlent de la part de leurs auteurs « le désir criminel et obstiné de miner l'armée³⁰ ». En juin, le président du Conseil Casares Quiroga dément obstinément tous les bruits de conspiration militaire et qualifie de « *fantaisies de la ménopause masculine*³¹ » les avertissements lancés par Prieto. Pour ce républicain bourgeois, la grande affaire à ce moment est, ainsi que le souligne Gabriel Jackson³², la grève du bâtiment de Madrid, et il est anxieux de conserver les bonnes grâces des chefs de l'armée face au péril majeur qui menace la société. Pour éviter la guerre civile qui menace et ne lui laisserait aucune place, le gouvernement de Front populaire de la petite bourgeoisie ne peut que louvoyer, frapper mollement tour à tour chacun de ses adversaires de droite et de gauche, pour ne pas se livrer sans défense à l'autre. En fait, il est déjà condamné, et les tragiques événements du mois de juillet, le double assassinat du lieutenant del Castillo et du leader des droites Calvo Sotelo ne feront que donner au pronunciamiento la toile de fond qui accentue la crédibilité de ses motifs.

Le 12 juillet, le lieutenant des gardes d'assaut José del Castillo, instructeur de la Jeunesse socialiste et bête noire des pistoleros phalangistes, est abattu. Ses camarades, sûrs de l'impunité des assassins, décident de le venger en s'en prenant à l'un des cerveaux de l'entreprise : le lendemain, à l'aube, en uniforme, ils enlèvent Calvo Sotelo à son domicile et l'abattent. La presse, les hommes politiques de droite dénoncent le gouvernement, brandissent le prétexte qui va leur permettre de justifier un coup depuis longtemps préparé. Les ouvriers cherchent des armes. Les dirigeants socialistes demandent au gouvernement d'armer les ouvriers. Le chef du gouvernement se porte garant de la « loyauté » de Mola, puis, apprenant la nouvelle du soulèvement, prononce cette parole « historique » - malheureusement moins frappante en français qu'en langue espagnole. « Ils se soulèvent. Très bien, alors moi je vais me coucher »³³.

Le soulèvement militaire était commencé depuis la nuit du 17 au 18 juillet. La guerre civile commençait, à l'initiative de l'oligarchie, pour écraser cette révolution que les révolutionnaires n'avaient pas encore su organiser pour la victoire.

CHAPITRE VI – LA CONTRE-REVOLUTION ARMEE DECLENCHE LA REVOLUTION

Les plans des insurgés prévoyaient une victoire rapide, et de ne pas reculer, pour cet objectif, devant les mesures les plus radicales. Décidés à payer le prix nécessaire pour écraser le mouvement ouvrier et révolutionnaire, « régénérer » l'Espagne et exorciser définitivement le spectre de la révolution, les généraux contre-révolutionnaires ne se doutaient pas que leur initiative allait précisément libérer les ouvriers et paysans espagnols de leurs hésitations et de leurs divisions, et déclencher cette révolution qu'ils cherchaient précisément à prévenir.

Le mouvement est parti de l'armée du Maroc où, dans la soirée du 17 Juillet, les officiers rebelles brisent toute résistance et que le général Franco viendra diriger à partir du 19. Contre toute évidence, le gouvernement républicain nie la gravité de la situation, annonçant le 18 à 15 heures qu'un « vaste mouvement antirépublicain a été étouffé » et qu'il « n'a trouvé aucune assistance dans la péninsule ». Le soir même, un conseil des ministres, élargi à Prieto, refuse à nouveau de satisfaire la demande présentée par Largo Caballero, au nom de l'UGT, de distribuer des armes aux travailleurs. Continuant à jouer le jeu parlementaire, les Partis socialiste et communiste, dans un communiqué commun, déclarent que « le gouvernement est sûr de posséder les moyens suffisants » et proclament que « *le gouvernement commande et le Front populaire obéit* »³⁴. Dans la soirée pourtant, CNT et UGT lancent l'ordre de grève générale et le 19, à 4 heures du matin, au moment où les combats vont s'engager dans tout le pays, le gouvernement Casares Quiroga démissionne. Sans attendre, Azaña appelle au gouvernement Martinez Barrio qui forme un gouvernement républicain, élargi sur sa droite au groupe de Sánchez Román, extérieur au Front populaire, avec le général Miaja au ministère de la Guerre. Cette ultime tentative de trouver avec les chefs insurgés un terrain d'entente échoue devant la détermination de centaines de milliers de travailleurs qui envahissent les rues de Madrid et réclament des armes. Martinez Barrio refuse de céder à l'ultimatum de l'UGT et de distribuer des stocks d'armes : il démissionne. On trouvera, quelques heures plus tard, un républicain de gauche, le Dr Giral, ami personnel d'Azaña, pour accepter de « décréter » ce qui est devenu la réalité : l'armement des ouvriers, entrepris et réalisé par eux pour faire face au soulèvement des généraux.

Dans le combat ainsi engagé, bien des facteurs expliquent succès et échecs de l'un ou l'autre camp, et notamment l'attitude des corps de police, gardes civils et d'assaut, dont certains collaborent au soulèvement tandis que d'autres le combattent. Mais, dans l'ensemble, l'effet de surprise ne jouant pas, et les militaires procédant partout de la même manière, on fut dire que le soulèvement de l'armée l'emporte chaque fois que l'aveuglement politique des dirigeants ouvriers n'a pas permis la mise en place de cadres de résistance ou qu'ils se sont laissé prendre à de fausses déclarations de loyalisme : « Il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot, dans leur perspective politique même que réside la clef de l'issue des premiers combats. Chaque fois en effet que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent... Par contre le *Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs, ou de l'attitude des pouvoirs publics « légitimes » ».³⁵

Dans presque toute l'Andalousie, le pronunciamiento l'emporte, suivant un scénario presque uniforme : le gouvernement et les autorités se portent garants de la loyauté de l'armée et les travailleurs s'inclinent devant le refus de leur distribuer des armes. Frappés par surprise, ils sont alors écrasés après une résistance acharnée mais improvisée : c'est ce qui se passe à Cadix, Algésiras, Cordoue, Grenade, où les faubourgs se battent jusqu'au 24 juillet. A Séville, le général Queipo de Llano réussit un exceptionnel coup de bluff en s'emparant de l'émetteur radio avec un détachement de gardes civils et en faisant croire qu'il dispose de troupes nombreuses. Les dirigeants ouvriers, socialistes, communistes, anarchistes, se laissent abuser, le temps qu'arrivent par avion les premières troupes marocaines, et la résistance armée des ouvriers commence trop tard. Le faubourg de Triana résiste pourtant une semaine entière avant d'être « nettoyé » à la grenade et au couteau dans une véritable tuerie qui fera quelque 20 000 victimes. Seule ville importante, Malaga demeure aux mains des ouvriers car les militaires s'y sont lancés à l'action dès le 17 juillet, puis ont marqué un temps d'arrêt. Les travailleurs utilisent ce répit pour réagir : un comité de défense CNT-UGT prend la direction des opérations. Les maisons qui entourent les casernes sont incendiées et les militaires, menacés de brûler dans leurs retranchements, préfèrent se rendre.

A Saragosse, bastion de la CNT, les militaires remportent un succès inespéré. Le responsable de la CNT, Miguel Abos, fait confiance au gouverneur et au chef de la garnison, le général Cabanellas, tous deux républicains et franc-maçons comme lui. Il réussit à convaincre les militants qu'il n'est pas nécessaire pour eux de s'armer. Ce n'est que le 19, quand se produisent les premières arrestations dans leurs rangs, que les cénétistes comprennent qu'ils ont été dupés et lancent l'ordre de grève générale. Il est trop tard et malgré la détermination ouvrière - la grève durera plus d'une semaine - les trente mille ouvriers organisés des syndicats de Saragosse ont été battus sans avoir pu

livrer combat.

Le scénario qui se déroule à Oviedo est proche de celui-ci. Ici, pourtant, certains dirigeants ouvriers ont été clairvoyants, et le journal socialiste de gauche de Javier Bueno, *Avance*, défiant la censure, a annoncé le soulèvement, dans l'après-midi du 18, et appelé les ouvriers à s'armer. Le chef de la garnison, un républicain, le colonel Aranda, va cependant réussir un extraordinaire rétablissement avec la complicité des socialistes de droite et des républicains qui continuent, malgré les avertissements de Bueno et de la CNT, à lui faire confiance. Sur son conseil, trois colonnes de mineurs, équipés d'armes de fortune, partent au secours de Madrid, cependant que la garde civile se concentre sur Oviedo qu'elle réussit à conserver, citadelle isolée dans le pays minier tout entier aux mains des ouvriers. A Gijon, la garnison proclame aussi son loyalisme mais les ouvriers du port, renforcés par les métallos de La Felguera, encerclent leurs casernes et contraignent les mutins à se rendre au moment où ils venaient de « se prononcer ». A Santander, la grève générale a été proclamée dès la nouvelle de l'insurrection : là aussi les casernes sont encerclées et les officiers se rendent sans vrais combats. Dans le Pays basque, les chefs du soulèvement hésitent, les garnisons se divisent. A Saint-Sébastien, quand, le 21, les gardes civils tentent de se soulever, les ouvriers sont prêts, et la ville couverte de barricades. Les Insurgés capitulent entre le 23 et le 28.

Mais le *Movimiento* essuie d'autres échecs, plus éclatants et lourds de conséquence. Et d'abord dans la marine de guerre où la quasi-totalité des officiers sont gagnés au soulèvement, mais où les marins, sous l'impulsion de militants ouvriers, se sont organisés clandestinement en « conseils de marins » dont les délégués réunis se concertent dès le 13 Juillet et gardent entre eux le contact par l'intermédiaire des radios. Le signal est donné par un sous-officier de Madrid, affecté au centre de transmissions de la Marine : il arrête le chef du centre, cheville ouvrière du complot et alerte tous les équipages. Ces derniers se mutinent, certains en pleine mer exécutent les officiers qui résistent, s'emparent de tous les navires de guerre et portent ainsi au soulèvement des généraux un coup très sérieux.

A Barcelone, le gouvernement de la Généralité a refusé de distribuer les armes comme le lui demandait la CNT. Mais les travailleurs commencent dès le 18 la chasse aux armes, fusils de chasse, armes à feu des bateaux du port, dynamite sur les chantiers, puis obtiennent des distributions de fusils par les gardes d'assaut. Quand les premières troupes sortent des casernes, dans la nuit du 18 au 19, elles sont attendues par une foule Immense qui charge et les submerge malgré d'épouvantables pertes. Une fraction importante de la Garde civile, puis l'aviation militaire se rangent du côté des ouvriers. Après deux jours de combat, le chef de l'insurrection, le général Goded, se rend. La dernière caserne a été prise d'assaut. Dans les combats ont péri le chef des Jeunesses du POUM, Germinal Vidal, et le leader anarchiste Francisco Ascaso. Une colonne du POUM, dirigée par Grossi et Arquer, et surtout la fameuse colonne CNT-FAI de Durruti marchent vers Saragosse et sur leur passage, libèrent l'Aragon.

A Madrid, le dirigeant cénétiste Antona est libéré le 19 au matin. Il entreprend immédiatement l'organisation de la lutte armée. Le dirigeant socialiste de gauche Carlos de Baráibar organise un réseau de renseignements par l'intermédiaire des cheminots et des postiers UGT. Aucune caserne n'a encore bougé que déjà des milices ouvrières, munies d'un armement hétéroclite, patrouillent dans les rues. Le 19, on se bat dans plusieurs casernes entre partisans et adversaires du pronunciamiento. Le général Fanjul, de la caserne de la Montaña encerclée, fait tirer sur la foule. Un officier fait distribuer 5 000 fusils. Le 20, les ouvriers, soutenus par des bombardements d'avions « loyaux », enlèvent les casernes au prix de lourdes pertes. Le général Fanjul est fait prisonnier. Des colonnes ouvrières se mettent en marche, vers Tolède, Alcalá, Sigüenza, Cuenca que le maçon cénétiste Cipriano Mera, à peine sorti de prison, reprend avec 800 miliciens et une seule mitrailleuse. A Valence, la situation est plus cocasse. La garnison ne se soulève pas, mais les syndicats lancent le 19 l'ordre de grève générale, les casernes sont encerclées et le général Martínez Monje clame sa loyauté à la république : il est rapidement soutenu par une délégation du gouvernement de Madrid, conduite par Martínez Barrio. Ce n'est qu'au début d'août que, secouée par des mutineries, sans perspective politique, la garnison se rend.

Au soir du 20 juillet, sauf quelques exceptions, la situation est clarifiée. Ou bien les militaires ont vaincu, et les organisations ouvrières et paysannes sont interdites, leurs militants emprisonnés et abattus, la population laborieuse soumise à la plus féroce des terreurs blanches. Ou bien le soulèvement militaire a échoué, et les autorités de l'État républicain ont été balayés par les ouvriers qui ont mené le combat sous la direction de leurs organisations regroupées dans des « comités » qui s'attribuent, avec le consentement et l'appui des travailleurs en armes, tout le pouvoir, et s'attaquent à la transformation de la société. L'initiative de la contre-révolution a déclenché la révolution. Le combat armé contre le soulèvement militaire a exigé un centre, une direction, un début d'organisation. C'est encore plus vrai pour les lendemains de la victoire sur les casernes. Il faut parfaire la victoire, éliminer les derniers partisans du fascisme, assurer le nouvel ordre révolutionnaire, remettre en marche la production et les communications, préparer de nouvelles opérations militaires, en un mot, gouverner. C'est l'affaire des comités que G. Munis, par une expression saisissante, appelle les « comités-gouvernement » (*comités-gobierno*)³⁶. L'Espace qui a rejeté l'entreprise des généraux en est couverte. comités populaires de guerre ou de défense, comités révolutionnaires, exécutifs, antifascistes, comités ouvriers, comités de salut public exercent

partout le pouvoir à l'échelon local. Ils ont été désignés de mille et une façons, parfois élus dans les entreprises ou dans des assemblées générales, parfois désignés par les organisations ouvrières, partis et syndicats, avec ou sans négociation. A l'échelon local, ils sont étroitement contrôlés par une « base » qui les pousse plus souvent qu'ils ne la dirigent. Partout, en tout cas, syndicats et partis y sont représentés en tant que tels dans des proportions qui varient suivant leur influence ou la politique de l'organisation numériquement dominante. Tous, au lendemain de l'écrasement du soulèvement militaire, se sont attribués, avec le consentement ou sous la pression des masses ouvrières et paysannes, toutes les fonctions législatives et exécutives. « Tous décident souverainement... non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndicalisation des entreprises industrielles, expropriation des biens du clergé, des « factieux », ou plus simplement des grands propriétaires, distribution entre les métayers ou exploitation collective de la terre, confiscation des comptes en banque, municipalisation des logements, organisation de l'information, écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale³⁷ ».

C'est à partir des comités locaux que s'organisent dans les jours qui suivent l'écrasement de la révolte armée, les pouvoirs régionaux. En Catalogne, où les militants de la CNT ont joué le premier rôle, où la grande majorité des travailleurs armés leur fait confiance, le plénum régional de la CNT repousse la proposition de Garcia Oliver de prendre le pouvoir et d'instaurer le communisme libertaire, se prononce du même coup pour le maintien de l'existence du gouvernement de la Généralité auquel elle refuse pourtant de collaborer. En revanche, elle animera, avec les autres partis, ouvriers et républicains, et les syndicats, le Comité central des milices antifascistes de Catalogne, véritable deuxième pouvoir, révolutionnaire, autour duquel s'ordonnent les comités spécialisés de guerre, d'organisation des milices, des transports, du ravitaillement, des industries de guerre, de l'« école unifiée » et de l'investigation, véritable ministère de l'Intérieur, qui partage en fait avec la CNT et la FAI l'autorité sur les « patrouilles de contrôle », milices ouvrières de l'arrière.

A Valence, la situation particulière créée par l'attitude de la garnison nourrit pendant quelques semaines un conflit entre la Junte déléguée, de Martinez Barrio, représentant le gouvernement de Madrid et le Comité exécutif populaire dont le comité de grève en CNT-UGT est l'aile marchante. C'est ce dernier qui, au début août, s'impose comme unique autorité révolutionnaire dans la province du Levant.

Dans les Asturies, deux autorités révolutionnaires de fait revendiquent l'autorité : le Comité de guerre, de Gijon, à prédominance anarcho-syndicaliste, avec Segundo Blanco, et le Comité populaire, de Sama de Langreo, avec González Peña. A Santander, le comité de guerre est dominé par les socialistes. Dans le Pays basque, au sein des Juntas de défense, s'affirme l'autorité des représentants du Parti nationaliste basque, soucieux d'ordre autant que d'autonomie. A Malaga, le Comité de vigilance animé par les militants de la CNT dicte ses ordres au gouverneur, « machine à signer... pâle Girondin », comme écrit le journaliste français Delaprée³⁸.

Dans l'Aragon, reconquis par les milices catalanes en quelques semaines, apparaît enfin en dernier lieu le type le plus original de pouvoir révolutionnaire, le Conseil d'Aragon que César Lorenzo baptise « crypto-gouvernement libertaire³⁹ ». Il est investi de l'autorité par un congrès des comités de villes et villages constitués au lendemain de la reconquête, et est en réalité une émanation des courants anarchistes les plus déterminés.

En quelques semaines s'ébauchent les institutions nouvelles d'un appareil d'État de type nouveau, qui, à l'abri des comités-gouvernement, émanent en réalité des travailleurs armés et de leurs organisations : commissions d'ordre public ou de sûreté, disposant de patrouilles de contrôle, de milices de l'arrière, de brigades ouvrières ou de gardes populaires, constituent la nouvelle force de police révolutionnaire faisant régner la « terreur de classe ». Des « tribunaux révolutionnaires » élus ou dont les membres sont désignés par les partis et syndicats apparaissent à Barcelone, Lérida, Castellon, Valence. Enfin et surtout, l'institution dominante, dans ce cadre de lutte à main armée, est celle des milices, formées à l'initiative des comités comme des partis et syndicats, armée révolutionnaire improvisée où cohabitent militaires de carrière « loyaux » considérés comme des « techniciens », et militants politiques qui fournissent les meneurs l'homme et les troupes. Là aussi, les comités, notamment le Comité central de Barcelone, s'efforcent d'unifier les modes d'organisation, les règlements, les soldes, la formation militaire. A Madrid, le « 5^{ème} régiment » créé par le Parti communiste, donne tous ses soins à la formation de cadres et le Comité central de Barcelone confie à Garcia Oliver l'organisation d'une école populaire de guerre.

Ce sont ces organismes révolutionnaires qui, en quelques Jours, et sans qu'ait été donnée à ce sujet par quelque organisation que ce soit la moindre directive, s'engagent dans la voie du règlement direct des grands problèmes de l'Espagne. Les comités-gouvernement sont la réplique ouvrière à l'État bourgeois-oligarchique, les malices se substituent à l'armée de caste, le problème de l'Église est réglé de la manière la plus radicale qui soit, avec la fermeture des bâtiments, l'interdiction du culte, la confiscation des biens, la fermeture des écoles confessionnelles et une épuration particulièrement énergique qui frappe la grande majorité des prêtres et religieux. Il en est de même pour les bases économiques de l'oligarchie, la propriété agraire et industrielle. Dans l'ensemble de la zone contrôlée par les comités-gouvernement, les entreprises industrielles sont arrachées à leurs propriétaires, saisies par les ouvriers - c'est l'*incautación*, de règle dans la région catalane, et, de façon générale, là où dominent les

anarchistes - ou contrôlées - c'est l'*intervención* qui prévaut dans les régions sous Influence socialiste ou ugétiste -. Dans la pratique, l'autorité dans les entreprises passe aux mains de comités ouvriers élus qui entreprennent la remise en marche de la production sur la base d'une profonde réorganisation conforme à leur conception de la société nouvelle, donnant lieu à une multitude de solutions dont il n'est pas question de les étudier ici, mais qui toutes portent l'empreinte de la volonté des ouvriers de maîtriser leur condition. La même variété apparaît dans les campagnes, marquées par un vaste et profond mouvement de collectivisation qui demeure aujourd'hui encore l'un des sujets les plus controversés de l'histoire de cette période : collectivisation forcée, englobant tous les habitants, collectivisation volontaire englobant parfois la majorité, collectivisation des seules terres des grands propriétaires ou de petits lots réunis, création de coopératives de production ou de distribution, expériences de collectivisme intégral avec suppression de l'argent comme dans l'Aragon reconquis... Des comités qui exercent le pouvoir politique partent des efforts de coordination et de planification de l'économie : conseils de l'économie en Catalogne et au Levant, qui se heurtent évidemment aux problèmes des devises et du crédit, c'est-à-dire, en définitive, au problème du pouvoir politique, réglé seulement en apparence, puisque jugement à l'échelon local et régional, mais intact, puisque subsiste un gouvernement central qu'aucune organisation ouvrière ne prend la responsabilité d'appeler les travailleurs, sinon à renverser, du moins à simplement écarter.

Car le gouvernement subsiste, même s'il n'est, selon l'expression de Franz Borkenau, qu'un « monument d'inactivité ». Conscients de leur impuissance, le gouvernement Giral et ses représentants, le gouvernement Companys en Catalogne, n'ont à aucun moment pris le risque d'affronter les comités-gouvernement dans une épreuve de force, et la seule tentative d'ouvrir un conflit de pouvoirs, celle de Valence, a rapidement tourné au désavantage des représentants du gouvernement légal. Pourtant l'existence même de ces autorités constitue un facteur capital. Bien sûr, pendant toute une période, elles se contentent de « décréter » sur le papier ce que les travailleurs ont déjà inscrit dans la réalité : les milices qui montent la garde devant leurs portes et se battent sur le front, les patrouilles qui contrôlent les rues, les comités qui administrent et légifèrent. Mais ce pouvoir de « décréter », qui leur est laissé par les organisations ouvrières et les comités, leur ouvre des possibilités : c'est finalement au nom de l'État et du gouvernement républicain qu'agissent les nouvelles autorités révolutionnaires, et ce n'est pas par simple formalisme que le gouvernement nomme en qualité de « gouverneurs » les présidents des comités qui règnent sur les grandes villes et les provinces. Pour fantomatique qu'il soit, le pouvoir de l'État traditionnel subsiste au moins nominalement, et la situation créée en Espagne « républicaine » par la réplique ouvrière et paysanne à l'insurrection des généraux est une situation de « double pouvoir », en d'autres termes, une situation transitoire ne pouvant être réglée que par l'hégémonie de l'un ou de l'autre.

Les comités-gouvernement ont la confiance des travailleurs en armes, mais ils émanent aussi des partis et des syndicats. Deux possibilités sont ouvertes, au terme d'une situation qui ne saurait durer indéfiniment : ou bien ils se rattachent à la légalité républicaine, prennent place, comme forme de front populaire élargie aux syndicats et au courant anarchiste, dans le cadre d'un Etat de type traditionnel « rénové » qui n'est autre que la république bourgeoise et parlementaire adaptée aux conditions de la guerre civile : telle est la conception que défendent les républicains, les socialistes de l'aile Prieto et les dirigeants du Parti communiste. Ou bien, rompant avec cette légalité bourgeoise, ils se donnent une nouvelle légalité, l'investiture des masses, et se transforment en organes d'un État de type nouveau reposant sur la représentation directe des travailleurs à partir de leur lieu de travail, en d'autres termes, un Etat de type « soviétique », un État des conseils au sens classique, marxiste du terme.

Mais, en cet été de 1936, aucun parti ouvrier n'envisage sérieusement cette dernière solution. Socialistes de Prieto et communistes refusent la perspective d'une « république socialiste » qu'ils jugent non seulement irréaliste, mais dangereuse. Anarchistes et anarcho-syndicalistes refusent d'engager une lutte pour un « pouvoir » dont ils ne sauraient que faire puisqu'il serait contraire à leurs principes de l'exercer. Au POUM - où Maurín, tombé aux mains des franquistes, passe pour exécuté - Andrés Nín, devenu son secrétaire politique et principal dirigeant, affirme qu'en fait la dictature du prolétariat est déjà réalisée en Espagne, où d'ailleurs l'existence de syndicats, de partis, d'organisations prolétariennes spécifiques, rend inutile l'apparition de soviets⁴⁰. Quant à Largo Caballero, il se prononce pour que « les partis ouvriers balayent au plus vite les bureaucrates, les fonctionnaires, le système ministériel de travail » et « passent à de nouvelles formes révolutionnaires de direction » qu'il ne définit pas⁴¹. La révolution s'arrête à mi-chemin, à la porte du saint des saints, le pouvoir politique, celui de l'État.

CHAPITRE VII – LA REACTION DEMOCRATIQUE

La révolution espagnole, à l'ordre du jour depuis cinq ans, explose au cours de la riposte largement spontanée au coup d'état militaire. En quelques heures, face aux mercenaires et aux troupes de l'armée régulière et de la police, c'est l'initiative qui a compté, l'imagination, l'esprit de sacrifice, en un mot l'action des masses plus que la stratégie des appareils des partis et syndicats : plus d'un militant, libertaire ou socialiste, anarcho-syndicaliste ou communiste, a pris en ces jours de fièvre des initiatives que condamnent les principes défendus par son organisation et même ses propres dirigeants. Mais la contre-révolution armée n'a pas été totalement vaincue. Elle l'a emporté dans un bon tiers de l'Espagne et est désormais en mesure de bénéficier de cette aide extérieure qu'elle s'est assurée au cours de la période de préparation. De plus, une fois terminés les combats de rue, les assauts des foules contre les casernes et les combats autour des barricades, la stratégie et les techniques militaires reprennent le dessus, et l'organisation prime sur les mouvements de foule c'est une guerre de mouvement qui va maintenant se livrer entre les deux Espagne, et l'armée de métier va pouvoir affirmer sa supériorité en ce domaine face aux milices révolutionnaires improvisées.

Et tout d'abord, les gouvernements allemand et italien, par leur prompt intervention, permettent aux nationalistes de surmonter deux de leurs principaux échecs : la défaite des militaires conjurés dans l'aviation et la marine militaires. Dès le 21 juillet, Hitler envoie aux Insurgés des avions de transport qui assurent, malgré le blocus de la flotte républicaine, le transport des troupes du Maroc à la péninsule.

L'aviation italienne et allemande intervient, mettant hors de combat par surprise le cuirassier Jaime I^{er}, protégeant les convois maritimes qui transportent les renforts à la zone nationaliste. Simultanément, les grandes compagnies pétrolières internationales prennent position : les compagnies britanniques, la Vacuum Oil Company de Tanger, interdisent toute vente de carburant aux bateaux de guerre qui se sont mutinés contre leurs officiers et, dès le 18 juillet, le président américain de la Texas Oil Company ordonne aux cinq pétroliers partis pour des livraisons en Espagne de se diriger vers des ports tenus par les généraux nationalistes à qui il accorde immédiatement de larges facilités de crédit. Une coalition internationale se noue contre la révolution espagnole, parce qu'elle est une menace directe pour les intérêts capitalistes en Espagne, une résurgence inquiétante du danger révolutionnaire en Europe.

Le gouvernement Giral se tourne vers la France où vient d'accéder au pouvoir un gouvernement de Front populaire présidé par Léon Blum. Les accords internationaux entre les deux gouvernements, la sympathie de principe que l'on pouvait imaginer entre eux, rendaient vraisemblable une aide française. Or il n'en est rien. D'abord parce que, à l'intérieur même du gouvernement de Front populaire, les ministres radicaux, représentants de la bourgeoisie et porte-parole des chefs de l'armée, s'opposent avec vigueur à toute intervention qui pourrait signifier une aide indirecte à une révolution que la grande presse dénonce avec une extraordinaire violence. Ensuite parce que, prisonnier de l'alliance anglaise, le gouvernement français est tributaire du gouvernement conservateur de Londres avant tout préoccupé de la sauvegarde des intérêts capitalistes en Espagne, effectivement plus menacés par les travailleurs en armes que par les généraux insurgés, et, de toute façon, disposé à traiter avec les généraux espagnols comme il l'est à le faire avec Hitler et Mussolini. Le gouvernement Blum prend alors l'initiative d'un pacte de « non-intervention » qu'il présente comme le moyen de mettre fin à l'intervention italo-allemande en évitant les risques internes et externes d'une intervention française. Le 8 août, le gouvernement Blum ferme la frontière des Pyrénées à tout trafic de matériel militaire ; presque simultanément, le gouvernement américain interdit toute vente de matériel militaire, tout en autorisant les ventes du pétrole de la Texaco qu'il ne considère pas comme produit stratégique. Le Portugal de Salazar, terrorisé par le soulèvement ouvrier et paysan, solidaire de l'oligarchie espagnole et des intérêts britanniques, se transforme en base d'opérations pour les nationalistes.

L'Espagne est seule. Le gouvernement d'Union soviétique exprime, certes, dans des déclarations officielles, sa sympathie pour un gouvernement « démocratique et épris de paix » que viennent d'agresser les puissances fascistes. Mais il est en train de traverser une période difficile. Quelques jours après le début de la guerre civile espagnole, commence à Moscou le premier des procès dirigés contre la vieille garde bolchevique, Zinoviev et Kamenev, présents dans le box des accusés, et Trotsky, bête noire du régime stalinien. Comment envisager un soutien sans conditions à un régime nominalelement « républicain » où socialistes de gauche, anarchistes et communistes antistaliniens jouent les premiers rôles ? L'union soviétique adhère, elle aussi, au pacte de non-intervention, et ce n'est d'ailleurs qu'à la fin du mois d'août que se nouent entre elle et l'Espagne républicaine des relations diplomatiques normales, avec l'arrivée à Madrid de l'ambassadeur soviétique Marcel Rosenberg. Finalement seul le Mexique du président Cardenas acceptera, à son honneur, d'aider le gouvernement de la République espagnole.

Dans ces conditions, les premiers succès des milices ouvrières et paysannes demeurent sans lendemain. Imbattables sans doute dans les combats de rue, pour leurs faubourgs et leurs villages, elles sont inaptes aux manœuvres nécessaires en rase campagne. Formées de volontaires enthousiastes et individualistes, elles manquent de la formation technique élémentaire, de cadres compétents, de la discipline minimale même. Surtout, elles se battent en

ordre dispersé, sans plan, sans articulation d'un secteur sur un autre, et, très rapidement, il devient évident que les milices ne peuvent espérer aucun succès en dehors de l'établissement d'un commandement unique qu'elles refusent de se donner et que le gouvernement est bien incapable de leur fournir.

Dès la première semaine d'août, une offensive nationaliste vers Badajoz, appuyée sur la complicité portugaise, est couronnée de succès : les deux zones nationalistes se rejoignent. Presque simultanément commence une offensive contre les villes du nord : Irún, puis Saint-Sébastien, tombent après une résistance désespérée mais incohérente. Partout l'avance des nationalistes s'accompagne de massacres massifs, d'une répression féroce, dont les meurtres de Badajoz deviennent le symbole. Début septembre, Franco, devenu général en chef de l'armée nationaliste depuis la mort accidentelle de Sanjurjo au jour du soulèvement, peut préparer l'offensive, que tous les observateurs jugent décisive, contre Madrid dont la chute semble annoncée tant par les débâcles soudaines qui éparpillent les milices devant des forces motorisées et des attaques aériennes qu'elles ne savent ni souvent ne peuvent affronter, que par le lamentable exode des foules paysannes devant l'avance des troupes nationalistes.

Une fois dissipée l'ivresse de l'illusion lyrique de la bataille révolutionnaire dans les rues des grandes villes, la réalité des rapports de classes surgit à nouveau sous la double forme de l'isolement de l'Espagne et de l'entrée en action, contre les milices, d'une machine de guerre moderne, supérieurement entraînée et équipée. Gagner la guerre devient la nécessité première, la condition de la poursuite de la révolution, et, de manière inattendue, mais logique, des mots d'ordre comme « discipline » et « unité de commandement » sont repris par tous les révolutionnaires, quels qu'ils soient, qui comprennent ce que signifierait concrètement la victoire des troupes franquistes.

C'est dans ce contexte que se pose le problème de l'État et du pouvoir politique. Les socialistes de droite, derrière Prieto, soulignent qu'une Espagne révolutionnaire ne saurait espérer aucune aide extérieure. Il importe donc pour eux d'éviter ce que Prieto appelle les « outrances révolutionnaires », qui ne servent à leurs yeux qu'à justifier l'abstention des gouvernements « démocratiques » de Londres et de Paris. C'est le même thème que reprennent les dirigeants communistes, affirmant qu'il ne saurait être question de lutter pour une Espagne socialiste, mais seulement « pour une république démocratique avec un contenu social étendu », « la défense de l'ordre républicain dans le respect de la propriété ». La lutte n'est pas, selon eux, entre révolution et contre-révolution, socialisme et oligarchie, mais entre démocratie et fascisme, ce qui rend à tout prix nécessaire le maintien du Front populaire et de l'alliance avec les républicains bourgeois, le respect des institutions légales, de la démocratie parlementaire et du gouvernement. Pour les hommes qui défendent ces thèses et entendent ainsi poursuivre à travers la guerre civile la politique qui a fait faillite entre février et juillet, les désastres de l'été, les faiblesses de l'armée révolutionnaire fournissent des arguments inépuisables : il s'agit, disent-ils, « d'abord de gagner la guerre », et la révolution viendra plus tard.

Tel n'est pas le point de vue pourtant des ouvriers et des paysans espagnols qui n'ont pas séparé la lutte les armes à la main de leurs revendications, qui font la guerre pour faire triompher la révolution, et la révolution pour gagner la guerre. C'est leur pression qu'exprime sans aucun doute Largo Caballero quand il écrit « *La guerre et la révolution sont une seule et même chose. Non seulement elles ne s'excluent ni ne se gênent, mais elles se complètent et renforcent l'une l'autre. Le peuple n'est pas en train de se battre pour l'Espagne du 16 juillet, sous la domination sociale de castes héréditaires, mais pour une Espagne dont on aurait extirpé toutes leurs racines. Le plus puissant auxiliaire de la guerre, c'est l'extinction économique du fascisme. C'est la révolution à l'arrière, qui donne assurance et inspiration à la victoire sur les champs de bataille*⁴² ». Tel est aussi le point de vue du POUM qui, par la bouche d'Andrés Nín, affirme que « *contre le fascisme, il n'y a qu'un moyen efficace de combattre : la révolution prolétarienne*⁴³ ».

Quant aux anarchistes, ayant décidé de renoncer à tenter d'imposer le communisme libertaire, c'est-à-dire leur propre dictature, ils n'ont d'autre problème à se poser que de savoir s'ils collaboreront au gouvernement que formeront les autres organisations, quelle qu'en soit la forme - puisque, de toute manière, cette participation constitue une rupture avec leur traditionnelle opposition à toute forme de pouvoir, le sacrifice qu'ils sont en définitive, depuis les journées de juillet, prêts à consentir comme prix de la victoire militaire.

On ignore encore aujourd'hui dans quelles conditions Largo Caballero, que beaucoup considéraient comme candidat à la direction d'un gouvernement ouvrier, et qui avait insisté sur la nécessité de se débarrasser du gouvernement Giral, accepta finalement de prendre la tête d'un gouvernement de Front populaire, comprenant les républicains bourgeois, les socialistes, les communistes, l'UGT, et que rejoindront, deux mois après, quatre ministres de la CNT - gouvernement « légal », constitué dans les formes, sur la proposition du président Azaña, dont le programme de « défense de l'Espagne contre le fascisme » appelle l'« union des forces qui luttent pour la légalité républicaine » et au « maintien de la république démocratique⁴⁴ ». Quelques jours après, les révolutionnaires catalans s'inclinent à leur tour, adoptant simultanément la dissolution du Comité central des milices antifascistes et la collaboration à un gouvernement de la Généralité que préside le républicain Tarradellas, où des hommes de la CNT prennent les portefeuilles de l'Economie, du Ravitaillement et de la Santé, et le leader du POUM, Andrés Nín, celui de la Justice. Ainsi que l'écrivait, quelques années plus tard, un modéré : « *La situation*

*normale était rétablie*⁴⁵ ». En réalité, la formation de ces gouvernements de coalition, la participation des dirigeants révolutionnaires ou considérés comme tels, répondaient au moins autant à la nécessité de présenter aux démocraties occidentales un visage « respectable » de gouvernement républicain légitime sollicitant une aide normale contre l'agression fasciste, qu'à celle d'obtenir la caution des organisations révolutionnaires pour un « retour à la normale » justifié par les nécessités de la guerre, mais qui impliquait une lutte active contre la plupart des conquêtes de la révolution.

Dès leur entrée en fonction, les gouvernements Largo Caballero à Madrid et Tarradellas à Barcelone s'emploient en effet à « unifier » les organismes de pouvoir. Le conseil de la Généralité dissout tous les comités-gouvernement dès le 9 octobre et les remplace par des conseils municipaux constitués à son image. *Claridad* de son côté, proclame que « *tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils avaient été créés* » et ne peuvent plus être désormais que « *des obstacles à un travail qui revient exclusivement au gouvernement de Front populaire* ». Il faudra des mois avant de venir à bout de la résistance des partisans des comités : dans une première phase, transitoire, leurs dirigeants vivront la plupart du temps des titres officiels, de « gouverneurs », présidents de « conseils municipaux », voire, comme l'anarchiste Joaquin Ascaso en Aragon, de « délégué du gouvernement ».

C'est de la même façon qu'est réalisée la réforme de la justice, par Garcia Oliver à Madrid, Andrés Nín à Barcelone : le corps des magistrats, sévèrement épuré après la période de terreur révolutionnaire, est rétabli dans ses fonctions en qualité de « technicien de la Justice » opérant à l'aide de jurys formés de représentants des partis et syndicats. Les « milices révolutionnaires de l'arrière » sont unifiées par décret, placées sous le contrôle du ministre de l'Intérieur, contrôlées par des « conseils de la sûreté » formés de responsables politiques. Aux « gardes nationaux républicains » formés des débris reconstitués des anciennes unités fidèles de gardes civils ou d'assaut, s'ajoutent, sous l'égide du ministre des Finances, le corps nouveau des carabiniers, chargés en principe de la surveillance des frontières, en réalité force de police triée sur le volet. La militarisation des milices est réalisée pas à pas, d'abord avec la création d'un état-major, puis la mobilisation de deux classes et d'officiers et sous-officiers de réserve, par la pression que le gouvernement maintient sur les unités de milices au moyen de la répartition des armes. Les conseils de soldats sont supprimés, les termes militaires pour désigner les unités rétablis, les noms remplacés par des numéros ; grades et galons reparassent et l'ancien Code de justice militaire est même remis en vigueur. Le corps des « commissaires politiques », « *représentant la politique de guerre du gouvernement dans l'armée* » et qui se substitue aux anciens délégués militants, sera l'instrument décisif de cette militarisation.

Le nouveau gouvernement s'emploie également, suivant sa propre expression, à « légaliser » les conquêtes révolutionnaires, ce qui est en même temps un moyen d'empêcher leur extension. Le gouvernement se donne le droit d'« *intervención* » dans les industries nécessaire à la guerre, fait admettre le principe de l'indemnisation des capitalistes expropriés, refuse le monopole du commerce extérieur et s'impose dans toutes les entreprises par l'intermédiaire du contrôle qu'exercent sur les banques les syndicats UGT. Enfin, un décret signé du communiste Uribe ministre de l'Agriculture, muet sur le problème crucial des baux et redevances, légalise l'expropriation sont indemnité et au profit de l'État des terres des factieux reconnus comme tels, et fait, du coup, peser sur des milliers de paysans l'éventuelle menace d'une restauration par un retour des propriétaires « non factieux ».

Le coup d'arrêt à la révolution porté par les nouvelles formations gouvernementales de type Front populaire coïncide avec le premier tournant de la guerre, le rétablissement de la situation militaire à travers la bataille pour Madrid. Trois facteurs, ici, sont capitaux. D'abord, l'aide matérielle russe, l'apparition, devant la capitale, de chars et de tanks russes, l'intervention d'une aviation fournie par le gouvernement de Moscou et entièrement contrôlée par lui. Ensuite, à l'initiative et sous le contrôle des différents partis communistes du monde, l'entrée dans l'arène, devant la capitale, des Brigades internationales formées de volontaires de tous pays venus combattre le fascisme. Le recours, enfin, provisoire, mais décisif, de la Junte de défense de Madrid, où dominent communistes et Jeunesses socialistes, aux méthodes les plus révolutionnaires d'organisation de la défense : langage de classe, appel à la notion de « révolution prolétarienne » et d'« internationalisme », constitution de comités de voisins, de maisons, d'îlots, de quartiers, répression de masse contre la « 5^e colonne ». Madrid tient. Au mois de mars 1937, la grande victoire remportée à Guadalajara sur le corps expéditionnaire italien miné par la propagande révolutionnaire, organisée de main de maître par les communistes, marque le sommet de cette période au cours de laquelle « l'organisation et la discipline n'avaient pas tué l'enthousiasme et la foi, l'enthousiasme et la foi s'appuyaient aussi sur la discipline et l'organisation, sur les armes aussi...⁴⁶ ». A partir de cette date, la lutte contre la révolution en zone républicaine perdait en effet de plus en plus son visage démocratique.

CHAPITRE VIII – LA « CONTRE-REVOLUTION » STALINIENNE

Historien de la bataille de Madrid, l'Américain Colodny décrit en ces termes ce qu'il appelle le « tournant du siège », après le mois de décembre 1936 :

« Sous la conduite des généraux de l'armée rouge, la guerre, à Madrid, se transforme, de guerre de comités révolutionnaires en guerre conduite par les techniciens de l'état-major général. De l'exaltation des premières semaines, la cité passe à la monotonie du siège, compliquée par le froid, la faim, et le spectacle familier de la mort venue des airs, et de la désolation. L'instant héroïque était passé dans la légende et dans l'histoire : avec l'ennemi accroché contre les fortifications, le danger mortel qui avait temporairement fondu toutes les énergies en une volonté unique de résister, semblait avoir disparu⁴⁷ ».

C'est qu'il s'est en réalité produit un tournant politique : à la révolution a succédé le lent grignotage de la réaction démocratique qui doit maintenant céder la place à la contre-révolution stalinienne dans toute sa crudité. L'illusion lyrique qui avait inspiré pendant les mois d'été les militants de la CNT-FAI qui croyaient créer de leurs mains une autre société se transforme en son contraire, fait place au cynisme et au désespoir. Garcia Oliver est devenu « *el excelentísimo señor maestro de Justicia* », et nombre de ses camarades sont devenus officiers, chefs de police, gouverneurs, au nom des sacrifices nécessaires et de leur détermination à « renoncer à tout, sauf à la victoire » comme le disait Durruti, tombé devant Madrid sous une balle tirée, sans doute, par un de ses miliciens qui n'admettait pas que son chef l'empêchât de désertir comme il le voulait ! Le désarroi des anarchistes les conduit à des gestes de violence absurde comme l'expédition punitive de la tristement célèbre Colonne de fer, quittant le front de Teruel pour aller saccager à Valence le tribunal et les boîtes de nuit, comme les violences auxquelles se sont livrées à Tarragon sur les membres du cortège officiel en route pour Valence quelques centaines de miliciens de la CNT. Violence aveugle, sans objectif autre que celui d'une protestation devant l'impasse qui est la leur, la réaction des anarchistes vaincus par leurs propres contradictions et sous le poids de leurs propres préjugés ne fait que renforcer l'autorité et le prestige de ceux qui, inlassablement, dénoncent les « incontrôlables » et leurs « excès », ces nouveaux champions de l'ordre que sont les communistes staliniens, forts de la peur qu'ont inspirée ces anarchistes, révolutionnaires du verbe incapables d'aller jusqu'au bout et de donner à la révolution les moyens et la volonté de vaincre.

Dès le mois de Juillet, la direction du Parti communiste espagnol a reçu de Moscou d'appréciables renforts venus de Moscou : à l'Argentin Codovilla, connu sous le nom de Medina, l'éminence grise de la JSU, et au vétéran bulgare Minev dit Stepanov, s'ajoutent d'autres têtes, hommes de confiance de l'appareil stalinien international, le Hongrois Geroe, qu'on appelle Pedro à Barcelone, l'Italien Vidali, un des chefs du 5^e régiment sous le nom de Carlos Contreras, et, bientôt, l'Italien Palmiro Togliatti qu'à Moscou on appelle Ercoli et, ici, Alfredo tout court. Bien que la majorité des militants du parti se soient laissés prendre par l'élan révolutionnaire à l'époque des combats de rue, les dirigeants ont fermement tenu la barre et conservé la ligne. Il faut, d'abord, gagner la guerre, « vaincre Franco d'abord », et pour cela, renforcer le « bloc national et populaire », l'autorité du « gouvernement de Front populaire » contre ceux qu'ils appellent « les ennemis du peuple » et qu'ils définissent ainsi : « les fascistes, les trotskistes et les incontrôlables ». Forts du prestige révolutionnaire de l'Union soviétique auréolée de l'Octobre victorieux de 1917, disposant de fonds importants, et bientôt de l'oreille du seul gouvernement susceptible d'apporter à l'Espace en lutte une aide matérielle, ils sont les seuls à pouvoir engager de front la lutte contre les révolutionnaires qu'ils appellent « trotskistes ou incontrôlables » quand ils ne les assimilent pas aux fascistes, les seuls à s'opposer aux comités, aux collectivisations, aux saisies, à la justice de classe expéditive, les seuls, en un mot, à dire tout haut ce que pense la petite-bourgeoisie républicaine terrorisée par les initiatives des masses et qui commence tout juste à se remettre de la grande peur qu'ont provoquée chez elle les anarchistes.

Car l'Espagne est devenue maintenant une carte importante dans la politique extérieure de Staline, conscient du danger que représentent pour lui la volonté d'expansion et l'antibolchevisme affiché du gouvernement hitlérien. L'Espagne est pour lui, en même temps qu'un champ d'expériences nécessaires, un laboratoire pour la prochaine guerre, la terrain sur lequel il entend démontrer aux « démocraties occidentales » qu'il est un allié solide, un défenseur du statu quo, le rempart contre la subversion politique qu'ils craignent plus encore que les nazis ou les fascistes. Staline ne dissimule pas ses objectifs politiques en Espagne, dont le principal est la destruction des organisations révolutionnaires, au premier rang desquelles le POUM qui a vigoureusement dénoncé les « procès de Moscou » et proclame qu'il se bat sous le drapeau de Lénine. Le 28 novembre, le consul général d'URRS à Barcelone, le vieux révolutionnaire Antonov-Ovseenko, n'hésite pas à remettre à la presse une note qui dénonce dans La Batalla « la presse vendue au fascisme international⁴⁸ ». C'est sous sa pression, combinée à celle des staliniens catalans du PSUC et de l'UGT que le POUM est écarté du gouvernement de la Généralité avec le consentement de la CNT ; après quoi la Pravda commente, en ce langage particulièrement menaçant puisqu'il suit de très près l'exécution des vieux bolcheviks qui ont figuré au premier procès de Moscou : « En Catalogne, l'élimination des trotskiste et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé : elle sera conduite avec la même énergie

qu'en URSS⁴⁹ ». En décembre, d'ailleurs, dans le cours d'une lettre transmise par l'ambassadeur Marcel Rosenberg, Staline donne à Largo Caballero quelques « conseils d'ami » : tenir compte des paysans, et se les attacher « par quelques décrets ayant trait à la question agraire et aux impôts », gagner au moins la neutralité de la petite bourgeoisie en la protégeant contre les expropriations et en lui assurant le liberté du commerce, attirer dans le gouvernement des républicains bourgeois « pour empêcher les ennemis de l'Espagne de la considérer comme une république communiste, ce qui constitue le plus grand danger pour l'Espagne », enfin, déclarer solennellement qu'il ne « tolérera pas qu'il soit porté atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers établis en Espagne et des citoyens des pays qui ne soutiennent pas les rebelles⁵⁰ ».

C'est cette politique résolument modérée et parfaitement contre-révolutionnaire dans les circonstances données qui assure en Espagne le développement de l'audience des organisations staliniennes : c'est sous son contrôle, par exemple, que s'organise en Catalogne le GEPCI., organisation de défense des commerçants, artisans et petits industriels, et, au Levant, la fédération paysanne, rassemblant les petits propriétaires ennemis de la collectivisation. Magistrats, hauts fonctionnaires, officiers, policiers, trouvent en lui, en même temps qu'une efficace protection, l'instrument de la politique qu'ils souhaitent. A ceux que préoccupe seulement la lutte militaire immédiate contre le fascisme - et ils sont nombreux - l'appui de Moscou et ses livraisons, le rôle joué par les conseillers militaires russes, l'apport des Brigades Internationales, les capacités d'organisation des cadres communistes, paraissent garantir l'efficacité nécessaire à la victoire. Ce n'est pas par hasard que le 5^e régiment sera l'un des principaux thèmes de propagande et leviers d'action du Parti communiste : en deux mois, il passe de 8 000 à 30 000 hommes, possède des instructeurs, des armes modernes, recrute systématiquement officiers et sous-officiers de carrière, se fait un modèle de discipline, un véritable instrument militaire, en même temps que l'objet d'une orchestration systématique. De la même façon, les communistes sont les premiers et pratiquement les seuls à saisir les possibilités qu'offre le corps des commissaires de l'armée dont le commissaire général Alvarez del Vayo leur ouvre largement les portes. Intouchables à cause de l'aide russe, les staliniens espagnols, « *défenseurs conséquents du programme antifasciste de restauration de l'État, organisateurs de l'armée, deviennent ainsi les éléments les plus dynamiques de la coalition gouvernementale*⁵¹ », et c'est à eux que sont confiés les postes-clés de la police et du maintien de l'ordre.

Or c'est précisément ce succès qui va provoquer la montée contre eux des mécontentements et même des hostilités. Les premiers signes d'un refroidissement évident des relations avec Largo Caballero apparaissent dans la sécheresse de la réponse faite par ce dernier, le 12 janvier, à la lettre de Staline. Ulcéré de l'évolution de ses anciens disciples qui dirigent la JSU et ont presque tous adhéré au PC pendant les six derniers mois de 1936, Largo Caballero oppose une brutale fin de non-recevoir aux pressions de Staline en faveur de la fusion des partis socialiste et communiste, auxquelles son vieil adversaire Prieto prête en revanche une oreille trop complaisante à son goût. Le prestige dont jouit la Junte de défense de Madrid dont il pense qu'elle lui mène une opposition ouverte, l'alliance avec le PC, Alvarez del Vayo dont il commence à douter sérieusement, contribuent à l'irriter. C'est vraisemblablement en février qu'il demande brutalement le rappel de l'ambassadeur Rosenberg.

Le Parti communiste, dès lors, lui déclare la guerre, et s'en prend d'abord à son homme de confiance dans les questions militaires, le général Asensio. L'occasion en sera la chute de Málaga probablement inévitable dans la situation militaire donnée, mais dont les circonstances, particulièrement tragiques, bouleversent tous les Espagnols. S'alliant pour la circonstance à la CNT, qui n'apprécie pas en Asensio le militaire de carrière, le PC lance une grande campagne de manifestations et meetings réclamant la mobilisation générale, l'épuration du corps des officiers, un véritable commandement unique. Les républicains, les socialistes de droite, avec Prieto, se joignent à la campagne CNT-UGT contre Asensio. Largo Caballero se résigne, la mort dans l'âme, à lui demander sa démission. Mais il est décidé à se battre et les « milieux bien informés » parlent déjà d'un nouveau ministère qui pourrait être présidé par le ministre des Finances, Juan Negrín, avec Prieto comme homme fort.

Ce sont peut-être ces circonstances qui décident la CNT à tenter à son tour de desserrer l'étreinte du PC. Elle en trouve l'occasion dans l'affaire Cazorla, le jeune conseiller à l'ordre public de la Junte de Madrid, qu'elle accuse de couvrir de son autorité l'existence et le fonctionnement à Madrid de prisons privées du PC « préventoriums » et « tchékas ». L'enquête, finalement ouverte, découvre dans son entourage l'existence d'un gang reposant sur des libérations à prix d'or de détenus régulièrement inculpés. C'est l'occasion pour Largo Caballero de dissoudre la Junte de Madrid, puis, à la suite d'un nouveau scandale des prisons privées, cette fois à Murcie, de restreindre les pouvoirs des commissaires politiques et de s'en réserver les nominations. Le conflit est dès lors ouvert : le plan d'offensive des conseillers militaires de Caballero en direction de l'Estrémadure doit être abandonné parce que les Russes n'offrent que dix avions et parce que leur protégé, le général Miaja, qui commande à Madrid, refuse purement et simplement de dégarnir la défense de la capitale. Les désaccords au sein de la coalition antifasciste constituent le signe de l'approche d'une nouvelle crise. Une opposition révolutionnaire est en train de se ressaisir, née au sein même des partis qui, à l'automne précédant, ont accepté la politique de collaboration, mais en mesurent maintenant les conséquences. Le journal de la JCI, *Juventud Ibérica*, mentionne de façon critique la participation de Nín au gouvernement, alors que *La Batalla* mène campagne depuis des mois pour la réintégration du POUM

dans le conseil. La même thèse s'exprime peu après, dans *La Batalla* elle-même, cette fois sous la plume d'Andrade, qui écrit que la participation a été « négative et même nocive ». Se sentant définitivement rejeté de la coalition antifasciste et comprenant parfaitement le sort qui le guette, le POUM, attaque vigoureusement les « contre-révolutionnaires » du PCE et du PSUC, parle à nouveau de « comités » et de « conseils » analogues aux soviets qui devraient constituer la base d'un pouvoir véritablement révolutionnaire. Un mouvement semblable se dessine dans la CNT où un groupe de militants hostiles à la militarisation ont constitué les « Amis de Durruti », publient un petit journal et s'expriment même, par l'intermédiaire de leur animateur, Jaime Ballus, dans les colonnes du quotidien CNT du soir de Barcelone, *La Noche*. Le libertaire Italien Camillo Berneri, dans l'hebdomadaire *Guerra di Classe*, qualifie le PC de « légion étrangère de la démocratie et du libéralisme italien » et le compare à Noske, le contre-révolutionnaire issu, lui aussi, du mouvement ouvrier, et contre-révolutionnaire au nom de la démocratie. Il souligne le rapport qui existe entre la politique contre-révolutionnaire de Staline en URSS, les procès de Moscou, et sa politique internationale, dont l'Espagne n'est que l'un des aspects. Mêmes thèmes chez les Jeunesses libertaires et dans leur journal *Ruta*, qui affirme que l'alliance en Espagne des républicains et du PC ne fait que refléter l'alliance de l'URSS stalinienne avec la France et la Grande-Bretagne en vue d'« étrangler la révolution ».

C'est à l'initiative de la JCI que se constitue en Catalogne le « Front de la Jeunesse révolutionnaire » dont le militant libertaire Alfredo Martinez est le secrétaire, et qui s'étend rapidement au Levant. Après la conférence de Valence de la JSU, qui a vu l'alignement complet de cette organisation sur la politique stalinienne et la dénonciation, désormais classique, des « trotskistes » et des « incontrôlables » par Santiago Carrillo, deux des fédérations les plus importantes, celle des Asturies et celle du Levant, lèvent l'étendard de l'opposition. Rafael Fernández, secrétaire de la JSU asturienne, s'inscrit en faux contre l'affirmation selon laquelle la JSU combat pour « une république démocratique et parlementaire », démissionne du comité national, rejoint, avec sa fédération, les Jeunesses libertaires asturiennes dans le Front de la Jeunesse révolutionnaire. Au printemps 1937, il est clair qu'un nouveau maximum de tension a été atteint. Les forces qui ont conduit ensemble la réaction démocratique sont en train de se disloquer. La croissance de l'opposition révolutionnaire qui se cherche exige des méthodes plus fermes, un gouvernement plus sûr qui se décide à venir à bout du POUM et de la CNT-FAI pour stabiliser de façon plus décisive le régime républicain.

L'épreuve de force va se produire en Catalogne, où subsiste l'essentiel des conquêtes révolutionnaires et qui constitue le bastion de l'opposition. Le courant caballeriste y est pratiquement inexistant. En revanche, le PSUC, de Juan Comorera, trempé par les conflits avec les anarchistes depuis des mois, est prêt à la bataille, et ce n'est pas pur hasard si on lui attribue généralement la formule fameuse : « Avant de prendre Saragosse, il faut prendre Barcelone ». Les premiers heurts sont provoqués par l'envoi d'importantes forces de carabiniers venus sur ordre de Negrin reprendre le contrôle des postes frontières aux miliciens de la CNT qui s'y opposent les armes à la main. Le 25 avril, Roldán Cortada, un ancien trentiste devenu dirigeant de l'UGT et membre du PSUC, est assassiné par des inconnus à Molins de Llobregat. La CNT condamne formellement ce meurtre, réclame une enquête qui mettrait ses militants hors de cause. Mais le PSUC pousse son avantage, exploite à fond l'émotion provoquée par cet assassinat. L'enterrement de Roldán Cortada est l'occasion d'une manifestation dont *La Batalla* écrit qu'elle a pour but de « créer une ambiance de pogrom contre l'avant-garde du prolétariat catalan, la CNT, la FAI, le POUM ». Les dirigeants anarchistes de Mollins de Llobregat sont arrêtés, huit militants de la CNT sont abattus à Puigcerda par les carabiniers. La tension est extrême à Barcelone où court le bruit d'un proche désarmement de tous les ouvriers non intégrés à la police d'État. Le gouvernement de la Généralité interdit toute manifestation pour le 1^{er} mai, et, ce jour-là, *Solidaridad Obrera* dénonce la « croisade contre la CNT », tandis que *La Batalla* appelle les ouvriers à monter la garde, « l'arme aux pieds ».

L'incident qui va mettre le feu aux poudres éclate le 3 mai, à propos du contrôle du central téléphonique. Depuis juillet 1936, les télécommunications à Barcelone sont « syndicalisées » sous la direction d'un comité CNT-UGT, situation intolérable à bien des égards puisque les responsables de la CNT du syndicat des employés du téléphone peuvent ainsi en permanence contrôler et même interrompre les communications entre le gouvernement et l'étranger. C'est sur ce terrain favorable que le PSUC décide de provoquer : sans ordres ni même autorisation du gouvernement de la Généralité, le commissaire à l'ordre public, Rodríguez Salas, ex-membre du Bloc, devenu membre du PSUC, arrive au central avec trois camions de gardes et y pénètre, désarmant les miliciens qui occupent le rez-de-chaussée. Les miliciens qui occupent les étages mettent une mitrailleuse en batterie et ouvrent le feu. Les dirigeants anarchistes de la police accourent et persuadent leurs camarades de ne pas s'obstiner dans leur résistance. Mais le bruit de la bataille a alerté les travailleurs de Barcelone qui y voient une tentative contre-révolutionnaire visant leurs organisations. Sans qu'aucun mot d'ordre ait été lancé, par aucune organisation, la grève générale éclate et Barcelone se couvre de barricades. Le soir, a lieu une réunion commune des dirigeants de la CNT, de la FAI, des Jeunesses libertaires et du POUM. Le POUM considère que les travailleurs ont spontanément riposté à une provocation contre-révolutionnaire et qu'il est nécessaire de se ranger à leurs côtés. Les dirigeants anarchistes préfèrent tenter de s'interposer. Le 4 mai, plusieurs organisations, le POUM, les Jeunesses libertaires, les Amis de

Durruti, soutiennent le mouvement. Companys et la CNT s'entendent pour imposer un compromis. Le président de la Généralité désavoue l'initiative de Rodríguez Salas et lance un appel au calme, tandis que le comité régional CNT appelle les travailleurs à déposer les armes. C'est dans le même sens que s'expriment à la radio dans la soirée le caballeriste Hernández Zancajo et les deux ministres anarchistes Garcia Oliver et Federica Montseny. Le 5, un accord intervient sur la base du cessez-le-feu et du statu quo militaire, avec retrait simultané des policiers et des miliciens. Les dirigeants de la CNT. arrêtent la 29^e division, commandée par Gregorio Jover, qui marchait sur Barcelone Ils désavouent les « Amis de Durruti ». De nouvelles violences cependant compromettent le cessez-le-feu : agression de membres du PSUC contre la voiture de Federica Montseny, assassinat d'Antonio Sesé, dirigeant UGT qui vient d'être nommé au gouvernement. Des navires de guerre anglais sont arrivés dans la rade de Barcelone. Le gouvernement Largo Caballero prend en main l'ordre public en Catalogne et nomme commandant des troupes de Catalogne le général Pozas, ancien officier de la Garde civile, membre du PC.

Le 6, tout semble rentré dans l'ordre. Le président Companys proclame qu'il n'y a « ni vainqueurs, ni vaincus », forme un nouveau gouvernement, qui ne comprend ni Comorera, le leader du PSUC, ni Rodríguez Salas. La colonne motorisée envoyée du front de Jarama pour rétablir l'ordre à Barcelone entre dans la ville aux cris de « Viva la FAI ! » : elle est commandée par un ouvrier anarchiste, Torres Iglesias. La partie semble donc bien se conclure par un match nul. Le bilan en vies humaines est pourtant lourd : au moins 500 tués et 1 000 blessés. Parmi les victimes, du côté gouvernemental, Sesé et un officier communiste, du côté ouvrier, Domingo Ascaso et le petit-fils de Francisco Ferrer. Mais il s'est passé bien des choses dans les rues de Barcelone, et, dans les jours qui suivent, on retrouvera les cadavres de deux des principaux animateurs et inspirateurs de l'opposition révolutionnaire : le libertaire Italien Camillo Berneri, qui a été enlevé à son domicile par des miliciens ugétistes, et Alfredo Martinez, le secrétaire du Front de la Jeunesse révolutionnaire. Il est clair que les services secrets russes sont au travail. En réalité, les « Journées de Mai » sonnaient le glas de la révolution. Cette explosion inachevée de guerre civile à l'arrière, dans le cadre de la guerre civile elle-même, va être immédiatement exploitée par la coalition modérée et son aile marchante, le PCE. Alors que la CNT a tout fait pour apaiser le conflit, alors que le POUM. s'est refusé à prendre le risque de déborder la CNT dont il jugeait pourtant la prudence aveugle, la presse stalinienne se déchaîne contre cette « insurrection » qu'elle dit « préparée par les trotskistes du POUM » avec l'aide de la police secrète allemande et italienne. Elle réclame, avec José Diaz, la mise hors d'état de nuire des « trotskistes », ces « fascistes qui parlent de révolution pour semer la confusion ». Le 15 mai, au conseil des ministres, les ministres communistes réclament la dissolution du POUM et l'arrestation de ses dirigeants. Largo Caballero refuse, les ministres communistes s'en vont, suivis des républicains et des socialistes de Prieto. Il ne reste plus à Largo Caballero qu'à démissionner.

C'est à l'ancien ministre des Finances Juan Negrin, qu'il reviendra, au cours des semaines qui suivent, de consacrer la victoire de la contre-révolution stalinienne et bourgeoise. Grand bourgeois d'origine, socialiste résolument modéré, marié à une Russe, l'homme est le candidat des staliniens espagnols au gouvernement, et il n'a pour le moment, rien à leur refuser. *La Batalla* est interdite le 28 mai et son directeur politique, Gorkin, inculpé par son éditorial du 1^{er} mai. Le 16 juin, tous les dirigeants du POUM sont arrêtés. Il leur est reproché, non seulement d'avoir été « pour la suppression de la République par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat », mais d'avoir « calomnié un pays ami dont l'appui moral et matériels a permis au peuple espagnol de défendre son indépendance », d'avoir « attaqué la justice soviétique » - allusion à la campagne du POUM contre les procès de Moscou - et enfin « d'avoir été en contact avec les organisations internationales connues sous la dénomination générale de « trotskistes » et dont l'action au sein d'une puissance amie démontre qu'elles se trouvent au service du fascisme européen ».

Bientôt éclate un énorme scandale : Andrés Nín, arrêté en même temps que ses camarades, a disparu. Les staliniens insinuent qu'il s'est évadé et aux questions posées sur les murs : « Ou est NIN ? » répondent par cette rime immonde : « A Salamanque ou à Berlin ». Le ministre de l'Intérieur avoue son impuissance, Negrin se déclare prêt à « tout couvrir », mais exige d'être informé. En fait Nm ne peut reparaitre, car il a été assassiné. Livré par la police au chef de la NKVD en Espagne, Orlov, il a été enfermé dans une prison privée de Alcala de Henares, et torturé ai d'en obtenir des aveux sur le modèle de ceux des accusés des procès de Moscou. Mais il a résisté, et ses geôliers, impuissants devant cet homme torturé qui refuse de « collaborer », n'ont pu que s'en débarrasser. En fait, la résistance de Nín a jeté bas l'édifice préparé en Espagne sur le modèle de Moscou et probablement sauvé bien d'autres militants⁵². Elle a en tout cas en grande partie détruit la façade « légale » de la répression stalinienne et l'a contrainte à revêtir la forme d'un pur et simple gangstérisme, en marge des formes judiciaires. Dans les semaines qui suivent se produisent, dans des conditions semblables, d'autres « disparitions » de militants révolutionnaires étrangers « enlevés » par les mêmes services et assassinés : Marc Rhein, le fils du dirigeant menchevique russe Rafael Abramovitch, les trotskistes Hans Freund, dit Moulin, et Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky, le militant autrichien Kurt Landau, qui avait rejoint le POUM. Dans l'armée, des militants du POUM sont fusillés après des parodies de jugement par des conseils de guerre. Parmi eux l'ancien commissaire de guerre de Lérida, Marcial Mena, l'un des organisateurs des syndicats enseignants de Catalogne, Juan Hervas, tous deux anciens du

BOC. La restauration de l'État a certes supprimé les « tchékas » des partis, des syndicats, et la « dictature des comités » ; elle n'a pas supprimé les « tchékas » stalinienne et laisse agir librement, quoique officieusement, une toute-puissante Guépéou chargée de régler sur le sol espagnol les comptes politiques de Staline.

Aucun de ses adversaires ne sera en effet épargné, même si tous ne sont pas frappés avec la même férocité que le POUM, ennemi n° 1 du stalinisme en Espagne. En août, le Conseil d'Aragon est dissout, la division du communiste Enrique Lister pénètre dans la province, procédant à des arrestations en masse de militants anarchistes, et dissout de force les collectivités rurales qu'ils avaient implantées. En septembre, c'est également par la force que les troupes gouvernementales s'emparent à Barcelone du siège du comité de défense CNT-FAI. En mai, les partisans de Largo Caballero ont été exclus du comité de rédaction de *Claridad*, passé aux mains des gens de Prieto. C'est à la demande du comité exécutif du Parti socialiste que le ministre de l'Intérieur envoie des gardes d'assaut occuper les locaux du journal *Adelante*, organe de la Fédération du Levant qui soutient Largo Caballero. Au sein de l'UGT, la coalition des amis de Prieto et des stalinien lance une vigoureuse campagne contre Largo Caballero. Le ministère de l'Intérieur suspend le dernier journal qui lui ait donné asile, *La Correspondencia de Valencia*. Incapables de s'assurer régulièrement la majorité, la coalition des « modérés » choisit d'organiser la scission, élit González Peña à la présidence de la centrale. Sur l'ordre du gouvernement, courrier et chèques à destination de l'UGT sont acheminés vers l'organisme scissionniste que dirige González Peña. Il reste à Largo Caballero à tenter une campagne publique : dès sa première réunion, au cinéma Pardiñas à Madrid, le gouvernement décide de le museler : interpellé, ramené à son domicile valencien, il y est gardé à vue, vaincu définitivement sans avoir pu même se battre réellement.

Le « gouvernement de la victoire » prend toute une série de mesures visant à une véritable normalisation. Les juges siègent de nouveau en toge, le ministre de la Justice, le nationaliste basque et catholique Manuel de Irujo, veillant à ce que les présidents soient effectivement choisis parmi les magistrats professionnels. De nombreux prisonniers, notamment des prêtres, sont libérés. En revanche, on crée un Tribunal d'espionnage et de haute trahison, destiné à « juger » les dirigeants du POUM : dans ces nouveaux tribunaux, les cinq juges, trois militaires et deux civils, sont nommés par le gouvernement. Les crimes qu'ils ont à juger comprennent l'accomplissement « d'actes hostiles à la République », la défense ou la propagation de « fausses nouvelles », la formulation de jugements « défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la République », les « actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public, à démoraliser l'armée ou affaiblir la discipline collective ». Les peines prévues, de six mois de prison à la mort, sont applicables même si le « crime » n'a pas été consommé, s'il s'est réduit à une « conspiration », une « complicité » ou une « protection ». Ainsi les dirigeants du POUM pourront-ils être lourdement condamnés, sur la base de leur politique, après l'abandon des accusations reposant sur des faux policiers et stalinien. La censure est renforcée, et une circulaire du 14 août 1937 l'étend expressément à toute critique de l'Union soviétique. Une police spécialisée dans le contre-espionnage, le Servicio de Investigación Militar (SIM), est créée que contrôlent membres du PC et « techniciens » russes. Le SIM, qui échappe tout de suite au contrôle du ministre de la Défense nationale, compte plus de 6 000 agents, dirige sans contrôle ses prisons et ses camps dits « de travail ».

La célébration du culte catholique est autorisée à titre privé, comme première étape vers la restauration de la liberté des cultes. Les propriétaires antérieurement « disparus » qui font la preuve qu'ils ne sont pas liés aux factieux, récupèrent leurs terres ; le décret de collectivisation en Catalogne est suspendu, comme contraire à l'esprit de la constitution. Le *Times* salue dans l'intervention de l'État dans les entreprises industrielles un « rétablissement du principe de la propriété privée » et salue les efforts de Negrin dont il souhaite qu'il parvienne à réconcilier « les partis opposés à l'heure actuelle de l'Espagne gouvernementale ». Gouvernement « de la victoire » comme disent les stalinien espagnols, « de la réconciliation nationale », comme le souhaitent les conservateurs anglais ?. A la réunion des Cortes, le 1^{er} octobre 1937, Largo Caballero est absent ; en revanche Miguel Maura est là, ainsi que le centriste Portela Valladares, et les critiques de la presse de la CNT contre leur présence sont supprimées par la censure. Au *Cárcel modelo*, la prison de Barcelone, deux galeries et demie sur six sont réservées aux détenus de la CNT-FAI et du POUM. L'Espagne « démocratique » est pourtant plus isolée encore que ne l'était l'Espagne « révolutionnaire ». C'est l'époque où l'aide russe commence à se tarir lentement. La guerre civile se poursuit, mais la révolution est bel et bien vaincue.

CHAPITRE IX – LA DEFAITE ET SON PRIX – DEBATS DOCTRINAUX

C'est dans la deuxième moitié de 1937, au moment où la répression stalinienne s'installe en Espagne à travers les organes du gouvernement Negrin, que commencent les premiers rappels de « conseillers russes ». Presque tous ceux qu'on appelle les « Espagnols » en Union soviétique sont exécutés peu de temps après leur retour. Parmi eux, les civils, Rosenberg, Antonov-Ovseenko, mais aussi Michel Koltsov, envoyé spécial de *la Pravda*, et vraisemblablement homme de confiance de Staline, et Stachevski, l'éminence grise de l'ambassade, mais aussi les militaires, au premier rang desquels le véritable organisateur de la défense de Madrid, le général Goriev. Les envois d'armes russes diminuent rapidement. C'est seulement à nouveau pendant quelques mois, en 1938, que la réouverture de la frontière française permettra de relâcher quelque peu l'étreinte. Depuis mai 1937, L'Espagne n'est plus tellement le théâtre d'une guerre civile qu'un champ d'expériences militaires, dans une sorte de préfiguration et de galop d'essai en vue de la guerre mondiale qui s'annonce. A partir de l'accord de Munich, le sort de l'Espagne est définitivement scellé.

L'agonie de l'Espagne républicaine, le rétrécissement progressif de son territoire jusqu'à la capitulation finale ne vont pas sans crises politiques. La première se termine par la retentissante démission de Prieto et l'explication qu'il en donne : l'influence des staliniens espagnols et des conseillers russes qui ont exigé son élimination. La vieille alliance entre Prieto et le PC n'a pas résisté à leur victoire commune sur la double opposition révolutionnaire et démocratique, en 1937. Prieto refuse de n'être qu'un Instrument au service d'une politique dont il estime qu'elle ne rend plus en Espagne les services qu'elle a rendus, tant sur le plan matériel que sur le plan politique. Il dénonce l'ingérence des conseillers russes dans la conduite des opérations militaires, le rôle des militants communistes dans le SIM qui échappe complètement au contrôle du gouvernement. Peut-être pas « l'homme de l'Angleterre », au sens où le terme a été fréquemment employé, Prieto n'en est pas moins l'homme d'une paix négociée sous l'égide de l'Angleterre, à laquelle le rôle des communistes dans l'État républicain fait incontestablement obstacle. Politique aussi vaine que l'est, à partir de 1938, l'espoir de Negrin et Alvarez del Vayo de tenir jusqu'à l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, après l'échec du plan de rétablissement en « treize points » élaboré par Negrin.

Après la chute de la Catalogne commence la crise finale. Azaña décide de rester en France, cependant que les officiers de sa maison militaire rejoignent l'Espagne nationaliste. Le gouvernement Negrin regagne l'Espagne et entreprend d'y organiser la résistance à outrance. Seuls les communistes le soutiennent. Convaincus de l'inutilité de prolonger une guerre perdue, la plupart des chefs militaires professionnels demandent la négociation qui pourrait limiter les dégâts. L'un d'entre eux, le général Casado, est convaincu de la nécessité d'écarter du gouvernement les ministres communistes et communistes afin d'obtenir l'appui anglais pour une éventuelle médiation. Il prend à cette fin des contacts avec tous les milieux politiques, à travers le chef anarchiste Cipriano Mera, le socialiste Wenceslao Carrillo, ancien bras droit de Largo Caballero, et le socialiste de droite Julián Besteiro, depuis longtemps partisan d'un compromis négocié sous l'égide du gouvernement anglais. Parfaitement informé, Negrin effectue dans le haut commandement militaire une série de mutations qui amènent les chefs communistes de l'armée aux principaux postes. Pour ses adversaires, c'est un véritable coup d'État qui va permettre au Parti communiste de contrôler seul l'évacuation inévitable, avec toutes les conséquences que cela comporte pour eux. Le général Casado, assuré du ralliement à Madrid du général Miaja - le « défenseur de Madrid » de la propagande officielle, l'ancien membre de l'UME rallié après le début de la guerre civile au Parti communiste -, entouré de représentants des partis du Front populaire et des syndicats à l'exception du seul PC, proclame à Madrid une Junte nationale de défense qui se fixe l'objectif d'une paix honorable. Les troupes contrôlées par le Parti communiste résistent à Madrid, et cette brève guerre civile au sein de la guerre civile fait 2 000 morts de plus. Pendant ce temps, le gouvernement et l'état-major du Parti communiste ont gagné la France en avion : le Parti communiste n'a pas sérieusement cherché à résister à cette entreprise de liquidation d'un régime en sursis.

Aucun compromis n'est en réalité possible, et la guerre civile se termine par la capitulation pure et simple des autorités, l'occupation presque sans coup férir de l'ensemble du territoire par les troupes nationalistes. Des centaines de milliers d'Espagnols tentent une fois de plus de s'enfuir : cette fois peu réussissent. Pour beaucoup, le calvaire de la guerre civile se terminera par les supplices, les exécutions, sommaires ou non, les longues années de détention. La contre-révolution armée a enfin réalisé le programme qu'elle s'était tracé au début de 1938 avec la complicité de Hitler et Mussolini : cette fois la révolution espagnole est bel et bien et pour longtemps écrasée. Il faudra plus d'une génération avant que commence à renaître un mouvement ouvrier encore hésitant et incertain, presque un demi-siècle pour que les gigantesques manifestations pour les condamnés de Burgos remettent à l'ordre du jour en Europe la « solidarité avec l'Espagne ». Pour réaliser cette tâche, le général Franco a eu besoin de presque trois années, mais aussi de bien des intermédiaires et des relais. Car les combattants ouvriers qui, en juillet 1936, attaquaient ses mercenaires à mains nues, à coups de fusils de chasse ou de cartouches de dynamite, sont depuis longtemps morts ou découragés : il a fallu d'abord que la révolution soit vaincue dans la zone « républicaine » pour que Franco puisse mettre à sa victoire un paraphe final. On l'oubliera cependant très vite à travers la guerre mondiale qui commence et ensevelira finalement la guerre d'Espagne dans un oubli dont beaucoup d'hommes

politiques se satisfont.

Le temps de faire les comptes est venu. Il y en aura de tout ordre. Les dirigeants socialistes, Araquistáin, Largo Caballero, Prieto, écrivent leurs mémoires : justification de leur politique qui n'apporte rien de bien nouveau. Au Parti communiste, en revanche, c'est, très vite, la crise, et d'abord parmi les dirigeants émigrés en URSS. Jesús Hernández réussit à quitter l'Union soviétique où José Diaz est mort dans des conditions suspectes. Il arrive au Mexique en 1943, rompt presque aussitôt. Il publie des mémoires qui confirment pour l'essentiel, en ce qui concerne plusieurs points cruciaux de l'histoire de la révolution et de la guerre civile, ce que disaient les adversaires du PC, à propos de la campagne pour discréditer Largo Caballero et lui substituer Negrin, à propos de l'assassinat d'Andrés Nín aussi. Hernández, profondément démoralisé, abandonne bientôt toute activité. Enrique Castro Delgado, le premier chef du 5^e régiment, ira plus loin. Lui aussi connaît les règlements de compte des émigrés, la haine contre la Pasionaria, lui aussi réussit à émigrer au Mexique, malgré la défection de Jesús Hernández. Lui aussi publiera des révélations qui ni font que confirmer pour l'essentiel ce qu'on savait déjà. Il finit par se réconcilier avec Franco. Beaucoup plus intéressante sera la réflexion - tardive - de Fernando Claudín, ancien dirigeant de la JC puis de la JSU. Dans un ouvrage publié en 1970, cinq ans après avoir été exclu du PC, il consacre plusieurs pages à la révolution espagnole, « inopportune », dit-il, pour Staline. Selon lui, la stratégie employée en Espagne par l'Internationale communiste sur les instructions de Staline, souffrait d'une faiblesse majeure, celle d'être « à contre-courant de la dynamique profonde de la révolution espagnole⁵³ ». Il montre les efforts des dirigeants du PC pour arrêter et faire reculer la révolution, restaurer l'appareil d'État républicain, au cours de la première phase, la contre-attaque des républicains et socialistes modérés ainsi remis en selle, dans une seconde, précédant l'élimination définitive des communistes et la capitulation finale. Quoiqu'il laisse au mot ses guillemets, il conclut à la « trahison » de Staline par la subordination de la révolution d'Espagne à la « raison d'État du pouvoir soviétique⁵⁴ » et stigmatise au passage l'assassinat d'Andrés Nín comme un « outrage au communisme⁵⁵ ». On note, avec peut-être plus d'intérêt, des remarques précieuses sur la crise du parti espagnol, à partir de 1937, le découragement des militants qui ont perdu toute illusion dans l'appui des « démocraties » : quand *Mundo Obrero*, le 23 mars 1938, s'élève contre l'opinion selon laquelle l'unique issue de la guerre serait que l'Espagne « ne soit ni fasciste, ni communiste » et affirme que le « peuple espagnol vaincra contre le capitalisme », il se fait rappeler à l'ordre par *Frente Rojo*, de Valence, plus directement contrôlé par l'appareil, qui affirme sous la plume de José Diaz, que ces deux affirmations sont « pleinement correctes et correspondent exactement à la position de notre parti⁵⁶ ».

Les polémiques autour de la révolution et la guerre d'Espagne ne sont pas près de s'éteindre à l'intérieur du mouvement anarchiste. Déjà en 1937, un groupe de militants de la CNT-FAI, *Los Amigos de Durruti*, formé de faïstes déçus par la politique de collaboration et ce qu'ils considèrent comme une capitulation de la CNT en mai à Barcelone, tirent, sur le coup, des conclusions qui les rapprochent incontestablement du marxisme révolutionnaire en écrivant :

« L'unité antifasciste n'a été que la soumission à la bourgeoisie. Pour battre Franco, il fallait battre Companys et Caballero. Pour vaincre le fascisme, il fallait écraser la bourgeoisie et ses alliés staliniens et socialistes. Il fallait détruire de fond en comble l'État capitaliste et instaurer un pouvoir ouvrier surgi des comités de base des travailleurs. L'apolitisme anarchiste a échoué⁵⁷ ».

Maits, avec la répression, ce groupe disparaît sans laisser de traces au cours de l'été 1937. De la longue histoire des débats à l'intérieur du mouvement anarchiste, traitée par ailleurs tant par Vernon Richards⁵⁸ (3) que par César M. Lorenzo⁵⁹, nous ne retiendrons que les principaux traits : l'affirmation d'un courant « politique » qui refuse de condamner la politique de collaboration pratiquée pendant la guerre, condamne fermement les préjugés anarchistes et l'infantilisme révolutionnaire. C'est le secrétaire de la CNT de 1936, Horacio Prieto, qui l'incarne avec le plus de constance, et il serait injuste de lui attribuer la paternité des extraordinaires cabrioles réalisées depuis par les divers anarchistes en mal de collaboration, dont le sommet sera atteint en 1948 avec la tentative de ceux que César Lorenzo appelle « anarcho-royalistes » pour mettre la CNT au service de la restauration de Don Juan⁶⁰. A l'opposé, Federica Montseny, l'ancien ministre, qui reconnaît l'ampleur de l'erreur commise par les siens en participant au gouvernement dans ces conditions exceptionnelles, mais n'en tire d'autre conclusion que la validité des vieux principes anarchistes d'hostilité à tout pouvoir, quel qu'il soit.

La polémique la plus âpre est sans doute celle qui oppose trotskistes et poumistes, et qui commençait au mois d'avril 1937 à s'étaler dans les colonnes de *La Batalla* comme dans la presse trotskyste internationale. Après le réquisitoire dressé contre les dirigeants du POUM par le trotskyste américain Félix Morrow en 1938⁶¹, Trotsky reprend dans une brochure consacrée à l'Espagne l'ensemble des critiques faites par lui et ses partisans au fur et à mesure du déroulement des événements et conclut par ce jugement sévère :

« En dépit de ses intentions, le POUM s'est trouvé en fin de compte le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire⁶² »

Trente ans plus tard, dans sa préface aux écrits d'Andrés Nín sur la révolution espagnole, Juan Andrade célèbre son

parti, « qui souleva l'espérance dans le monde socialiste révolutionnaire en tant que conception nouvelle des aspirations de liberté des ouvriers contre le totalitarisme et les crimes de Staline⁶³ » cependant que, selon lui, « le trotskisme ne peut rien présenter de valable comme état de services, sinon d'avoir morcelé plus encore les groupes là où ils existent et de les avoir fait s'affronter plus que jamais en un féroce combat entre eux⁶⁴ »

Il n'y a rien d'étonnant à la permanence de ces polémiques dont les racines se trouvent dans l'âpreté de la lutte et le caractère irréductible des antagonismes de classes. L'hiver de 1970-71, avec les grandes manifestations ouvrières en faveur des accusés du procès de Burgos, l'a démontré avec éclat : l'histoire n'a pas encore définitivement tranché le sort de la révolution espagnole, puisque, malgré le massacre d'une génération de combattants ouvriers et paysans, son ombre n'a pas disparu de l'horizon trente-cinq ans après le début de la guerre civile.

DEUXIEME PARTIE : ELEMENTS DU DOSSIER ET ETAT DE LA QUESTION

ANNEXE 1 – LES ORGANISATIONS OUVRIERES DANS LES DEBUTS DE LA REPUBLIQUE

Document 1 : La loi de défense de la république votée par les députés socialistes (octobre 1931).

Article Premier.

Sont considérés comme des actes d'agression contre la République, et, comme tels, soumis à la présente loi :

- 1° L'excitation à la désobéissance aux lois et aux dispositions légitimes des autorités.
- 2° L'incitation à l'indiscipline, la provocation à l'antagonisme entre les différentes parties de l'armée, ou entre celles-ci et les organisations civiles.
- 3° La propagation de nouvelles pouvant ébranler le crédit ou troubler la paix ou l'ordre public.
- 4° La provocation indirecte ou l'incitation à commettre des actes de violences contre les personnes, les choses ou les propriétés, pour des motifs religieux, politiques ou sociaux.
- 5° Toute parole ou geste de mépris à l'égard des institutions ou organismes de l'État.
- 6° L'apologie du régime monarchique ou des personnes qui le symbolisent, l'usage d'emblèmes, insignes ou signes distinctifs faisant allusion à ce régime ou à ces personnes.
- 7° Le port illégal des armes à feu et la possession de substances explosives prohibées.
- 8° La suspension ou la cessation d'industries ou de travaux de n'importe quel ordre, sans justifications suffisantes.
- 9° Les grèves non annoncées huit jours à l'avance, à moins qu'il n'existe d'autres délais annoncés dans une loi spéciale ; les grèves déclenchées pour des motifs autres que des questions de travail, et celles n'ayant pas été précédées d'un arbitrage ou d'une conciliation.
- 10° Les variations injustifiées du prix des denrées.
- 11° Le manque de zèle ou la négligence de la part des fonctionnaires publics dans l'exécution de leur service.

Art. II

Pourront être déportés ou bannis pour une période qui ne sera pas supérieure à celle de la validité de cette loi, ou frappés d'amende jusqu'à un maximum de 10 000 pesetas, les auteurs directs des actes énumérés dans les § 1 à 10 de l'article précédent, ainsi que ceux qui auront incité à les commettre. En outre, sera, selon le cas, confisqué ou suspendu ce qui aura servi à leur exécution. Ceux qui se sont rendus coupables des faits indiqués dans le § 11 seront suspendus, ou privés de leur charge, ou rétrogradés.

Art. III

Le ministre de l'Intérieur a la faculté de :

- 1° Interdire les réunions ou manifestations publiques de caractère politique, religieux ou social, quand, en raison des circonstances, on peut présumer que leur déroulement pourrait troubler la paix publique.
- 2° Dissoudre les centres des associations considérées comme incitant à la réalisation des actes énumérés dans l'article I de cette loi.
- 3° Examiner la comptabilité et enquêter sur l'origine et la distribution des fonds de n'importe quelle organisation énumérée par la loi sur les associations.
- 4° Décréter la confiscation des armes de tout ordre et des substances explosives, même de celles qui sont légalement détenues.

Art. IV.

L'application de la présente loi est confiée au ministre de l'Intérieur.

Le gouvernement pourra, pour l'appliquer nommer des délégués spéciaux dont la juridiction s'étendra à deux ou plusieurs provinces.

Si, lors de la dissolution des Cortes constituantes, celles-ci ne prorogent point cette loi, il sera entendu par là qu'elle sera abolie.

Document 2 : commentaires des communistes sur le vote de la loi de défense de la République.

« Une analyse sommaire de cette loi prouve son caractère éminemment anti-prolétarien, malgré les efforts que font les sociaux-démocrates pour la présenter comme dirigée contre la droite monarchiste et contre la gauche anarchiste...

... L'emploi fait par les autorités sociales-démocrates d'Allemagne des lois pour la protection de la république soi-disant votées contre la droite montre que ces lois sont dirigés en réalité contre le prolétariat révolutionnaire.

Déjà la presse du Parti communiste est interdite, tandis que les journaux monarchistes continuent leur parution. La république des banquiers avait besoin d'une arme pour massacrer « légalement » les travailleurs d'Espagne, et ce sont les ministres social-fascistes qui se sont empressés de la mettre à sa disposition.

Le prolétariat d'Espagne ne manquera pas de répondre à cette nouvelle provocation par le renforcement de la lutte révolutionnaire sous la direction du Parti communiste. »

(« Les Cortes votent une loi scélérate 'pour la défense de la République' »,
La Correspondance Internationale, n° 98, 31 octobre 1931, p.1111)

Document 3 : Le point de vue « faïste » dans la C.N.T.

« Contre la force autoritaire, ce qui compte, c'est la tactique personnelle, individualiste, de petits groupes. Aux ressorts du Pouvoir s'opposent l'ingéniosité et l'audace des révolutionnaires. S'il est impossible de combattre au corps à corps, la poitrine découverte, contre des organisations qui l'emportent inévitablement, il est en revanche possible de les combattre par d'autres moyens. Le principal atout des organisations qui sont au service de la bourgeoisie, c'est l'abondance des éléments dont elles disposent pour se battre. Le principal atout de la révolution doit être l'audace, le combat dans l'ombre, la capacité de semer la terreur qui démoralise, l'efficacité du dommage infligé sans risque on avec un risque minime. »

(*Tierra y Libertad*, 14 avril 1933.)

Document 4 : Les conclusions du manifeste des « trente »

... « Nous sommes révolutionnaires, oui, mais nous ne cultivons pas le mythe de la révolution. Nous voulons la disparition du capitalisme et de l'État, qu'il soit rouge, blanc ou noir ; mais non pour le remplacer par un autre, mais pour que, une fois la révolution faite par la classe ouvrière, celle-ci puisse empêcher la réinstallation de tout pouvoir, quelle que soit sa couleur. Nous voulons une révolution qui naisse d'un sentiment profond du peuple, comme celle qui est en train de se forger aujourd'hui et non une révolution qu'on nous offre, que prétendent réaliser ces individus qui, s'ils y arrivaient, qu'ils l'appellent comme ils le veulent, se convertiraient fatalement en dictateurs dès le lendemain de leur triomphe. Cette révolution, nous la voulons et nous la désirons.

La majorité des militants de l'organisation la veut-elle aussi ? Voilà ce qu'il faut élucider, ce qu'il faut poser clairement bien avant. La Confédération est une organisation révolutionnaire, non une organisation qui cultive la bagarre et l'émeute, qui ait le culte de la violence pour la violence, de la révolution pour la révolution. De ce point de vue, nous nous adressons aux militants, à tous, et nous leur rappelons que l'heure est grave, nous attirons leur attention sur la responsabilité que va prendre chacun par son action ou son abstention. Si aujourd'hui, demain, n'importe quand, on les appelle à un mouvement révolutionnaire, qu'ils n'oublient pas qu'ils se doivent à la Confédération nationale du travail, à une organisation qui a le droit de se contrôler elle-même, de veiller sur ses propres mouvements, d'agir par son initiative propre et de se déterminer à partir de sa volonté propre. Que la Confédération soit celle qui, suivant ses voies propres, doit dire comment, quand, dans quelles circonstances il faut agir ; qu'elle ait une personnalité et des moyens propres pour faire ce qu'elle a à faire.

Que tous sentent la responsabilité de ce moment exceptionnel que nous sommes en train de vivre. Qu'ils n'oublient pas que, de même que le fait révolutionnaire peut conduire au triomphe, et que, quand on échoue, on doit tomber avec dignité, de même toute action sporadique de la révolution conduit à la réaction et au triomphe des démagogues. Que chacun adopte aujourd'hui la position qui lui semble la meilleure. La nôtre, vous la connaissez. Fermes dans cette proposition, nous la maintiendrons en tout temps et en tout lieu, même si, pour la maintenir, nous sommes roulés par les courants contraires. »

(J. Peirats, *La C.N.T. en la Revolución Española*, t. 1, pp. 47-48.)

Document 5 : Le point de vue du secrétaire de l'Internationale communiste sur la chute de Primo de Rivera.

« Il faut se rendre nettement compte qu'en dépit des formes de guerre civile auxquelles donne issue l'essor révolutionnaire d'Espagne, la classe ouvrière ne joue pour le moment qu'un rôle mime dans ce mouvement. De ce fait, les mouvements de cet ordre défilent sur l'écran historique comme un simple épisode qui ne laisse pas de traces

profondes dans l'esprit des masses travailleuses et n'enrichit pas leur expérience de la lutte de classes. Une grève partielle peut avoir pour la classe ouvrière internationale une importance plus suggestive qu'une telle révolution « genre espagnol », qui s'effectue sans que le P.C. et le prolétariat y exercent leur rôle dirigeant. »

(Traduction française d'une intervention de D. Manuilski, secrétaire de l'exécutif de l'I.C., au X^e Plénum du comité exécutif, *La correspondance Internationale*, n° 44, 1930, p. 523.)

Document 6 : Maurín et l'I.C. en 1930, selon l'I.C.

« Je suis rentré en Espagne, comme vous le savez, pour y travailler d'accord avec la ligne de l'I.C. et les résolutions du II^e congrès du P.C.E. C'est dans ce sens que je vous ai écrit lors de mon séjour à Moscou, et telle est en fait mon intention.

Le Comité exécutif me présente comme un trotskyste. Vous savez que cela est absolument faux. J'ai pris position sur le trotskisme en 1925 lorsque la majorité du comité exécutif actuel du P.C.E. était trotskyste. D'autre part, l'organe trotskyste *La Vérité* me combat comme l'élément le plus dangereux pour ses projets dans le P.C.E..

J'ai accepté très sincèrement la ligne de l'I.C. et travaillé toujours d'accord avec elle. Vous connaissez, je pense, toute ma fidélité envers la cause communiste. »

(Lettre au secrétariat de l'I.C., de Barcelone, le 8 juillet 1930, citée dans *La Correspondance Internationale*, n° 65, 22 juillet 1931, p. 812.)

Document 7 : L'Exécutif de l'I.C. et l'exclusion de Joaquín Maurín

« Le C.E. de l'I.C. appelé à se prononcer sur la décision du P.C.E. excluant Joaquín Maurín des rangs du parti et sur l'appel de Maurín à l'Internationale contre cette décision, constate :

1) Dans toute son activité politique, dans ses discours, ses articles, Joaquín Maurín défend une ligne politique, tactique et d'organisation contraire à la ligne de l'Internationale et du P.C. espagnol, une ligne libérale menchévistique qui, dans la situation révolutionnaire actuelle de l'Espagne, constitue une véritable trahison du prolétariat révolutionnaire. Maurín, bien que partant de l'affirmation juste que la révolution espagnole est une révolution démocratique-bourgeoise, ne comprend pas que le prolétariat et ses alliés les paysans doivent jouer dans le développement même de cette révolution un rôle dirigeant...

Au lieu de chercher à éclairer le prolétariat sur son rôle dirigeant dans la révolution démocratique en cours, Maurín veut transformer le mouvement ouvrier en appendice des groupes et partis petits-bourgeois qui font l'œuvre politique de la bourgeoisie. Cette politique n'est pas autre chose au fond que celle des anarcho-syndicalistes et des social-démocrates pour ne pas gêner le gouvernement bourgeois... Cette politique libérale menchévistique a conduit Maurín à pratiquer une politique trotskyste en collaboration avec Nín... Jamais il n'a combattu le trotskisme ni ne s'est clairement différencié de lui. Enfin... Maurín et son groupe ont soutenu les chefs anarcho-syndicalistes de la C.N.T. dans leur campagne contre l'action révolutionnaire du Parti communiste...

2) Maurín, pour tromper les ouvriers révolutionnaires et masquer son travail de désagrégation du mouvement communiste espagnol, a systématiquement mené un double jeu de politicien ; .. En collaboration avec Nín et d'autres trotskistes exclus, il mène la campagne de dénigrement contre le P.C.E., s'efforce de désagréger ses rangs et a organisé la scission de la Fédération communiste de Catalogne, s'efforçant de dresser contre l'Internationale les ouvriers révolutionnaires de Catalogne... Le C.E. de l'I.C. considère comme absolument juste et justifiée la décision du C.E. du P.C.E. excluant Maurín de ses rangs... »

Moscou, 3 juillet 1931,

Le Comité exécutif de l'I.C.

(*La Correspondance Internationale*, n° 65, 22 juillet 1931, pp. 811- 812.)

Document 8 : Andrés Nín sur Joaquín Maurín

« 2 novembre 1930 : Fédération communiste catalano-baléare. Jusqu'à très récemment, elle a adhéré au parti officiel. Son leader le plus en vue est Maurín. A son arrivée en Espagne, le C.E. qui n'a jamais vu d'un bon œil ce camarade (car, malgré ses hésitations, c'est un camarade très intelligent et surtout très honnête) lui a demandé de faire une déclaration contre le « trotskysme » et de renoncer à ses « anciennes erreurs ». Il s'est refusé à donner cette déclaration et alors on l'a exclu... Je ne sais pas si vous savez que je suis lié avec lui d'une très vieille amitié. Maurín est très proche de nous et je suis sûr qu'il finira par se prononcer pour l'Opposition... Nous pourrions tout gâter si nous l'attaquions de façon trop injuste.

5 février 1931 : Les thèses politiques de la Fédération communiste catalane... ont été rédigées par moi et Maurín.

7 mars 1931 : La Fédération catalane estime que mon adhésion directe... pourrait aggraver ses rapports avec l'I.C. C'est juste.

12 avril 1931 : Si aujourd'hui mon entrée n'a pas été possible, elle le sera bientôt, peut-être avant un mois...

15 avril 1931 : La Fédération catalane est venue solliciter mon concours. Je ne pouvais pas le refuser, et me voilà travaillant d'une façon immédiate (en réalité dirigeante dans une large mesure) dans le comité central de cette organisation.

29 juin 1931 : Son orientation est toujours chancelante, indéfinie. Mes rapports avec ses dirigeants ont passé par diverses étapes, collaboration, rupture, de nouveau collaboration, de nouveau rupture. Nous nous trouvons actuellement dans ce dernier cas... jusqu'au congrès d'unification.

13 juillet 1931 : Pour le n° 3 de la revue [il s'agit de *Comunismo*] j'ai écrit un article contre les erreurs de Maurín. On ne peut pas garder le silence sur elles sans grand danger pour le mouvement. La campagne électorale que le Bloc a faite ces jours-ci avait très peu de chose de communiste. »

(Extraits de lettres d'Andrés Nín à Trotsky, « La Révolution espagnole (1936-1939) », Études marxistes, n° 7-8, pp. 8042.)

Document 9 : Le P.C. espagnol et la coalition républicano-socialiste.

« La contre-révolution a chargé Azaña de prendre le fouet de la répression et de la terreur contre les ouvriers et les paysans révolutionnaires » (*Mundo Obrero*, 13 juin 1933.)

« Largo Caballero, « presque » bolchevik, et complètement social-fasciste » (*Mundo Obrero*, 17 août 1933.)

« Le social-fasciste Prieto, laquais sanglant du capitalisme ». (*Mundo Obrero*, 15 février 1933.)

« Nous dénonçons ouvertement devant tous les ouvriers la concordance entre le Comité exécutif du Parti socialiste espagnol et les préparatifs de Lerroux » (*Mundo Obrero*, 19 septembre 1933.)

« Les chefs socialistes, eux aussi, complotent et protègent le fascisme. » (*Mundo Obrero*, 24 mai 1933.)

« Les chefs socialistes pactisent avec la contre-révolution et le fascisme. » (*Mundo Obrero*, 30 mars 1932.)

« Le gouvernement Azana-Prieto, dans une note officielle, se met aux ordres de ses patrons les capitalistes. » (*Mundo Obrero*, 22 avril 1933.)

« Il n'y a, il ne peut y avoir de fonctions intermédiaires. Il faut démasquer les traîtres et les démagogues démocratiques. » (*Mundo Obrero*, 15 février 1933.)

(Montage réalisé par *La Batalla*, 5 février 1937.)

ANNEXE II – UNITE OUVRIERE ET VOIE REVOLUTIONNAIRE.

Document 10 : Le tournant à gauche des socialistes à travers les discours de Largo Caballero (1934)

« Nous autres, nous avons cru qu'il était de notre devoir de souffrir tout ce qu'il fallait souffrir et endurer pour soutenir la République. Je ne vais pas faire l'histoire de ce que nous avons souffert et enduré. Je vais seulement rappeler que nous, socialistes, avons poussé la loyauté, après avoir mis toute notre force organisée au service de la révolution, jusqu'à contribuer, un peu à contrecœur, mais avec la loyauté à laquelle nous étions obligés, à ce que le Parlement approuve l'ensemble de la législation répressive et restrictive qui existe aujourd'hui en Espagne. Législation qui sera, certainement, utilisée contre les travailleurs ; mais qui était nécessaire pour le soutien du régime. Nous autres, quand nous étions au pouvoir, nous avons eu plus de morts par la force publique qu'à d'autres époque, pendant le même laps de temps. Nous avons travaillé à empêcher des grèves qui auraient pu bouleverser l'économie du pays. Il est clair que nous ne pouvions les éviter toutes ; mais, en définitive, nous nous sommes comportés loyalement...

... Le Parti socialiste a été chassé du pouvoir de façon ignominieuse. Le Parti socialiste et la classe ouvrière consciente d'Espagne ne pourront jamais oublier, qu'après ce qu'ils avaient fait, on les ait chassés de la manière dont cela a été effectué...

... Je crois que sous la République, il se comprend parfaitement qu'on dise à la classe ouvrière de façon claire et nette qu'elle n'a pas atteint le but de ses aspirations, et qu'il lui faut aller beaucoup plus loin. Que « beaucoup plus loin » ne signifie pas abattre la république pour que vienne une monarchies mais remplacer cette République par une République sociale...

... D'abord, lutter de tout notre possible pour amener au parlement tout ce que nous pourrons ; plus il y en aura et mieux ce sera. De même dans les conseils municipaux. C'est-à-dire la lutte légale, la lutte dans le cadre de la constitution. Nous luttons dans ce cadre. Mais si le gouvernement en sort, s'il porte des coups à la classe ouvrière, alors nous ferons ce que j'ai dit devant le conseil de guerre quand a comparu devant lui le Comité révolutionnaire : que nous étions allés à la révolution parce que le gouvernement de la monarchie n'autorisait pas la liberté comme il aurait dû le faire, et parce que la classe ouvrière ne trouvait pas de solutions immédiates pour l'amélioration de ses conditions...

... Pour assurer la victoire, nous devons en finir avec les luttes internes à la classe ouvrière. Et je saisis cette occasion pour me tourner vers ces groupes de travailleurs qui, bien à tort, nous combattent. Où veulent-ils aller ? Quel est leur objectif ? Leur objectif, comme le nôtre, c'est l'égalité sociale. Et si nous allons vers les mêmes objectifs et si nous voulons en finir avec la classe capitaliste, qui étouffe ses haines et ses rancœurs pour s'unir contre la classe ouvrière, pourquoi nous autres n'aurions-nous pas aussi à écouter nos haines et nos rancœurs pour constituer un faisceau bien uni et combattre efficacement l'ennemi commun ? Si nous avions plus de temps, nous ferions un exposé complet sur la conception socialiste de l'État. On nous accuse d'entretenir l'idée que l'État est au-dessus de la classe ouvrière. Ceux qui parlent ainsi montrent qu'ils n'ont pas bien compris nos idées. Nous voulons que l'État disparaisse en temps qu'élément d'oppression. Nous voulons en faire un organisme purement administratif, et c'est tout. »

(F. Largo Caballero, *Discursos a los Trabajadores*, pp. 16, 18, 84, 122.)

Document 11 : Le tournant à gauche du Parti socialiste vu par un communiste trotskyste

« Il semble que le Parti socialiste se soit rendu compte que la bourgeoisie se prépare à éliminer complètement tout ce que le monde ouvrier a réussi à bâtir au cours de l'évolution historique. Et comme, en définitive, le Parti socialiste est partie intégrante de ce monde ouvrier et s'en nourrit, il court également le danger d'être détruit. Il ne s'agit plus pour le Parti suiviste de servir la bourgeoisie en usant de son influence pour endormir le prolétariat, car la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paierait rien pour ce service, mais encore qu'une nécessité supérieure la conduisait à exécuter son vieux serviteur.

Placé dans cette macabre situation, le Parti socialiste, atterré, s'écrie : « Il faut faire la révolution ! », comme le condamné à mort qui, au pied de l'échafaud, hurle qu'il ne veut pas mourir. C'est parce qu'il a peur que le Parti socialiste entreprend un tournant radical et se tourne vers des positions révolutionnaires. Et le seul fait qu'il parle de révolution concentre alors autour du Parti socialiste tout le prolétariat et les masses populaires. Tous les regards se tournent vers lui, tous les bras se tendent, toutes les bouches l'acclament, tous les cœurs brûlent d'enthousiasme... Mais ce dont la classe ouvrière a besoin en ce moment, c'est d'un parti qui veuille et qui puisse faire la révolution,

non d'un parti qui puisse seulement en brandir la menace. Car la contre-révolution n'est pas aujourd'hui le libre choix de la bourgeoisie, mais une nécessité irréfragable pour le capitalisme. »

(Esteban Bilbao, « *Algunas consideraciones ante la situation* », *Comunismo*, n° 34, pp. 167-168.)

Document 12 : Le problème du front unique ouvrier posé à travers les élections de novembre 1933.

« Le groupe de la Gauche communiste de Madrid conformément aux dispositions de son comité national exécutif, s'adresse, avant le deuxième tour des élections générales à Madrid, au prolétariat pour fixer sa position politique sur les points suivants :

1) La décision prise par le Parti communiste officiel d'inviter les travailleurs à l'abstention... de remettre un bulletin portant l'inscription « je vote pour le Parti communiste » constitue un nouvel abandon de la tactique politique révolutionnaire et une chute dans le confusionnisme anarchiste le plus décadent. Le bulletin de vote est une arme éventuelle de lutte qui doit être utilisée en tenant compte des conditions de la situation objective : l'amour-propre politique est étranger à toute compréhension positive de la politique révolutionnaire.

2) Les actuels progrès de la réaction bourgeoise la plus noire ont été rendus possibles par la politique boiteuse de collaboration du Parti socialiste avec le capitalisme. La Gauche communiste n'a jamais dissimulé et ne dissimulera jamais son énergique et catégorique condamnation de la politique de la section espagnole de la Seconde Internationale. indépendamment de cette attitude politique, la Gauche communiste conseillera à la classe ouvrière madrilène de voter et de travailler de tout son enthousiasme, dimanche prochain, au triomphe de la candidature socialiste. Le caractère de bataille entre le marxisme et l'antimarxisme que la bourgeoisie imprime à la lutte oblige la classe ouvrière à se grouper autour de l'unique candidature ouvrière en présence.

3) L'appui que la classe ouvrière madrilène ne manquera pas de donner dimanche prochain à la candidature socialiste doit être interprété comme le désir fervent du front unique de lutter contre l'offensive de la réaction. Le mot d'ordre qu'il faut imposer aux différentes organisations ouvrières dans les circonstances actuelles est : « Marcher séparément, frapper ensemble », c'est-à-dire conserver l'indépendance politique et d'organisation, mais rassembler leurs efforts pour attaquer la réaction, défendre les conquêtes ouvrières, et entreprendre l'action révolutionnaire. Dans ce sens, toute manœuvre, toute attitude de passivité doivent être également condamnés par le prolétariat.

De Madrid, 30 novembre 1933 ; Le comité du groupe de Madrid de la Gauche communiste espagnole.

(*Comunismo* n° 31, janvier 1934, pp. 22-23.)

Document 13 : L'appel de l'Alliance ouvrière de Catalogne (décembre 1933).

« Camarades

Le procès de la réaction capitaliste est un fait de caractère mondial que personne ne peut nier, bien qu'il revête dans chaque pays des traits particuliers.

En italien et en Allemagne, elle s'est concentrée sous la forme d'un fascisme criminel et destructeur qui veut ramener les peuples aux formes politiques du Moyen Age.

Dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique, elle prend des formes qui, sans atténuer son caractère odieux, atteint son but en respectant en apparence les conditions économiques et politiques prédominantes.

Chez nous, en Espagne, nous voyons clairement qu'elle est sur le point de triompher.

D'abord elle corrompt le système électoral, recourant aux procédés les plus infâmes pour obtenir au parlement sinon une majorité absolue, au moins une minorité telle qu'on ne puisse gouverner sans compter avec elle. Ensuite, elle pousse le gouvernement à proclamer l'état de prévention prévu dans la loi d'ordre public, qui désarme la classe ouvrière et la prive de moyens de défense face aux coups que lui porte le gouvernement et qui favorisent la droite réactionnaire.

Enfin, comme troisième étape de son action infâme et crapuleuse, elle utilise l'inconscience des masses laborieuses groupées autour de la F.A.I. et de la C.N.T. afin de les précipiter dans la rue et de les conduire à un choc brutal contre la force publique, et cherche machiavéliquement deux objectifs également favorables pour elle : émouvoir l'opinion publique pour fustiger les pires monstruosité du Pouvoir public, semer la terreur, la désolation et la mort, qui justifieraient un coup d'État réactionnaire et fasciste. Calculs logiquement déduits des faits. Mais ils ne réussiront pas.

Pour empêcher cela, nous sommes là. Les organisations soussignées, de tendances et d'aspirations doctrinales diverses, mais unies dans un désir commun de préserver les conquêtes obtenues jusqu'à présent par la classe ouvrière espagnole, ont constitué l'*Alliance ouvrière* afin de s'opposer à l'établissement de la réaction dans notre

pays, pour éviter toute tentative de coup d'État ou d'instauration d'une dictature, si on le tente, et pour maintenir intactes les conquêtes arrachées jusqu'à présent et qui constituent le patrimoine le plus précieux de la classe ouvrière espagnole.

Travailleurs de Catalogne et d'Espagne ! Faites ce que nous avons fait ! Renoncez aux querelles qui vous opposent à vos frères exploités, tout en conservant et en défendant vos points de vue doctrinaux, afin de constituer vos comités locaux et régionaux antifascistes, de façon qu'ils synthétisent vos aspirations dans un organisme représentatif à l'échelle nationale. Opposez au fascisme et à la réaction le mur infranchissable de votre volonté et de vos décisions.

Nous demandons aux organisations ouvrières de Catalogne qui désirent s'unir et coopérer avec nous d'envoyer leur adhésion à l'adresse suivante : Rauric, 14 principal ; Comité de Alianza obrera.

Comme nous l'avons annoncé, nous convoquerons dès que les circonstances le permettront une conférence régionale de toutes les organisations d'accord avec l'œuvre que nous vous proposons de réaliser.

Travailleurs organisés de Catalogne ! Envoyez vos adhésions ! Que personne ne manque au Front ouvrier antifasciste ! Vive l'union de la classe ouvrière pour la défense de toutes ses conquêtes ! »

Pour l'U.G.T. : *Vila Cuenca*. Pour l'Union socialiste : *Martinez Cuenca*. Pour la Gauche communiste : *Andrés Nín*. Pour le Bloc ouvrier et paysan : *Maurín*. Pour le P.S.O.E. : *Vidiella*. Pour les syndicats de l'opposition : *A. Pestaña*. Pour l'Union des rabaisaires : *J. Calvet*.

N.B. - étant donné qu'il s'agit d'un front exclusivement ouvrier, les organisations et partis qui ne reposent pas sur une base de classe pourraient adhérer moralement, mais ne pourraient être effectivement membres.

(*Comunismo*, n° 31, janvier 1934, pp. 30-31.)

Document 14 : Décisions d'action du comité exécutif du Parti socialiste (janvier 1934).

- « 1) Organisation d'un mouvement franchement révolutionnaire aussi intense que possible en utilisant tous les moyens dont on pourra disposer.
- 2) Décision de déclencher ce mouvement au moment que l'on jugera favorable, y compris avant que l'ennemi, dont les préparatifs sont évidents, prenne des précautions, soit définitives, soit qui lui assurent un avantage.
- 3) Tout en évitant le confusionnisme, le Parti et l'Union générale se mettront en rapports avec les éléments qui acceptent de participer au mouvement.
- 4) Le Parti socialiste et l'Union générale prennent le pouvoir politique, si la révolution triomphe, avec la participation éventuelle de représentants des éléments ayant participé directement à la révolution.
- 5) Développer, à partir du pouvoir et sans délai, le programme minimum exposé dans le projet de base. »

(D'après le procès-verbal de la séance, copie dans les archives du P.C.E., *Guerra y Revolución en España*, II, p. 54.)

Document 15 : Les anarchistes et le front unique (1934).

« Le front unique au sommet a les résultats inverses de ceux recherchés, mais un front unique à la base entre simples ouvriers de tous les camps sociaux, décidés à se soulever pour la révolution est utile et signifierait la victoire.

Mais c'est quand on recourt à la deuxième formule que nous objectons : ce front unique souhaité est-il réalisable ? Actuellement la possibilité n'en existe pas. Absolument pas.

Si, pour réaliser l'unification, il est nécessaire d'avoir un dénominateur commun basé sur un accord minimal qui doit être la destruction du capitalisme et de l'État, les socialistes qui défendent au Parlement une constitution capitaliste et sont prêts à la défendre y compris dans la rue, et les communistes étatistes qui veulent construire un nouvel État, comment vont-ils venir à un front qui cherche à détruire ce qu'ils défendent et désirent ?

Et qui, sinon les directions de ces partis, s'oppose à ce qu'opère agisse, négocie ce front ?

Je crois que l'impossibilité est assez évidente. Il n'existe qu'une formule qui rendrait possible la formation de ce front, que les ouvriers socialistes, communistes, ugetistes ou autres débordent leurs dirigeants et s'unissent aux autres ouvriers, dans une révolte ouverte, acceptant explicitement l'objectif minimum possible après être passés par-dessus la tête de leurs chefs. »

(« Ce qui se discute : le front unique », *Solidaridad Obrera*, 16 février 1934.)

Document 16 : Extraits des dix commandements du jeune socialiste espagnol (1934).

- 1) Les jeunes socialistes doivent s'habituer aux mobilisations rapides, en formation militaire, par rangs de trois.
- 2) Chaque troupe de neuf (trois rangs de trois) formera la dizaine, en y ajoutant un chef qui marchera sur le coté gauche...
- 4) Il faut manifester partout, profitant de tous les moments, ne négligeant aucune occasion. Manifester militairement pour que toutes nos actions créent autour d'elles une atmosphère de crainte et de respect.
- 8) L'unique idée que le jeune socialiste doit avoir gravée dans son esprit est que le socialisme ne peut s'imposer que par la violence, et que le camarade qui propose le contraire, qui a encore des rêves démocratiques, quels qu'ils soient, est un traître, consciemment ou non.
- 10) Et surtout ceci : s'armer. Qui que tu sois, et où que ce soit et par quelque procédé que ce soit, consigne : Arme-toi, et après. si tu le peux, arme ton voisin pendant que tu fais tout ton possible pour désarmer l'ennemi. »

(Renovación, 17 février 1934.)

Document 17 : Pacte d'Alliance ouvrière dans les Asturies.

« Les organisations soussignées conviennent entre elles de reconnaître que face à la situation économique et politique du régime bourgeois, l'action unie de tous les secteurs ouvriers s'impose, avec l'objectif exclusif de promouvoir et de mener à bien la révolution sociale. A cette fin, chaque organisation soussignée s'engage à réaliser les termes de l'engagement ainsi déterminé aux conditions suivantes :

- 1) Les organisations signataires de ce pacte travailleront d'un commun accord jusqu'au triomphe de la révolution sociale en Espagne, y établissant un régime d'égalité économique, politique et sociale, fondé sur les principes socialistes fédéralistes.
- 2) Pour parvenir à ce but, on constituera à Oviedo un Comité exécutif représentant toutes les organisations adhérant au dit pacte, lequel agira en accord avec un autre, national, et de caractère identique répondant aux nécessités de l'action générale dans l'ensemble de l'Espagne.
- 3) Comme conséquence logique des conditions 1) et 2) du dit pacte, il est entendu que la constitution du Comité national est la prémisses indispensable (au cas où les événements se déroulent normalement) pour entreprendre toute action en relation avec les objectifs de ce pacte pour autant qu'il s'efforce de réaliser une entreprise nationale. Le Comité national à constituer sera le seul habilité à ordonner à celui qui s'installera à Oviedo les opérations à entreprendre en relation avec le mouvement qui éclatera dans toute l'Espagne.
- 4) Dans chaque localité des Asturies sera constitué un Comité qui devra être composé de délégués de chacune des organisations signataires et de celles qui, apportant leur adhésion, seront admises au sein du Comité exécutif.
- 5) A partir de la date de signature de ce pacte, cesseront toutes les campagnes de propagande qui pourraient gêner ou aigrir les relations entre les différentes parties ainsi alliées, sans que cela puisse pour autant signifier l'abandon du travail doctrinal serein et raisonné entrepris par les différents secteurs du mouvement ouvrier qui intègrent l'Alliance ouvrière révolutionnaire tout en conservant, à telle fin, leur indépendance politique.
- 6) Le Comité exécutif élaborera un plan d'action qui, grâce à l'effort révolutionnaire du prolétariat, assurera le triomphe révolutionnaire du prolétariat sous ses différents aspects et le consolidera selon les normes d'un accord à établir.
- 7) Deviendront clauses additionnelles au présent pacte toutes les décisions du Comité exécutif dont l'exécution sera obligatoire pour toutes les organisations représentées, ces décisions étant à observer strictement, tant pendant la période de préparation révolutionnaire qu'après la victoire. Il est bien entendu que les décisions du dit Comité exécutif s'inspireront du contenu de ce pacte.
- 8) L'engagement contracté par les organisations soussignées prendra fin au moment où aura été implanté le régime mentionné à l'article 1) avec ses organismes propres, librement élus par la classe ouvrière et par le procédé qui aura été indiqué par la réalisation de l'œuvre de ce pacte.
- 9) Considérant que ce pacte constitue un accord entre organisations de la classe ouvrière afin de coordonner leur action contre le régime bourgeois et de l'abolir, les organisations qui auraient un lien organique avec ces partis bourgeois le rompraient automatiquement afin de se consacrer exclusivement à la poursuite des objectifs déterminés par le présent pacte.
- 10) De cette alliance révolutionnaire, font partie... »

Signé le 28 mars 1934 par les représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T. aux Asturies, puis par ceux de la Fédération socialiste asturienne, de la Jeunesse socialiste des Asturies, du Bloc ouvrier et paysan, du Syndicat mineur asturien (U.G.T.), de la Gauche communiste, des Jeunesses libertaires.

Document 18 : Le Parti communiste et l'Alliance ouvrière.

... « Les camarades alliancistes agissent à l'égal d'Hitler à l'égard des communistes, devant des ouvriers qu'ils

arrivent à tromper...

... Cette Alliance est formée des chefs de la C.N.T. qui défendaient la politique du « se suffire à soi-même », des chefs comme Pestaña, dont la politique est définie dans l'opuscule anti-communiste « Soixante jours en Russie », des individus comme Maurín qui est passé de l'Internationale communiste à celle du Parallèle. De cette alliance font partie les chefs socialistes qui ont saboté tous les mouvements ouvriers, ceux qui ont répandu à haute dose l'opium réformiste, les collaborateurs d'Anido et de Primo de Rivera, les pompiers de la révolution, ces gens qui ont soutenu la politique des Gardes d'assaut, les augmentations des soldes de la Garde civile, les massacres d'Arnedo, d'Epila, de Casas Viejas, etc.

... Cette Alliance n'a été formée que pour duper les travailleurs, leur faire croire que le front unique est un fait, pour empêcher que le véritable front unique se réalise sur les lieux de travail, dans les usines et les quartiers ouvriers. Cette Alliance n'est rien d'autre qu'un commérage de chefs dont les bases idéologiques reposent sur un tas de fumier politique... Cette Alliance n'est rien d'autre qu'une cabale anti-communiste. »

(Ramón Rodríguez, « Frente unico y Alianza Obrera », *El Noroeste*, 15 mai 1934.)

Document 19 : Opinion de l'I.C. sur l'évolution de la J.S.

« La Jeunesse socialiste d'Espagne se prononce aujourd'hui encore pour la dictature du prolétariat, pour la lutte immédiate pour le pouvoir. C'est sous ce signe que se déroula la dernière session des Jeunesses socialistes. Celles-ci se sont prononcées contre la collaboration du P.S. avec les partis bourgeois. Mais, à côté des thèses qui prouvent la radicalisation de la Jeunesse socialiste, le congrès a pris une décision sur l'inutilité d'une plus longue participation aux Cortes, étant donné que « pour les intérêts de la révolution socialiste, abandonner le parlement sera plus utile, afin de se consacrer entièrement à l'action révolutionnaire. » Ce point de vue pseudo-révolutionnaire et en réalité anarcho-syndicaliste a trouvé son expression dans l'attitude négative de la Jeunesse socialiste vis-à-vis de la lutte pour les revendications quotidiennes des jeunes.

Il est caractéristique que les Partis socialistes efforcent de mener aujourd'hui la lutte contre les Partis communistes par des phrases « de gauche », intervenant contre le déploiement de la lutte économique des ouvriers comme une des méthodes d'entraînement des grandes masses prolétariennes dans la lutte pour le pouvoir.

Le Comité central des J.S. a même rompu les pourparlers avec les Jeunesses communistes d'Espagne sous prétexte que leurs propositions de lutter pour les revendications quotidiennes de la jeunesse ouvrière et travailleuse démasquent... le réformisme des J.C.

... Dans la *Juventud roja*, organe des Jeunesses communistes espagnoles, on pouvait lire, il y a quelques mois, l'information suivante provenant d'une organisation locale : « Les Jeunesses socialistes nous ont proposé une alliance pour la lutte contre la bourgeoisie. Ce ne sont pas les Jeunesses socialistes qui la proposent, mais les manœuvres de toute la bourgeoisie. Nous avons accepté, mais sur la base d'une lutte concrète, de nos mots d'ordre. Nous avons naturellement mis au premier plan la lutte contre leurs chefs qui servent le bloc contre-révolutionnaire. Cependant ils n'accepteront pas de telles formes de front unique pour ne pas combattre contre leurs chefs. C'est alors que nous démasquerons leur rôle contre-révolutionnaire. »

(N. Frumkin, « La crise dans les Jeunesses socialistes », *L'Internationale communiste*, n° 18, pp. 1204 et 1212, 20 septembre 1934.)

Document 20 : L'insurrection dans les Asturies expliquée par un socialiste de gauche.

« Cet esprit de combat avait mordu surtout dans les jeunesses ouvrières, tout imprégnées de propagande communiste et particulièrement trotskyste, y compris dans les rangs socialistes. On peut dire que la révolution a été l'œuvre des jeunesses prolétaires... Quand on connaîtra tous les détails de cette large et profonde insurrection, on verra que les jeunesses ouvrières, à elles seules, l'auraient déchaînée même contre la volonté des dirigeants syndicalistes. Elle a été un mouvement irrésistible, parti d'en bas, d'une masse qui n'était pas disposée à laisser échapper sa bataille contre le fascisme. La tension révolutionnaire avait atteint un degré tel que, si elle n'avait pas explosé, le prolétariat de tendance socialiste aurait brisé ses cadres syndicaux et rejoint ceux qui étaient de caractère communiste ou anarcho-syndicaliste. Ce prolétariat, jusque-là pacifique, exigeait le baptême du feu comme le début d'une nouvelle attitude historique. »

(Luis Araquistáin, « *La revolución de Octubre en España* », *Leviatan*, n° 21, février 1936, p. 33.)

Document 21 : Appel de la Jeunesse communiste espagnole à l'unité internationale (Extraits).

« Camarades,

Pendant la révolution d'Octobre, nous avons lutté ensemble contre le fascisme, dans un même bloc et pour le même

but.

Pourquoi n'en est-il plus ainsi ? Pourquoi continuer séparément si notre ligne est la même ? La Jeunesse socialiste a rompu définitivement avec le réformisme social-démocrate, et elle entend, d'accord avec la Jeunesse socialiste de France, de Belgique, de Suisse, de Tchécoslovaquie, d'Angleterre et d'Autriche, entreprendre la reconstruction du mouvement de la jeunesse sur la base la plus pure du marxisme révolutionnaire. La direction internationale nécessaire pour obtenir la victoire n'existe pas. La Seconde et la Troisième Internationale ont perdu leur rôle dirigeant. A la suite de la victoire d'Hitler, un nouveau mouvement a pris naissance. Nous croyons qu'il est nécessaire et urgent de le faire aboutir.

Retournons à Marx et à Lénine. Unissons la jeunesse prolétarienne dans une Internationale qui ait rompu avec les erreurs du passé.

C'est pourquoi nous invitons la Jeunesse communiste, les jeunes communistes de gauche, la jeunesse du Parti communiste ibérique à entrer en masse, en tant que telles, dans la Jeunesse socialiste d'Espagne. Nous invitons la jeunesse prolétarienne révolutionnaire à se rallier à notre drapeau pour la reconstruction du mouvement prolétarien international.

Pour l'unité organique de la Jeunesse révolutionnaire! Pour une Internationale marxiste! Pour le drapeau de Marx et de Lénine ! Nous avons eu au sujet de cette proposition une discussion avec la Jeunesse communiste : celle-ci a repoussé de façon sectaire nos propositions. Pourtant nous n'avons pas perdu confiance.

Jeunes communistes, faites pression sur votre direction pour que soit réalisée l'unité organique ! Jeunes ouvriers, la Jeunesse socialiste d'Espagne vous appelle à l'unité ! Vive la révolution d'Octobre ! Vive l'unité organique ! »

(Traduction française dans *La Vérité*, no 231, 10 février 1935.)

Document 22 : Appel de Santiago Carrillo à l'unité révolutionnaire.

« Les dissidents dirigés par Trotsky, l'infatigable révolutionnaire, représentent une tendance du prolétariat.

Le Bloc ouvrier et paysan est circonscrit à la seule Catalogne.

Lorsque l'épuration du Parti socialiste sera réalisée, ces groupes pourront-ils refuser d'entrer dans notre Parti ? »

(Déclaration faite le 9 août 1935, reproduite dans *La Batalla*, 11 février 1937.)

ANNEXE III – LE FRONT POPULAIRE

Document 23 : déclaration du PCE pour son entrée dans l'Alliance ouvrière.

« Les Alliances ouvrières - leur nom l'indique - sont apparues en tant qu'organe d'une seule des forces motrices fondamentales de la révolution, celle du prolétariat - la force dirigeante - mais laissent en dehors la seconde, qui est la paysannerie, sans l'alliance de laquelle la révolution ne peut triompher.

C'est pour cela que l'Alliance ouvrière doit s'appeler Alliance ouvrière et paysanne et changer non seulement de nom, mais de contenu, en incorporant dans ses rangs les organisations de la paysannerie.

Dans les Alliances ouvrières ne sont pas représentées les masses de la C.N.T., de la C.G.T.U., des syndicats autonomes, et en est absente la grande masse des ouvriers inorganisés... et les travailleurs en uniforme. Afin que les Alliances expriment démocratiquement la volonté révolutionnaire des masses, il faut qu'elles soient régies par les règles de la démocratie prolétarienne et que les délégués qui y siègent soient démocratiquement désignés par les assemblées de travailleurs des organismes qui les composent. Il est également nécessaire que les Alliances soient des organes de front unique de lutte pour toutes les actions des ouvriers et des masses paysannes, qu'elles soient ou non partielles, économiques, politiques, les orientant vers les objectifs ultimes.

... Le Comité central du Parti communiste d'Espagne (section de l'I.C.) se prononce pour l'entrée de toutes ses organisations dans les Alliances ouvrières là où elles existent, et invite à les créer là où elles n'existent pas. En même temps, il appelle les fractions communistes de toutes les organisations de masse à proposer l'entrée immédiate de ces dernières dans les Alliances ouvrières. En entrant dans les Alliances, le Comité central déclare que les communistes propageront et défendront cordialement et démocratiquement leurs points de vue et méthodes d'organisation à l'intérieur des Alliances ouvrières, avec l'objectif de convaincre les autres forces qui en font partie de la justesse des méthodes d'organisation, de la tactique et de la ligne politique du Parti communiste. »

(*Guerra y Revolución en España*, I, pp. 58-59.)

Document 24 : Le tournant de la Jeunesse socialiste vers Moscou

Valence, le 22 novembre 1935.

« Au camarade G. Dimitrov, Moscou.

Cher Camarade,

Les Jeunesses socialistes et avec elles tout le prolétariat espagnol ont suivi avec un intérêt exceptionnel les délibérations du VII^{ème} congrès de l'Internationale communiste et lu avec une grande satisfaction votre rapport sur l'unité ouvrière contre la bourgeoisie et le fascisme.

L'Octobre rouge espagnol a été une démonstration de l'esprit révolutionnaire qui animait le prolétariat espagnol et de sa décision de lutter en rangs unis pour la cause commune de tous les travailleurs. Cet esprit, camarade Dimitrov, est plus ferme encore aujourd'hui, et nous avons l'espoir que l'union des camarades communistes et socialistes se fera rapidement et permettra de réaliser prochainement les désirs exprimés dans votre rapport, qui nous semblent être d'une très grande justesse et le résultat d'une vision claire des problèmes touchant la classe ouvrière du monde entier.

Pendant que se tenait le VII^{ème} congrès de l'Internationale communiste qui vous a si heureusement élu secrétaire général, avait lieu à Valence le IV^e congrès de la Fédération provinciale des Jeunesses socialistes de Valence, auquel assistait une délégation fraternelle de jeunes communistes. A ce congrès fut adoptée à l'unanimité, saluée par des ovations, une résolution qui traduisait le désir des jeunes marxistes de la province de Valence et de l'Espagne entière d'éditer en commun un numéro spécial des journaux *Adelante* et *Verdad*, le premier organe des Jeunesses socialistes de Valence, le second, des camarades communistes.

Ce numéro spécial doit paraître le 22 courant et sera consacré à la commémoration de l'anniversaire de la glorieuse révolution russe. C'est pourquoi nous vous prions de nous faire parvenir quelques lignes de votre main qui seront un autographe de vous, ainsi qu'un article. Notre numéro contiendra des articles des camarades les plus en vue des Partis et des Jeunesses socialistes et communistes.

Nous voulons espérer, cher camarade, que vous voudrez bien contribuer à la tâche que nous voulons accomplir en publiant le numéro spécial d'*Adelante-Verdad*.

Présentez au camarade Staline, digne chef du prolétariat de l'Union soviétique, l'expression sincère de notre admiration, de la grande affection que nous, révolutionnaires espagnols, avons pour lui, et faites part aussi de notre admiration à tout le prolétariat de l'U.R.S.S. pour l'œuvre magnifique d'édification socialiste qu'il réalise avec tant d'abnégation.

Nous vous renouvelons, camarade Dimitrov, l'expression de notre immense affection et de notre profond

attachement, et nous demeurons dévoués à vous et à la cause de la classe ouvrière.

Signé : *Justo M. Amutio*
rédacteur en chef de la rédaction d'*Adelante-Verdad*
(*L'Internationale communiste*, n°20, novembre 1935, p. 1594-1595.)

Document 25 : programme de l'alliance électorale de 1936.

« Les partis républicains, Gauche républicaine, Union républicaine et le Parti socialiste, en son nom propre et au nom de l'Union générale des travailleurs, la Fédération nationale des Jeunesses socialistes, le Parti communiste, le Parti syndicaliste et le Parti ouvrier d'unification marxiste, sans pour autant renoncer aux principes de base de leurs doctrines respectives, sont arrivés à élaborer un plan politique commun servant de base et de charte à la coalition de leurs forces respectives dans la compétition électorale prochaine, et de normes de gouvernement que devraient appliquer les partis républicains de gauche avec l'appui des forces ouvrières en cas de victoire. Ils déclarent devant l'opinion publique les bases et les limites de leur accord politique. En outre, ils les présentent à l'examen des autres organisations républicaines ou ouvrières pour que, dans le cas où elles l'estimeraient conforme aux intérêts nationaux de la République, elles rejoignent, dans de telles conditions, le bloc des gauches qui doit lutter contre la réaction au cours des élections générales des députés aux Cortes.

I

Comme présumé indispensable de la paix publique, les partis coalisés s'engagent :

1) A accorder par la loi une large amnistie des délits politiques et sociaux commis antérieurement à novembre 1935, même quand ils n'ont pas été considérés comme tels par les tribunaux. Elle s'étendra également à ceux d'un caractère identique qui ne sont pas compris dans la loi du 24 avril 1934. Seront révisées, conformément à la loi, les sentences prononcées en application illicite de la loi sur le vagabondage, pour des motifs de caractère politique. Jusqu'à ce que soient habilitées les institutions prévues par cette loi, son application sera restreinte et on évitera que, par la suite, elle soit utilisée afin de punir des idées ou des actions politiques.

2) Les fonctionnaires ou employés qui ont été l'objet de suspension, déplacement ou licenciement, décidés sans garantie suffisantes ou pour des raisons politiques, seront rétablis dans leur poste.

Le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que soient réadmis dans leurs emplois respectifs les ouvriers qui auraient été renvoyés pour leurs idées ou pour le motif de grèves politiques dans toutes les corporations publiques, dans les entreprises gérant des services publics et toutes celles dans lesquelles l'État a une intervention directe.

En ce qui concerne les entreprises privées, le ministère du Travail adoptera les dispositions nécessaires pour l'étude de tous les cas de licenciement qui auraient reposé sur un motif politico-social et qui seront soumis aux jurys mixtes afin que ces derniers protègent dans leur droit, conformément à la législation antérieure à novembre 1933, ceux qui auraient été éliminés de façon illicite.

3) Il sera promulgué une loi concédant aux familles des victimes causées par les forces révolutionnaires ou par les actes illégaux de l'autorité et de la force publique au cours de la répression la réparation adéquate du dommage causé aux personnes.

II

Afin de défendre la liberté et la justice, comme mission spéciale de l'État républicain et de son régime constitutionnel, les partis coalisés :

1) Rétabliront le règne de la constitution. Les dispositions adoptées en infraction à la loi fondamentale seront abrogées. La loi organique du Tribunal des garanties devra être réformée afin d'empêcher que la défense de la constitution ne soit confiée à des hommes ayant des convictions ou des intérêts contraires au salut du régime.

2) On édictera les lois organiques, promises par la constitution, et nécessaires à son fonctionnement normal, et particulièrement les lois provinciale et municipale qui devront s'inspirer de façon plus rigoureuse de ses principes. Les Cortes réformeront leur règlement, modifiant la structure et les fonctions des commissions parlementaires qui auront à charge, à l'aide des organismes techniques qui leur seront adjoints, d'élaborer les lois.

3) Le principe de l'autorité est affirmé dans toute sa vigueur, mais les signataires s'engagent à l'exercer sans porter préjudice aux raisons de liberté et de justice. La loi d'ordre public sera révisée afin que, sans perdre de son efficacité défensive, elle garantisse mieux le citoyen contre l'arbitraire du pouvoir, en adoptant également les mesures nécessaires pour éviter la prorogation abusive des états d'exception.

4) Il sera organisé une justice affranchie des anciens critères de hiérarchie sociale, privilège économique et position politique. La justice, une fois réorganisée, sera dotée des conditions d'indépendance promises par la constitution. Les procédures civiles seront simplifiées, le recours devant les tribunaux de contentieux administratif sera accéléré, leur compétence étant élargie, et l'inculpé sera entouré de meilleures garanties dans les affaires de droit commun

(...) Le régime des prisons sera humanisé, avec la suppression des mauvais traitements et des interdictions de communiquer non décidées par la justice.

5) Les cas de violences d'agents de la force publique, commis sous les ordres des gouvernements réactionnaires, seront l'objet d'enquêtes sur les responsabilités concrètes jusqu'à découverte d'une responsabilité individuelle et sa sanction. Les fonctions de chaque corps seront définies dans les limites de leurs règlements respectifs. Leurs chefs seront sélectionnés, et sera puni d'exclusion tout agent ayant pris part à de mauvais traitements ou à des actes de partialité politique. Le corps de vigilance sera réorganisé avec des fonctionnaires capables d'une loyauté totale à l'égard du régime.

6) Les normes de discipline des fonctionnaires seront réorganisées avec établissement de sanctions graves pour toute négligence ou abus en faveur d'intérêts politiques ou au détriment du trésor public.

III

Les républicains n'acceptent pas le principe de la nationalisation de la terre et sa remise gratuite aux paysans demandés par les délégués du Parti socialiste. Ils considèrent comme convenables les mesures suivantes qui proposent le rachat des terres par le paysan et le cultivateur moyen et petit, non seulement pour faire œuvre de justice, mais parce qu'elles constituent la base la plus solide de la reconstruction économique nationale.

1) Comme mesures d'aide au cultivateur exploitant : abaissement des impôts et contributions. Répression spéciale contre l'usure. Diminution des rentes abusives. Intensification du crédit agricole. Revalorisation des produits de la terre, spécialement du froment et des autres céréales, adoption de moyens pour l'élimination des intermédiaires et une bonne entente avec les meuniers. Stimulation du commerce d'exportation des produits agricoles.

2) Comme mesures pour améliorer les conditions de la production agricole : les enseignements agricoles seront organisés et l'État procurera des conseillers techniques. Des plans de répartition des cultures et d'implantation de nouvelles seront préparés avec l'aide technique et économique de l'administration publique. Protection des pâtures, de l'élevage et du reboisement. Travaux hydrauliques et construction de postes de secours, transformation de ces derniers pour l'irrigation des cultures. Chemins et constructions rurales.

3) Comme mesures pour la réforme de la propriété de la terre. Dérogation immédiate de la loi sur les fermages. Révision de tous les congés donnés. Consolidation de la propriété, liquidation préalable, pour les fermiers anciens et petits. On élaborera une loi sur les fermages qui assure : La stabilité sur la terre. La modicité de la rente susceptible d'être révisée. L'interdiction de la sous-location et de ses formes camouflées. L'indemnisation pour les améliorations utiles et nécessaires, réalisées par le fermier, de façon qu'elle soit effective avant le départ du domaine du cultivateur. Et l'accès à la propriété de la terre qui aura été cultivée pendant un certain temps.

Les formes de coopération seront stimulées et les exploitations collectives protégées. Il sera réalisé une politique d'installation de familles paysannes, en les dotant de secours techniques et financiers précis. Des règles seront définies pour le rachat des biens communaux. Il sera dérogé à la loi sur la dévolution et le paiement des propriétés de la noblesse.

IV

Notre industrie ne peut sortir de l'état de dépression dans lequel elle se trouve si n'est pas totalement réorganisé le système de protections accordées par l'État, selon le critère de la subordination coordonnée à l'intérêt général de l'économie. En conséquence il convient :

1) D'adopter une loi ou un système de lois qui fixe les bases de la protection de l'industrie, comprenant les tarifs, les exemptions fiscales, les méthodes de coordination, la régularisation des marchés et autres mesures de soutien dispensées par l'État dans l'intérêt de la production nationale, pour œuvrer à l'assainissement financier des industries afin d'alléger les charges de la spéculation qui grèvent sa rentabilité et entravent son développement.

2) De créer des institutions d'enquête économique et technique par lesquelles non seulement l'État puisse obtenir des éléments pour sa direction politique, mais aussi les entrepreneurs pour perfectionner leurs initiatives.

3) D'adopter les mesures nécessaires à la protection spéciale de la petite industrie et du petit commerce.

4) D'augmenter l'activité des industries fondamentales, par le moyen d'un plan de travaux publics, comprenant travaux d'urbanisation et d'amélioration de l'habitat rural, et dans lequel seraient calculés à l'avance les matériaux nécessaires et leur prix, afin d'assurer la rentabilité de ces travaux.

V

Les républicains considèrent les travaux publics non seulement comme un moyen de réaliser les services habituels de l'État ou comme une simple méthode circonstancielle et imparfaite de remédier au chômage, mais comme un moyen puissant de diriger l'épargne vers les sources les plus décisives de richesse et de progrès, délaissées par l'initiative des entrepreneurs.

Premièrement seront établis de vastes plans de construction d'habitations, urbaines et rurales, des services coopératifs et communaux, des ports, des voies de communication, des travaux d'irrigation et d'implantation de

cultures irriguées et d'amendement des terres.

Deuxièmement, pour y parvenir, on adoptera une réglementation législative et administrative garantissant l'utilité des travaux, leur bonne administration et la contribution à leur réalisation des intérêts privés directement favorisés.

Les républicains n'acceptent pas l'allocation de chômage demandée par les représentants ouvriers. Ils entendent que les mesures de politique agraire, celles qui ont à être menées à bien dans le domaine de l'industrie, les travaux publics et, en résumé, l'ensemble du plan de reconstruction nationale, doivent atteindre, non seulement leurs objectifs propres, mais le résultat essentiel de résorber le chômage.

VI

La propriété foncière et la banque doivent être au service de l'entreprise de reconstruction nationale, sans pour autant méconnaître que des forces aussi subtiles que celle du crédit ne peuvent être contraintes par des méthodes de coercition ni stimulées hors du domaine sûr des applications utiles et d'un emploi rémunérateur.

Les partis républicains n'acceptent pas les mesures de nationalisation des banques proposées par les partis ouvriers. Ils admettent certes que notre système bancaire nécessite certains perfectionnements s'il doit remplir la mission qui lui incombe dans la reconstruction économique de l'Espagne. Nous énumérons à titre d'exemple les mesures suivantes :

1) Direction de la Banque d'Espagne de façon à ce qu'elle remplisse sa fonction de régulation du crédit, comme l'exige l'intérêt de notre économie, en perdant son caractère de concurrente des banques et en liquidant ses immobilisations.

2) Soumission de la banque privée à des règles de fonctionnement [...] selon les principes classiques qu'a mis à nouveau en relief l'expérience des dernières crises, afin d'offrir une garantie sûre aux déposants et assurer les charges financières de la politique de reconstruction économique promise ici.

3) Amélioration du fonctionnement des caisses d'épargne afin qu'elles remplissent leur fonction de création de capitaux, en adoptant également les mesures nécessaires pour protéger l'épargne privée et celle qui relève de la responsabilité des promoteurs et gérants de tout type de compagnies.

En ce qui concerne la propriété foncière, on s'engage à mener à bien une réforme fiscale visant à une plus grande flexibilité des contributions et à la distribution la plus équitable des charges publiques en évitant que le crédit public soit abusivement employé aux fins de consommation.

Premièrement, de fond en comble les contributions directes seront révisées, axées normalement et réorganisées sur des bases progressives.

Deuxièmement, les contributions indirectes seront réformées en cherchant la coordination entre la dépense privée et la charge de la consommation.

Troisièmement, l'administration fiscale sera perfectionnée afin de servir d'instrument efficace à la nouvelle politique des contributions.

VII

La République telle que la conçoivent les partis républicains n'est pas une république dirigée par des motifs sociaux ou économiques de classe, mais un régime démocratique animé par des motifs d'intérêt public et de progrès social. C'est précisément pour cette raison que la politique républicaine a le devoir d'améliorer les conditions matérielles et morales des travailleurs jusqu'à la limite maximale que permet l'intérêt général de la production, indépendamment de l'importance des sacrifices à imposer à tous les privilèges économiques et sociaux.

Les partis républicains n'acceptent pas le contrôle ouvrier demandé par la délégation du Parti socialiste. Ils sont d'accord pour :

- Premièrement, rétablir la législation sociale dans la pureté de ses principes en vue de quoi seront édictées les dispositions nécessaires pour annuler les conséquences de celles qui dévoient son sens de la justice, en révisant les sanctions prévues, afin d'assurer la réalisation la plus loyale des lois sociales.

- Deuxièmement réorganiser la législation du travail dans des conditions d'indépendance afin non seulement que les parties intéressées acquièrent la conscience du caractère impartial de ses décisions, mais aussi pour qu'en aucun cas les motifs de l'intérêt général de la production ne demeurent sans la valorisation qui leur est due.

- Troisièmement, corriger l'effondrement des salaires de la campagne, véritables salaires de misère, en fixant des salaires minimaux afin d'assurer à tout travailleur une existence digne, et en créant le délit d'avilissement des salaires, automatiquement passible de poursuites devant les tribunaux.

Quoique la politique de reconstruction économique doive conduire à la résorption du chômage, il est nécessaire au moins d'organiser en outre sur le plan administratif et technique la lutte, en créant les services nécessaires de statistique, classification, bureaux de placement, des bourses du travail et de s'occuper particulièrement du chômage de la jeunesse, sans oublier non plus les institutions de prévision et de secours qui, promises par la

constitution, doivent être préparées sur des bases de type social.

Les républicains doivent consacrer à l'assistance publique, à la bienfaisance et à la santé, l'attention qu'elles méritent, chez tout peuple civilisé, sans marchander les sacrifices. L'unification, sous la direction de l'État, des diverses institutions de fondation privée, totalisant leurs disponibilités, sans porter atteinte à la volonté du fondateur.

VIII

La République doit considérer l'enseignement comme un attribut indéclinable de l'État, avec la mission supérieure d'assurer à la majorité des citoyens le plus haut niveau de connaissances et, par conséquent, le plus large niveau moral, au-delà des raisons confessionnelles et de classe sociale :

1) Seront impulsées, au rythme des premières années de la République, les créations d'écoles primaires, y établissant des cantines, des vestiaires, des colonies scolaires et autres institutions complémentaires. L'enseignement privé sera soumis à surveillance, dans l'intérêt de la culture, comme celle qui s'exerce dans les écoles publiques.

2) Seront créés les enseignements moyens et professionnels nécessaires pour donner une instruction à tous les citoyens en état de les recevoir.

3) Les enseignements universitaires et supérieurs seront concentrés afin d'être convenablement servis.

4) On aura recours aux méthodes nécessaires pour assurer l'accès à l'enseignement moyen et supérieur à la jeunesse ouvrière, et en général aux élèves sélectionnés pour leurs capacités.

Les partis coalisés remettront en vigueur la législation d'autonomie votée par les Cortes constituantes et développeront les principes d'autonomie énoncés dans la constitution.

La politique internationale sera orientée dans le sens de l'adhésion aux principes et aux méthodes de la Société des Nations.

Madrid, le 15 janvier 1936. Pour la Gauche républicaine : *Amos Salvador y Carreras*. Pour l'Union républicaine : *Bernardo Giner de los Rios*. Pour le Parti socialiste : *Juan Simeón Vidarte* et *Manuel Cordero*. Pour l'Union générale des travailleurs : *Francisco Largo Caballero*. Pour le Parti communiste : *Vicente Uribe*. Pour la Fédération nationale des Jeunesses socialistes : *José Cazorla*. Pour le Parti syndicaliste : *Angel Pestaña*. Pour le Parti ouvrier d'unification marxiste : *Juan Andrade*. »

Document 26 : Le Front populaire jugé par le P.O.U.M.

« ... L'expérience des résultats du Front populaire a déjà été vécue dans notre pays. Le Parti socialiste, en 1931-1933, a pratiqué la politique du Front populaire dont le Parti communiste propage aujourd'hui avec enthousiasme la deuxième édition. La collaboration républicano-socialiste a conduit au triomphe de la contre-révolution en novembre-décembre 1933.

Les conséquences seraient plus catastrophiques encore aujourd'hui si devait prévaloir la position des communistes officiels, plus radicaux-socialistes que communistes.

Cette interprétation qui est la nôtre du Front populaire n'est pas en contradiction, comme on pourrait le croire d'après les apparences, avec le fait que le P.O.U.M. a donné sa signature au document qui a servi de base pour les élections générales du 16 février 1936. Il s'agissait alors d'un simple pacte de caractère électoral ayant comme objectif principal l'amnistie. Le P.O.U.M. a donc développé sa propagande en toute indépendance, en signalant que le pacte ainsi conclu ne pouvait être interprété autrement que comme un pur compromis, exclusivement électoral... »

(¿ *Qué es y qué quiere el Partido Obrero de Unificación marxista ?*,
brochure du C.E. du P.O.U.M., pp. 13 -14.)

Document 27 : Le double pouvoir vu par le Président de la République

« C'est en réaction à la rébellion militaire, et comme conséquence du fait que le gouvernement se trouvait démuné de moyens de coercition, que se produisit le soulèvement prolétarien qui n'était pas dirigé contre le gouvernement... Une révolution doit s'emparer du commandement, s'installer au gouvernement, diriger le pays selon ses vues. Or ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ? Faute de forces, de plan politique, d'hommes jouissant d'autorité ? Pressentiment qu'un coup de main contre le pouvoir, même victorieux, ferait s'écrouler la résistance, nous opposerait au monde entier, et que nous perdriions la guerre ? Ou bien le calcul de créer clandestinement, en abusant de sa force, sans responsabilité et sous la couverture de gouvernements désarmés des situations de fait afin de les maintenir ensuite et de s'imposer à l'État quand il sortirait de sa léthargie...

L'œuvre révolutionnaire a commencé sous un gouvernement qui ne voulait ni ne pouvait la cautionner. Comment s'appelle une situation créée par un soulèvement qui commence et ne se termine pas, qui enfreint toutes les lois et ne renverse pas le gouvernement pour prendre sa place, couronné par un gouvernement qui abhorre et condamne

les événements mais ne peut ni les réprimer ni les empêcher. Elle s'appelle indiscipline, anarchie, désordre. L'ordre ancien aurait pu être remplacé par un autre, révolutionnaire ; il ne le fut pas. Il n'y avait plus ainsi qu'impuissance et désordre. »

(Manuel Azaña, *La Velada de Benicarlo*, p. 96.)

Document 28 : Les anarchistes et la question du pouvoir

a) Contre l'entrée dans le gouvernement.

« L'existence d'un gouvernement de Front populaire, loin de constituer un élément indispensable à la lutte anti-fasciste, correspond en réalité à une grossière imitation de cette même lutte.

Il est inutile de rappeler que, face à la préparation du « putsch » fasciste, les gouvernements de la Généralité et de Madrid n'ont absolument rien fait. Ils n'ont utilisé leur autorité que pour camoufler les manœuvres des éléments réactionnaires et de ceux dont le gouvernement était l'instrument conscient ou inconscient.

La guerre qui se déroule en Espagne est une guerre sociale.

L'importance du Pouvoir modérateur basé sur l'équilibre et la conservation des classes, ne saurait imposer une attitude définie dans cette lutte qui a ébranlé les fondements de ce même État qui ne dispose plus de la moindre sécurité. Il est, de plus, exact de dire que le gouvernement de Front populaire en Espagne n'est rien d'autre que le reflet d'un compromis entre la petite bourgeoisie et le capitalisme international.

Par la même force des faits, ce compromis n'a d'autre valeur que transitoire et devra laisser la place aux revendications et la ligne de conduite établies en vue d'une profonde transformation sociale.

On verra alors disparaître la plaie des négociants et des conservateurs qui agissent aujourd'hui à l'ombre des républicains et libéraux de Barcelone, Valence et Madrid. L'idée de remplacer ces gouvernements, gardiens débiles du « statu quo » de la propriété et de la finance étrangères, par un gouvernement fort, basé sur une idéologie et une organisation politique « révolutionnaire » ne saurait aboutir qu'à un ajournement de l'explosion révolutionnaire.

Il ne s'agit donc ni que le marxisme prenne le pouvoir, ni d'une autolimitation de l'action populaire par opportunisme politique. L'« État ouvrier » constitue le point final d'une action révolutionnaire et le début d'une nouvelle servitude.

La coordination des forces du Front populaire, l'organisation de l'approvisionnement en vivres au moyen d'une large collectivisation des entreprises est d'un intérêt vital pour parvenir à notre but. C'est là, bien évidemment, l'intérêt de l'heure.

Cela s'est réalisé jusqu'à maintenant de façon non gouvernementale, décentralisée, démilitarisée. On peut appliquer bien des perfectionnements à ces tâches nécessaires. Les syndicats de la C.N.T. ou de l'U.G.T. utilisent et peuvent utiliser toutes leurs forces pour un tel perfectionnement. Au contraire, la constitution d'un gouvernement de coalition avec ses luttes de basse politique entre majorités et minorités, sa bureaucratisation sur la base d'élites sélectionnées et la guerre fratricide que se livrent les tendances opposées rendraient impossible la réalisation de notre travail de libération en Espagne. Cela signifierait l'effondrement rapide de notre capacité d'action, de notre volonté unificatrice et le début d'une « débâcle » imminente face à un ennemi encore passablement fort.

Nous espérons que les travailleurs espagnols et étrangers comprendront la justesse des décisions prises en ce sens par la C.N.T. et la F.A.I. Le discrédit de l'État est la finalité du socialisme. Les faits démontrent que la liquidation de l'État bourgeois, réduit par asphyxie, résulte de l'expropriation économique et non précisément d'une orientation spontanée de la bourgeoisie « socialiste ». La Russie et l'Espagne en sont des exemples vivants. »

(« *L'inutilité du Gouvernement* », Boletín de Informaciones C.N.T., n°41, 3 septembre 1936.)

b) Pour.

« L'entrée de la C.N.T. dans le gouvernement central est l'un des événements politiques les plus importants de l'histoire politique de notre pays. Tant sur le plan des principes que par conviction, la C.N.T. a toujours été anti-étatiste et ennemie de toute forme de gouvernement. Mais les circonstances... ont changé la nature du gouvernement espagnol et de l'État espagnol.

Aujourd'hui, le gouvernement, en tant qu'instrument de contrôle des organes de l'État, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'État ne représente plus un organisme qui divise la société en classes. L'un et l'autre opprimeront même moins le peuple maintenant que des membres de la C.N.T. y sont intervenus. »

(*Solidaridad Obrera*, 4 novembre 1936.)

c) Après.

« Comme fille de vétérans anarchistes, descendante, pourrais-je dire, d'une véritable dynastie d'anti-autoritaires

avec un bilan, des réalisations, une vie de lutte consacrée à défendre les idées héritées de mes parents, mon acceptation du poste que m'assignait la C.N.T. avait plus de signification que la simple nomination d'un ministre. D'autres partis, d'autres organisations, d'autres secteurs ne peuvent pas apprécier la lutte interne au mouvement et la conscience même de ses membres, aussi bien alors que maintenant, comme conséquence de la participation de la C.N.T. au gouvernement. Ils ne le peuvent pas, mais le peuple peut, et, s'il ne peut pas, il faut l'informer. Il faut lui dire, que, pour nous, - qui avons sans cesse combattu contre l'État, qui avons toujours affirmé que rien, absolument rien ne pouvait être réalisé à travers l'État, que les mots de « gouvernement » et d'« autorité » signifiaient la négation de toute possibilité de liberté pour les hommes ou les nations - notre intervention dans le gouvernement en tant qu'organisation et qu'individus signifiait ou bien un acte d'audace historique d'une importance fondamentale, ou une rectification de tout un travail, de tout un passé, dans le domaine de la théorie et de la tactique.

Nous ne savions pas ce que cela signifiait. Nous savions seulement que nous étions pris dans un dilemme... Quand je fus nommée par la C.N.T. pour la représenter dans le gouvernement, j'étais membre du Comité régional de Catalogne... Quelles inhibitions, quels doutes, quelle angoisse ai-je eu à surmonter pour accepter ce poste ! Pour d'autres, il aurait pu signifier leur but, la satisfaction de leurs ambitions. Pour moi, il impliquait une rupture avec le travail de toute ma vie, avec tout un passé lié à l'idéal de mes parents. Cela signifiait un effort terrible, un effort que j'ai accompli au prix de bien des larmes. Mais j'ai accepté ce poste, je l'ai accepté, remportant une victoire sur moi-même. Je l'ai accepté, disposée à me dégager à mes propres yeux de la responsabilité de ce que je considérais comme une rupture avec tout ce que j'avais été, toujours fidèle à l'idéal de mes parents et de ma vie entière. Et c'est ainsi que je suis entrée au gouvernement. »

(Federica Montseny, *Fragua social*, 8 juin 1938.)

Document 29 : Le P.O.U.M. et la question du gouvernement

a) lors de son entrée au conseil de la Généralité

« L'impérieuse nécessité de mener la guerre jusqu'au bout, jusqu'à l'extermination totale de la canaille fasciste, de conduire l'économie du pays jusqu'au socialisme, unique moyen de reconstituer cette économie détruite par la guerre civile et de transformer radicalement la structure politique et sociale de la République, impose la formation d'un gouvernement ouvrier. Celui-ci devant rompre absolument avec la légalité républicaine bourgeoise d'avant en procédant à la convocation immédiate de Cortes constituantes élues par les Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, et qui élaborent la constitution du régime nouveau issu de la révolution.

En Catalogne, grâce à l'existence, d'une part de notre Parti qui a toujours maintenu son orientation aille aux principes du marxisme révolutionnaire, et d'autre part de la C.N.T. et de la F.A.I. qui, malgré leur confusionnisme idéologique et leurs erreurs de tactique, incarnent la puissante montée révolutionnaire des masses ouvrières, la politique du Front populaire n'a pas produit les mêmes dégâts que dans le reste de l'Espagne où le Parti socialiste qui dirige le mouvement et le Parti communiste se sont transformés en appendices des partis républicano-bourgeois et s'efforcent de contenir l'avance de la révolution prolétarienne. Du fait de ces circonstances, en Catalogne, la petite bourgeoisie républicaine a été entraînée par l'impétueux courant révolutionnaire jusqu'au point que, d'accord avec l'orientation et les objectifs du mouvement, elle a adopté des positions plus avancées que les socialistes et les stalinien.

Dès les premiers moments, la révolution a revêtu en Catalogne un caractère prolétarien, et la classe ouvrière s'est rendue maîtresse absolue de la situation. Les organes normaux de gouvernement continuent à exister normalement, mais l'apparition d'organismes parallèles comme le Comité central des milices et le Conseil de l'économie les a réduits à de simples fictions. Cet état de choses, compréhensible au début du mouvement, ne correspond déjà plus à la situation. La constitution d'un pouvoir fort s'impose, un pouvoir qui soit capable d'assumer la volonté d'émancipation du prolétariat et de créer la légalité révolutionnaire nouvelle basée sur l'expropriation de la bourgeoisie et l'établissement des fondements d'une économie socialiste. Cette mission, seul un gouvernement ouvrier peut l'accomplir. Dans ce sens, le comité central estime, aujourd'hui comme hier, que ce gouvernement devra être composé exclusivement de représentants des partis ouvriers et des organisations syndicales. Cependant, si ce point de vue n'est pas partagé par les autres organisations ouvrières, nous ne l'imposerons pas, d'autant plus que le mouvement républicain de gauche en Catalogne a un caractère profondément populaire - qui le distingue radicalement du républicanisme de gauche espagnol essentiellement bourgeois - et que les masses paysannes, les secteurs ouvriers qui constituent sa base s'orientent décidément vers la révolution et sont fortement influencés par les partis et organisations prolétariens. L'important est le programme et l'hégémonie du prolétariat, qui doit être garantie. Sur un point, il ne saurait y avoir de doute : le nouveau gouvernement doit faire une déclaration de principes sans équivoque, affirmant sa volonté de traduire dans une légalité révolutionnaire la poussée des masses, et de la diriger dans le sens de la révolution prolétarienne. Quant à l'hégémonie du prolétariat, la majorité absolue des représentants ouvriers l'assurera pleinement.

Un gouvernement de ce caractère imprimera à la révolution une grande accélération dans l'ensemble de la

péninsule. L'exemple de la Catalogne enhardira la classe laborieuse de tout le pays et cet exemple sera suivi avec enthousiasme, malgré les tentatives des partis traditionnels de la classe ouvrière espagnole, pour contenir la révolution. En conclusion, le comité central estime que le Parti doit donner tout son appui à la formation de ce gouvernement et accepter d'en faire partie.

Cette collaboration ne pourrait échouer que si toutes ces organisations de la classe ouvrière n'entraient pas dans le nouveau gouvernement, et particulièrement la C.N.T. et la F.A.I. Si, pour obtenir leur collaboration, il apparaît nécessaire de renoncer au nom de « gouvernement », notre parti n'y voit aucun inconvénient. Qu'on l'appelle Gouvernement, Junte ou Conseil, l'essentiel est que soit immédiatement constitué cet organisme que les circonstances exigent de façon impérieuse. »

(Résolution du comité central du P.O.U.M., *La Batalla*, 18 septembre 1936.)

b) Programme du P.O.U.M. après son exclusion du gouvernement de la Généralité.

« Il faut un gouvernement qui pourrait réaliser les aspirations des masses en donnant une solution radicale et concrète à tous les problèmes en créant un ordre nouveau qui constituerait la garantie de la révolution et de la victoire sur le front. Ce gouvernement ne peut être qu'un gouvernement formé des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, qui se proposerait comme but immédiat la réalisation du programme suivant :

- 1) Socialisation de la grande industrie et des transports.
- 2) Nationalisation des banques.
- 3) Municipalisation des logements.
- 4) Formation d'une armée contrôlée par la classe ouvrière.
- 5) Constitution d'un Corps de sûreté intérieur basé sur les Patrouilles de contrôle et le Corps d'investigation créés par la Révolution.
- 6) Offensive immédiate en Aragon.
- 7) Réduction des gros appointements.
- 8) Monopole du commerce extérieur.
- 9) Création d'une industrie de guerre puissante, socialisée et rigoureusement centralisée.
- 10) Nationalisation de la terre, la remettant à ceux qui la travaillent, en leur accordant les crédits nécessaires. Exploitation collective des grandes entreprises et aide économique aux entreprises de type collectif créées au cours de la révolution et qui ont démontré leur vitalité.
- 11) Lutte implacable contre les accapareurs et les agioteurs par un contrôle rigoureux et direct de la répartition et des prix des vivres.
- 12) Organisation rapide et efficace de la défense aérienne et maritime de tout le territoire. .
- 13) Convocation d'un Congrès des délégués des syndicats ouvriers et paysans et des combattants, qui établirait les fondements du nouveau régime et élirait un gouvernement ouvrier et paysan qui serait le plus démocratique qu'on ait connu jusqu'à présent, car il exprimerait sans équivoque la volonté de l'immense majorité du pays, et aurait toute autorité pour consolider le nouvel ordre révolutionnaire. »

La Batalla (30 mars 1937).

Document 30 : La politique du P.C. espagnol

a) Caractère de la révolution.

« La révolution qui se déroule dans notre pays est la révolution démocratique bourgeoise qui a été réalisée il n'y a plus d'un siècle dans d'autres pays comme la France et nous, communistes, sommes des combattants de première ligne dans la lutte contre les forces obscurantistes du passé.

Cessez de conjurer le spectre du communisme, vous, les généraux, tant de fois traîtres, avec l'idée d'isoler le peuple espagnol dans cette lutte magnifique contre ceux qui veulent transformer l'Espagne en un pays tragique, arriéré, dans lequel les militaires, le clergé et les caciques seraient les maîtres absolus de la vie et de la propriété ! Nous, communistes, nous défendons un régime de liberté et de démocratie, et, côte à côte avec les républicains, les socialistes, les anarchistes, nous empêcherons l'Espagne de revenir en arrière, à tout prix...

C'est un mensonge de parler de chaos, un mensonge de dire qu'il existe une situation de chaos ici, comme le font les comptes rendus des traîtres à la république ! En cette heure historique, le Parti communiste, fidèle à ses principes révolutionnaires et respectueux de la volonté du peuple se place aux côtés du gouvernement qui exprime cette volonté, aux côtés de la République, aux côtés de la démocratie...

Le gouvernement espagnol est un gouvernement issu du triomphe électoral du 16 février et nous le soutenons et le

défendons, parce qu'il est le représentant légal du peuple en lutte pour la démocratie et la liberté...

Vive la lutte du peuple contre la réaction et le fascisme! Vive la république démocratique ! »

(Dolorès Ibarruri, *Mundo Obrero*, 30 juillet 1936.)

b) Contre les « trotskystes ».

« Notre ennemi principal, ce sont les fascistes. Cependant ces derniers ne comprennent pas seulement les fascistes proprement dits, mais aussi leurs agents, ceux qui travaillent pour eux. Bien entendu, si ces agents disaient : « Nous sommes fascistes et nous travaillons dans vos rangs pour vous créer des difficultés », nous les arrêterions immédiatement. C'est pour cela qu'ils doivent s'intituler autrement... Quelques-uns s'intitulent trotskystes, ce qui est le nom qu'utilisent de nombreux fascistes déguisés qui emploient un langage révolutionnaire pour semer la confusion...

Tout travailleur doit connaître le procès des trotskistes qui s'est déroulé en U.R.S.S. C'est Trotsky lui-même qui dirigeait la bande de criminels qui faisait dérailler les trains en Union soviétique, réalisait des sabotages dans les grandes usines, et faisait tout pour découvrir des secrets militaires afin de les livrer à Hitler et aux impérialistes japonais. Et, au vu du fait que tout cela a été révélé au cours du procès, et que les trotskystes ont déclaré qu'ils avaient commis tout cela sous la direction de Trotsky et en complicité avec Hitler et les impérialistes japonais, je demande donc : n'est-il pas parfaitement clair que les trotskystes ne constituent pas une organisation politique ou sociale d'une tendance définie comme les anarchistes, les socialistes ou les républicains, mais une bande d'espions et de provocateurs au service du fascisme international ? Il faut détruire les provocateurs trotskystes ! C'est pourquoi j'ai déclaré dans mon discours à la dernière session plénière du comité central que non seulement il fallait les liquider en Espagne, suspendre leur presse, dissoudre leur organisation, mais qu'il fallait les extirper de tous les pays civilisés, si nous voulions réellement nous débarrasser de cette vermine... En Espagne même, qui, sinon les trotskystes, a inspiré le putsch criminel en Catalogne ? ... Si, après dix mois de guerre,... le gouvernement n'établit pas l'ordre, alors je serai forcé de conclure, et je suis sûr que tout antifasciste en fera autant, qu'un autre gouvernement de Front populaire devra le faire. »

(José Diaz, discours du 9 mai 1937, *Tres Años de Lucha*, pp. 350- 366.)

c) avec les « démocraties »

« Nous voulons l'aide (des états démocratiques) et nous croyons que de cette façon ils défendront leurs propres intérêts.

Nous essayons de le leur faire comprendre et d'obtenir leur aide... Nous savons parfaitement que les agresseurs fascistes trouvent dans tous les pays des groupes bourgeois pour les soutenir, comme les conservateurs en Angleterre et la droite en France, mais l'agression fasciste progresse à un tel rythme que les intérêts nationaux, dans un pays comme la France, par exemple, doivent convaincre tous les hommes qui désirent la liberté et l'indépendance de leur pays de la nécessité de se dresser contre cette agression. Et aujourd'hui, il n'est pas de voie plus efficace que d'aider concrètement le peuple espagnol. »

(José Diaz, *Frente rojo*, 30 mars 1938, reproduit dans *Tres Años de Lucha*, pp. 461-463.)

d) Pour la république parlementaire.

« Nous nous battons pour la république démocratique et nous n'avons pas honte de le dire. Confrontés au fascisme et à l'intervention étrangère nous ne combattons pas actuellement pour la révolution socialiste. Certains disent qu'à cette étape nous devrions combattre pour la révolution socialiste, et d'autres qui disent même que nous commettons une tromperie, que nous sommes en train de manœuvrer pour dissimuler notre politique réelle quand nous déclarons que nous défendons la république démocratique. Et pourtant, camarades, nous nous battons pour une république démocratique, et plus encore, pour une république démocratique et parlementaire. Il ne s'agit pas de tromper l'opinion démocratique espagnole ni de tromper l'opinion démocratique mondiale. Nous combattons sincèrement pour la république démocratique, parce que nous savons que si nous commettons l'erreur de combattre en ce moment pour la révolution socialiste dans notre pays - et même pour une période relativement éloignée après la victoire - nous donnerions la victoire au fascisme ; nous verrions dans notre pays non seulement les envahisseurs fascistes, mais, à leurs côtés, les gouvernements bourgeois démocratiques du monde, qui ont déjà dit explicitement que dans la situation européenne actuelle ils ne toléreraient pas une dictature du prolétariat dans notre pays. »

(Santiago Carrillo, discours à la conférence nationale de janvier 1937 des J.S.U., *En marcha hacia la victoria*, p. 10.)

Document 31 : Les communistes et la défense de Madrid

a) Manifeste du 5^o régiment (26 septembre 1936).

« Dans tous les quartiers, partout, des coupes de miliciens, hommes et femmes, avec volonté, avec décision, prêts à

réaliser le travail et à fortifier Madrid.

Tous les miliciens armés, au front !

Tous les hommes qui ne sont pas miliciens et peuvent travailler à la construction de fortifications, prêts à creuser des tranchées !

Chaque maison, chaque rue, chaque quartier doit être transformé en forteresse. »

(Cité par Jesús Hernández, *Rojo y Negro*, pp. 294- 295.)

b) Manifeste du comité central du Parti communiste (2 novembre 1936).

« MADRID EST EN DANGER !

Sans pessimisme, avec la certitude absolue du triomphe de la cause que défend avec un héroïsme surhumain le peuple espagnol, mais conscient de la gravité du moment que nous vivons, le comité central du Parti communiste espagnol s'adresse à tous les travailleurs et essentiellement aux communistes pour les prévenir de l'imminence du danger qui menace la capitale de la République et pour les conjurer de faire l'effort maximum qui permettra d'infliger le plus rapidement possible une défaite à l'ennemi et de passer à la contre-offensive qui rétablira définitivement la situation de notre pays.

Madrid est la proie que l'ennemi convoite le plus, c'est vers Madrid que convergent tous ses efforts, c'est sur Madrid qu'il concentre tous ses effectifs, toute sa puissance de feu. Grâce à l'aide de l'Allemagne, de l'Italie et du Portugal qui ont fourni à la canaille insurgée toutes sortes de matériels lourds modernes contre lesquels notre armée n'a pu agir efficacement, il a été possible aux factieux d'approcher du cœur de l'Espagne républicaine.

Mais, malgré tout, dans l'esprit de tous, vit profondément enracinée la conviction que Madrid sera inexpugnable grâce à l'héroïque effort des masses populaires, décidées à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang. Et cette conviction est basée non seulement sur leur héroïsme, mais aussi sur la puissance des armes modernes que le peuple lui-même, dans un effort magnifique, a su se forger et qui nous sont nécessaires pour vaincre.

Le devoir des communistes est d'organiser, de discipliner et de mener au combat les milliers d'hommes du peuple qui sont prêts à donner leur vie pour sauver la patrie, la démocratie, et pour écraser le fascisme, car le facteur décisif de toutes les guerres est le facteur humain.

Madrid ne sera pas conquis par les hordes fascistes ! Communistes d'Espagne : en avant pour la défense de Madrid ! Plus que personne, camarades, nous devons être les premiers à faire les efforts et les sacrifices nécessaires, à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour défendre la cause de la liberté qui est la cause du peuple.

Notre parti frère de l'Union soviétique nous a montré le chemin dans ses combats héroïques de 1917 et tout particulièrement dans sa défense de Pétrograd. Notre exemple, notre décision, notre héroïsme, doivent mobiliser et grouper en un étroit coude à coude tous ceux qui sont résolus à se sacrifier et à travailler à l'organisation de la défense de Madrid. Il faut un miracle d'organisation pour faire de Madrid une forteresse inexpugnable ; mais Madrid ne doit pas être défendu seulement de l'intérieur de la capitale. Madrid doit être défendu de dehors.

A l'héroïsme de son peuple doit répondre l'héroïsme des Espagnols de toute l'Espagne. Communistes ! Mobilisez sang trêve, sans hésitation, toutes nos forces : mettez-vous sans perdre un instant en contact avec toutes les organisations ouvrières et les partis politiques ; *Aujourd'hui, plus que jamais tous les embats doivent tendre vers un seul but : sauver Madrid.* Des hommes, des armes, des vivres, tout ce qu'il faudra sur Madrid et pour Madrid, qui est l'Espagne, qui est la République, qui est la Révolution.

Nous sauverons Madrid et nous sauverons l'Espagne, nous sauverons la République, nous sauverons la démocratie, nous sauverons notre liberté.

En ces heures historiques où se joue non seulement l'avenir de l'Espagne, mais l'avenir de la démocratie du monde entier, la solidarité internationale, la solidarité de tous les peuples démocratiques, qui, comme nous, comprennent la nécessité de lutter contre le fascisme ne doit pas nous faire défaut.

Travailleurs, vous qui croyez à la liberté, à la démocratie ! A Madrid, se joue le sort de la République démocratique et des libertés populaires. La défense de Madrid est le problème brûlant de l'heure, doit être la question primordiale pour toutes les populations d'Espagne.

La défense de Madrid doit être l'œuvre de toute l'Espagne populaire et antifasciste !

Peuples libres d'Euzkadi, de Catalogne ! La République a signifié pour vous le triomphe de vos idées ; vous avez trouvé en elle une large audience et une pleine compréhension de vos aspirations. Le triomphe du fascisme serait l'écrasement de vos libertés. Intensifiez votre offensive, et vous contribuerez par là à défendre Madrid, ce qui veut dire défendre la République, défendre votre liberté.

Paysans d'Andalousie, d'Estrémadure, de Galice, de Castille ! Organisez des guérillas contre les traîtres qui veulent vous réduire en esclavage ! Attaquez sur leurs arrières vos ennemis qui sont les nôtres ! Le triomphe de la

République sera pour vous la libération définitive : vous serez les maîtres de la terre, vous cesserez d'être des parias. Aidez les ouvriers des villes à écraser le fascisme.

Communistes, travailleurs d'Espagne, un dernier effort, l'effort qui s'impose toujours dans les moments critiques, et nous aurons sauvé notre cause, nous aurons sauvé l'avenir du peuple.

Tous debout pour la défense de Madrid ! Que demain l'ennemi se trouve devant un peuple qui défend, pied à pied, la terre qui est la sienne, qui défend, en faisant le sacrifice de sa vie, toutes les conquêtes démocratiques des masses populaires ! Communistes : au combat ! Intellectuels, bourgeois, défendez tous Madrid, défendez vos femmes, vos mères, vos elles, votre dignité et votre liberté menacées.

Nous voulons et nous voulons de toute notre âme que Madrid ne soit pas souillée par la botte immonde du fascisme.

Mais il faut se hâter : chaque minute que nous perdons, c'est une heure de gagnée pour l'ennemi.

Madrid sera invincible parce que ses hommes et ses femmes le veulent ! Communistes ! En avant vers la victoire ! Donnez tout, sacrifiez tout pour la défense de Madrid ! »

(*Mundo Obrero*, 2 novembre 1936.)

c) Deuxième manifeste du 5^o régiment (7 novembre).

« Le salut de Madrid est une question d'heures. Des milliers de miliciens luttent contre les Maures et les légionnaires étrangers qui prétendent écraser le peuple de Madrid. C'est l'heure historique de la bataille décisive.

On a répété pendant des mois que Madrid serait la tombe du fascisme, et voici venu le moment d'en faire une réalité.

Madrid, le Madrid des grandes concentrations antifascistes, des puissants syndicats ouvriers, Madrid qui a tant de fois vaincu la réaction, est sérieusement menacé.

Hommes et femmes de Madrid,

le monde entier dépend de nous, Madrilènes. Il faut que cette page de notre histoire que nous sommes en train de vivre se termine par notre triomphe. Madrid honorera le destin que l'Histoire lui a réservé.

Déjà les canons tonnent à nos portes. Tous les Madrilènes debout. Prêts à gagner, coûte que coûte. Chaque homme, chaque femme, un combattant. Nous lutterons et nous vaincrons. Mais pour cela il faut se préparer à la lutte, immédiatement, sans perdre des heures qui peuvent être précieuses pour le triomphe de notre cause.

Antifascistes,

Tous au combat. Nous répétons le mot d'ordre des premiers moments héroïques. Ces canailles fascistes, qui veulent nom écraser dans Madrid, ELLES NE PASSERONT PAS !

Elles ne passeront pas si chaque Madrilène grave dans son cœur ce désir fervent et fait tout ce qu'il peut pour le triomphe définitif.

Un dernier effort, et Madrid sera sauvé ! Tous unis, nous livrerons la bataille finale pour notre triomphe ! Vive Madrid, héroïque et antifasciste ! Tout pour la victoire ! Tout pour la guerre ! Au combat, Madrilènes ! A la victoire !

(*Guerra y Revolución en España*, 11, p. 161.)

d) Instructions du 5^o régiment a la population (7 novembre).

« 1) Dans les quartier où l'ennemi cherche à entrer, les miliciens doivent construire des barricades, faire des barrages, placer les obstacles qui empêchent les tanks ennemis de circuler à leur guise.

2) Occuper les maisons les plus importantes de la rue qu'il faut défendre, organiser la défense à partir des fenêtres. Un tank ne peut rien contre les hommes qui sont au premier et au second étage d'une maison. Et ces hommes, eux, peuvent lancer des grenades sur les tanks, détruire la cavalerie ennemie, faire reculer l'infanterie.

Ne jamais oublier que la lutte dans la rue et en ville est différente de la lutte en rase campagne.

Des fenêtres on peut tirer facilement sur tous les types d'attaquants.

3) Dans les rues, il faut organiser un service de vigilance, mais les miliciens qui en sont chargés doivent savoir dans quelle maison se réfugier en cas de danger pour résister ou attaquer.

De même les miliciens qui défendent les tranchées, parquets et postes, doivent savoir, en cas de retraite, où aller.

(*Guerra y Revolución en España*, 11, p. 162.)

e) Communiqué de la Junte de défense (12 novembre).

« La Junte de défense de Madrid a reçu de nombreuses demandes de la part des membres des Comités de voisins de la capitale demandant qu'un représentant de ces Comités fasse partie de la Junte. Comme la nomination de la Junte de défense a été faite par les organismes syndicaux et politiques en accord avec le gouvernement légitime, il est en

conséquence impossible qu'une représentation autre prenne place dans la Junte. »

(A.B.C., 12 novembre 1936.)

f) Appel lancé à la radio au nom du 5^o régiment.

« Il s'agit de conquérir la Liberté et l'Avenir ; il s'agit de suivre le merveilleux exemple des peuples de l'U.R.S.S. dont la solidarité renforce si puissamment notre foi dans le triomphe, de faire de l'Espagne un pays progressiste, un pays qui, tout en assurant le bien-être de son peuple, soit un bastion de la paix et du progrès dans le monde.

Combattants de l'Armée populaire et des Milices ! Jeunesse en armes ! L'avenir est entre vos mains ! Soyez dignes de ceux qui sont tombés ! Aux opprimés du monde entier, donnons le stimulant de notre victoire ! »

(Allocution prononcée à la radio du 5^o régiment par le commandant Trifón Medrano, membre de la direction des J.S.U. et du P.C..)

Document 32 : Le gouvernement de Staline et l'Espagne.

a) Lettre de Staline, Vorochilov, Molotov.

« Au Camarade Caballero :

Notre représentant plénipotentiaire, le camarade Rosenberg, nous a transmis l'expression de vos sentiments fraternels. Il nous a également informés que vous êtes inébranlablement animés par la certitude de la victoire. Permettez-nous de vous adresser nos remerciements fraternels et de vous assurer que nous partageons votre confiance dans la victoire du peuple espagnol.

Nous avons jugé et nous jugeons encore de notre devoir, dans la mesure de nos possibilités, d'aider le gouvernement espagnol qui dirige la lutte de tous les travailleurs, de tous les démocrates espagnols, contre la camarilla militaro-fasciste, auxiliaire des forces fascistes internationales.

La révolution espagnole s'ouvre des voies qui, par bien des aspects, diffèrent du chemin parcouru par la Russie. Ils déterminent de cette façon la différence des prémisses dans l'ordre social, historique et géographique, les exigences de la situation internationale, différentes de celles que rencontrait la révolution russe. Il est très possible que la voie parlementaire se révèle comme un procédé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne qu'elle ne le fut en Russie.

Nous croyons que notre expérience, surtout celle de notre guerre civile, dûment appliquée aux conditions particulières de la lutte révolutionnaire espagnole, peut avoir une valeur précise pour l'Espagne. Partant de là, et considérant vos demandes répétées, transmises en temps voulu par le camarade Rosenberg, nous consentons à mettre à votre disposition une série de spécialistes militaires à qui nous donnons comme instructions de conseiller sur le terrain militaire ceux des officiers espagnols auxquels vous destinerez leur aide.

Ils ont été fermement avertis de ne pas perdre de vue que, tenant compte de toute la conscience de la solidarité dont sont aujourd'hui pénétrés le peuple espagnol et les peuples de l'Union soviétique, le spécialiste soviétique, parce qu'il est étranger en Espagne, ne peut être réellement utile que s'il s'en tient rigoureusement à la fonction de conseiller et seulement à celle de conseiller.

Nous croyons que c'est précisément de cette façon que vous devez utiliser nos camarades militaires.

Nous vous demandons de nous informer amicalement de la façon dont nos camarades militaires parviennent à remplir les fonctions que vous leur confiez puisque c'est seulement dans le cas où vous considérez leur travail comme positif qu'il est opportun qu'ils demeurent en Espagne.

Nous vous demandons également de nous faire connaître directement et sans détours votre opinion sur le camarade Rosenberg ; s'il satisfait le gouvernement espagnol ou s'il convient de le remplacer par un autre représentant.

Quatre conseils amicaux que nous soumettons à votre discrétion :

1) Il conviendrait d'accorder de l'attention aux paysans, qui ont un grand poids dans un pays agraire comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal qui satisfassent leurs intérêts. Il conviendrait également de les attirer à l'armée et de former à l'arrière des armées fascistes des groupes de guérilleros composés de paysans. Des décrets en leur faveur pourraient faciliter le règlement de cette question.

2) Il conviendrait d'attirer aux côtés du gouvernement la bourgeoisie urbaine petite et moyenne ou, en tout cas, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement, en la protégeant contre toute confiscation et en lui assurant dans la mesure du possible la liberté du commerce. Dans le cas contraire, ces secteurs suivraient les fascistes.

3) Il ne faut pas repousser les dirigeants des partis républicains, mais, au contraire, les attirer, se rapprocher d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est en particulier nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azaña et de son groupe, en faisant tout ce qu'il est possible de faire pour les aider à surmonter leurs hésitations. Cela est également nécessaire pour empêcher que les ennemis de la République ne voient en elle une

république communiste, et pour empêcher ainsi leur intervention déclarée, ce qui constitue le plus grand péril pour l'Espagne républicaine.

4) On pourrait saisir l'occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes.

Salut fraternel,

Staline, Molotov et Vorochilov

21 décembre 1936. »

(*Guerra y Revolución en España*, t. II, pp. 101-102.
Texte russe hors-texte, p. 100, et traduction espagnole.)

b) Lettre de Largo Caballero aux dirigeants soviétiques.

« Camarades Staline, Molotov y Vorochilov :

Mes chers Camarades, la lettre que vous avez eu la bonté de m'envoyer par l'intermédiaire du camarade Rosenberg m'a procuré une très grande joie. Votre salutation fraternelle et votre foi fervente en la victoire du peuple espagnol m'ont produit une profonde satisfaction. A votre cordiale salutation et à votre ardente foi en notre triomphe, je réponds, de mon côté, par mes meilleurs sentiments.

L'aide que vous apportez au peuple espagnol et que vous vous êtes imposée à vous-mêmes en la considérant comme un devoir, nous a été et continue à nous être d'un grand bénéfice.

Soyez sûrs que nous l'estimons dans sa juste valeur.

Du fond du cœur, et au nom de l'Espagne, et très spécialement au nom des travailleurs, nous vous en sommes reconnaissants ; nous espérons que par la suite, comme jusqu'à présent, votre aide et votre conseil ne nous manqueront pas.

Vous avez raison de signaler qu'il existe de sensibles différences entre le développement qui suivit la révolution russe et celui qui suit la nôtre. En effet, comme vous le signalez vous-mêmes, les circonstances sont différentes : les conditions historiques de chaque peuple, le milieu géographique, l'état économique, l'évolution sociale, le développement culturel et surtout la maturité politique et syndicale dans laquelle se sont produites les deux révolutions, est différente. Mais, répondant à votre allusion, il convient de signaler que quelle que soit la chance que l'avenir réserve à l'institution parlementaire, elle ne jouit pas entre nous ni même entre les républicains, de défenseurs enthousiastes.

Les camarades qui, appelés par nous, sont venus nous aider, nous rendent de grands services. Leur grande expérience nous est très utile et contribue d'une manière efficace à la défense de l'Espagne dans sa lutte contre le fascisme. Je puis vous assurer qu'en accomplissent leur charge avec un véritable enthousiasme et un courage extraordinaire. Quant au camarade Rosenberg, je puis franchement vous dire que nous sommes satisfaits de sa conduite et de son activité parmi nous. Ici, tous l'aident. Il travaille beaucoup, avec excès, et préjudice pour sa santé affaiblie.

Je vous suis très reconnaissant de vos conseils d'ami que renferme la fin de votre lettre. Je les estime comme étant une preuve de votre bonne amitié et de votre intérêt pour le meilleur succès de notre lutte.

En effet, le problème agraire en Espagne est d'une importance exceptionnelle. Dès le premier moment notre gouvernement se préoccupa de protéger les apiculteurs en améliorant énormément les conditions de leur existence. Nous avons dans ce sens publié d'importants décrets. Mais malheureusement, on n'a pu éviter, au commencement surtout, qu'il se produisit à la campagne certains excès, mais ayons grand espoir qu'ils ne se reproduiront pas.

Je puis vous en dire autant de la petite bourgeoisie. Nous l'avons respectée, et proclamons constamment son droit de vivre et de se développer. Nous tâchons de nous l'attirer en la défendant contre les agressions possibles qu'elle a pu souffrir au commencement.

D'accord absolument sur ce que vous dites en rapport avec les forces politiques républicaines. Nous avons proposé à tout instant de les associer à l'œuvre du gouvernement et de la lutte.

Elles participent largement dans tous les organismes politiques et administratifs, autant locaux que provinciaux et nationaux. Ce qui arrive, c'est qu'elles-mêmes ne font à peu près rien pour accuser leur propre personnalité politique.

Et quant aux intérêts et propriétés des étrangers, citoyens de pays qui n'aident pas les rebelles, installés en Espagne, ils ont été respectés et mis sous la sauvegarde du gouvernement.

C'est ainsi que nous l'avons fait savoir en maintes occasions. C'est ainsi que nous le faisons. Et il est certain que je profiterai de la première occasion pour le répéter une fois de plus à tout le monde.

Salutations fraternelles :

Valence, le 12 janvier 1937. »

(*Guerra y Revolución en España*, t. 11, pp. 102-103,
texte original en français.)

ANNEXE IV – PROCES DE MOSCOU EN ESPAGNE

Document 33 : Note à la presse du Consulat général d'URSS à Barcelone

« Une des manœuvres de la presse vendue au fascisme international consiste à répandre la calomnie selon laquelle ce sont les représentants accrédités de l'Union soviétique auprès du gouvernement espagnol qui sont les dirigeants véritables de la politique extérieure espagnole.

Les objectifs que se fixent les laquais du fascisme en répandant de telles insinuations sont évidents. Ils veulent d'abord saper à l'extérieur le prestige du gouvernement républicain Espagnol, ensuite affaiblir le sentiment de solidarité fraternelle qui ne cesse de se renforcer entre les peuples d'Espagne et d'Union soviétique, principale base morale de la lutte antifasciste, troisièmement appuyer et renforcer les tendances à la désorganisation qui cherchent à miner le Front unique républicain et qui émanent de différents groupes incontrôlés et irresponsables.

C'est ainsi qu'il s'est trouvé parmi les organes de la presse catalane une feuille qui a entrepris d'appuyer cette campagne fasciste. Dans son numéro du 24 novembre, *La Batalla* prétend publier des matériaux sur les insinuations fascistes mentionnées ci-dessus.

Le consulat général de l'U.R.S.S. à Barcelone repousse avec mépris les lamentables inventions de cette feuille. »

Pour le consul général de l'U.R.S.S. à Barcelone :

Le chargé de presse, *Korobizine*
(*Solidaridad Obrera*, 27 novembre 1936.)

Document 34 : Andrés Nin : L'Espagne révolutionnaire et les procès de Moscou

... « Nous sommes fidèles au souvenir de la Révolution d'Octobre, de la glorieuse Internationale communiste, de ses quatre premiers congrès. Nous sommes contre l'ex-Internationale ex-communiste d'aujourd'hui. C'est parce que nous rappelons la tradition révolutionnaire du léninisme qu'on veut nous éliminer ici comme on élimine à Moscou la vieille garde bolchevique.

Entre la campagne de calomnies d'ici et la campagne de calomnies de Moscou existe une relation intime. On détruit physiquement la vieille garde bolchevique. On poursuit notre destruction physique parce que nous sommes fidèles à la Révolution... »

(Andrés Nin, discours du 30 janvier 1937, *Los problemas de la Revolución española*, pp. 189-190.)

Document 35 : Article de la Pravda (mars 1937).

« L'organe central des anarchistes qui paraît à Barcelone, *Solidaridad Obrera*, se livre à d'insultantes attaques contre la presse soviétique. Il estime en particulier que les informations des correspondants de guerre soviétiques concernant l'attitude du P.O.U.M. constituent une tactique nuisible destinée à semer la division dans les rangs des « antifascistes d'Espagne ».

Ce sale petit article, qui défend les traîtres trotskystes, émane des éléments louches infiltrés dans les rangs de l'organisation anarcho-syndicaliste. Il s'agit d'anciens collaborateurs de Primo de Rivera, de la « Phalange » fasciste et trotskyste. Ce n'est un secret pour personne que de véritables cavernicoles commandent à *Solidaridad Obrera*, dont le véritable rédacteur en chef est Cánovas Cervantes, ancien rédacteur du périodique fasciste *La Tierra*.

Ces agents de Franco se sont embusqués dans l'organisation anarchiste afin de briser de l'intérieur le front du peuple espagnol. Mais leurs calculs seront déjoués. Les masses anarcho-syndicalistes s'emparent chaque jour plus de l'idée de la nécessité d'une discipline de fer, d'une Armée populaire et forte. C'est pourquoi les ennemis du peuple espagnol infiltrés dans les rangs anarchistes attaquent aujourd'hui le Front populaire avec une ardeur redoublée.

Ce n'est pas par hasard que ces éléments trotskystes malfaisants ont organisé un soulèvement armé dans la région de Valence précisément au moment où commençait à Guadalajara l'attaque italienne. Il faut également noter que le périodique valencien *Nosotros* exige quotidiennement dans ses éditoriaux la migration des détenus qui ont pris part à ce soulèvement armé et parmi lesquels se trouvent des fascistes déclarés. Ces revendications s'accompagnent toujours de menaces contre le gouvernement.

La note anti-soviétique de *Solidaridad Obrera* démontre que les trotskystes et autres agents des polices secrètes allemande et italienne cherchent à s'emparer de l'organe central des anarchistes. Ce fait a provoqué l'inquiétude des dirigeants anarchistes catalans qui veulent réellement lutter contre les forces obscures du fascisme international.

»

(N. Oliver, « *Les intrigues des agents trotskystes de Franco* », *Pravda*, 22 mars 1937.)

Document 36 : Lettre du Comité national de la C.N.T. contre la persécution du P.O.U.M.

... « L'élimination du P.O.U.M., commencée en Catalogne au mois de décembre, et qui a été systématiquement poursuivie depuis, n'a pas été commencée par le procès contre des hommes camouflés dans ses rangs et agents fascistes, mais ce procès qui pourrait bien être un prétexte habilement ourdi - la succession suspecte des faits nous oblige y compris à le redouter - s'est produit maintenant, au moment où le P.O.U.M. en tant que parti a déjà été exclu de toutes les activités antifascistes, exclu du gouvernement de la Généralité écarté du Conseil de défense - commissariat - santé militaire comprise, en Catalogne. Une élimination qui n'a pas commencé en mai, mais en décembre de l'année précédente...

En Catalogne, comme dans le reste de l'Espagne, la persécution contre le P.O.U.M. n'est pas ressentie comme une nécessité par tous les partis et organisations. Seul la réclame et l'impose un parti, qui y travaille avec la ténacité et la constance qui le caractérisent. Les autres partis assistent en spectateurs à ce combat inégal et quelque peu ignoble entre un parti faible et un parti plus fort qui a sur l'Espagne loyale l'influence morale que lui donne l'appui prêté par la Russie à notre cause...

... Le décret du ministère de la Justice créant les Tribunaux spéciaux siégeant à huis clos et un terrible appareil de nouveaux tribunaux de sang paraît être une concession de plus aux nécessités ou aux projets d'élimination d'un parti appelé d'unification marxiste, élaborés et mis en pratique par le Parti communiste en Espagne et en Russie. Et nous estimons que l'opinion libérale espagnole ne peut y consentir.

Qu'on résolve en U.R.S.S. les problèmes comme on le peut ou comme les circonstances le veulent. Mais il est impossible de transplanter cette lutte en Espagne, de la poursuivre par le sang et le feu, internationalement, à travers la presse, et ici par la loi, utilisée comme une arme par le biais d'un chantage moral peu digne, contre un parti d'opposition ou un secteur dissident d'une idéologie et d'une politique.

S'il y a dans le P.O.U.M. des agents de Franco infiltrés, espions et provocateurs, qu'on les arrête, qu'on les juge, qu'on les fusille... Mais les agents les espions, les provocateurs. Non, les membres d'un parti qu'on veut détruire et qu'on élimine d'abord en le mettant hors la loi, ensuite en supprimant ses dirigeants, des hommes qui, par tout leur passé, ont un prestige acquis dans les masses. On ne peut nous convaincre que Nín, que Andrade, que Gorkin, que David Rey, sont des agents du fascisme, des espions, etc., à moins qu'on ne nous le prouve.

Nous voulons des preuves pour le croire... Et ces preuves, il faut les apporter de manière claire et précise, non dans un jugement à huis clos imitant de façon suspecte des procédés importés d'autres pays. »

(« Lettre aux autorités et aux dirigeants des partis et syndicats »,
Peirats, op. cit., t. II, pp. 333-334.)

Document 37 : Révélations de l'ancien ministre anarchiste Federica Montseny

« On vient de nous dire qu'on a trouvé à Madrid les cadavres de Nín et de deux autres camarades. Cette nouvelle n'a pas été confirmée, mais, tant que le gouvernement ne la dément pas en nous disant où est Nín, nous pouvons croire qu'elle est exacte. On ne peut impunément, en foulant aux pieds la volonté et la dignité d'un peuple, s'en prendre à une poignée d'hommes, les accuser d'un crime qui n'est pas démontré les détenir dans une maison particulière habilitée à cet effet, les en extraire pendant la nuit et les assassiner. »

(Discours de F. Montseny à un meeting à l'Olympia à Barcelone,
le 21 juillet 1937, cité par Peirats, op. cit., t. 11, p. 339.)

Document 38 : Note au ministère de la Justice sur l'affaire Nín (4 août 1937).

« Cet organisme, au vu des divers rapports rédigés par la police sous les ordres de la direction générale de la Sûreté, en relation avec les faits subversifs qui se sont déroulés en Catalogne en mai dernier et avec les dénonciations, enquêtes et documents d'espionnage réunis à Madrid et sur lesquels a été donnée auparavant une information, a observé que, parmi les détenus mis à la disposition des tribunaux, n'apparaissait pas Andrés Nín, ancien conseiller de la Justice de la Généralité, dirigeant du parti P.O.U.M. De l'enquête ouverte, il résulte que Nín, avec d'autres dirigeants du P.O.U.M., a été détenu par la police de la direction générale de la Sûreté, transféré à Madrid et détenu dans un « préventorium » d'où il a disparu, toutes les tentatives de la police et de ses gardiens pour retrouver le détenu s'étant jusqu'à ce jour révélées infructueuses.

Ce fait a été porté à la connaissance du procureur général de la République, avec des instructions pressantes d'avoir à insister auprès du Tribunal d'espionnage qui instruit l'affaire pour que soient prises les mesures adéquates afin que la lumière soit faite sur le sort de Nín et la conduite des éléments entendus sur ces faits, à partir des documents dans lesquels la personne de Nín a été mentionnée, et sur lesquels, contenu et authenticité, le tribunal est déjà informé. Toutes ces mesures sans préjudice de l'action de la police qui continue son enquête afin de retrouver ce détenu pour le mettre à la disposition des tribunaux de la République, dans les prisons de l'État. »

Document 39 : Le P.O.U.M. clandestin et l'affaire Nín.

... « En ce qui concerne Nín, certainement assassiné par les staliniens, on sait qu'il n'a jamais été détenu dans les prisons officielles, bien que le gouvernement l'ait su et l'ait toléré par crainte du gouvernement de Stalirie qui a décidé d'anéantir le P.O.U.M.

Passé par les « tchékas » du Paseo de la Castellana et de la rue Atocha, il a été ensuite transféré dans une prison privée du Parti communiste à Alcalá de Hénarès d'où il a été enlevé par des militaires appartenant à la Guépeou, dans l'intention de l'assassiner. »

(*La Batalla* (clandestine), 20 novembre 1937.)

Document 40 : L'affaire Nín vue par la revue de l'IC.

« Sur une carte de Madrid... nous voyons un mur portant une inscription en gros caractères, devant laquelle s'arrête un passant : « Gouvernement Negrin, où est Nín ? ». Au-dessous de ces mots, une autre main peu habituée à l'écriture a tracé, avec un humour tout populaire, la réponse suivante : « A Sala- manque ou à Berlin ». Et cette réponse est très juste...

... Ce même Nín qui, en 1921, avait été arrêté en Allemagne, mais relâché un mois après, alors que tous ceux qui avaient été arrêtés avec lui ont été condamnés à des peines de plusieurs années; ce même Nín, qui, dans la nuit du 28 juin 1938 (sic), fut, en Espagne républicaine, libéré de la prison par des inconnus en uniforme d'officier ; et l'on trouva dans un portefeuille, perdu par un de ces individus, des pièces ne laissant aucun doute que Nín avait été libéré par des agents de l'état-major allemand ; ce même Nín qui avait été l'objet de préoccupations particulières de la part de certains personnages de la II^e Internationale.

Qui est-il, ce Nín ? Est-il le directeur d'une « organisation politique », ainsi que l'affirment ses avocats, membres de la II^e Internationale, ou bien un de ceux que le procureur d'État Vychinski a accusés à Moscou au nom du peuple soviétique, ou bien un des agents du Centre d'espionnage allemand, dont le procès se déroule actuellement aux Etats-unis ? »

(*L'Internationale communiste*, n°2, février 1939, pp. 271-272.)

Document 41 : Décret interdisant les critiques contre l'U.R.S.S. (14 août 1937).

« De façon réitérée, ce qui permet de deviner un plan délibéré pour offenser une nation exceptionnellement amicale et créer ainsi des difficultés au gouvernement, des journaux se sont occupés de façon incorrecte de l'Union soviétique... Cette licence absolument condamnable ne doit pas être autorisée par le conseil des censeurs... Le journal contrevenant sera suspendu indéfiniment, même s'il a été soumis à la censure : dans ce cas, le censeur qui aura lu les épreuves sera déféré au tribunal spécial chargé des crimes de sabotage. »

(*Solidaridad Obrera*, 15 août 1937.)

Document 42 : Délits passibles des tribunaux spéciaux (décret du 23 juin 1937).

« Maintenir, sans raison justifiée des relations directes ou indirectes avec un État étranger en guerre avec la République ; transmettre, sans motif légitime, des données de caractère militaire, politique, sanitaire, économique, industriel, à des organismes opposés au régime ou à des particuliers ; accomplir des actes hostiles à la République, en dehors ou à l'intérieur du territoire national ; prêter aide, dans le même but, aux organisations soumises à l'influence des États étrangers, qui, directement ou indirectement, favorisent la guerre contre le gouvernement légitime ; réaliser des actes susceptibles d'affaiblir l'action de défense de la République, tels que sabotage dans les usines ou industries de guerre, destruction de ponts ou autres actes analogues... Toute action ou omission qui, par sa nature propre ou en raison des circonstances, du lieu ou du moment, peut être réputée comme constituant de la haute trahison, parce que tendant à porter gravement préjudice à la République ; défendre ou propager des nouvelles ou émettre des jugements défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la République à l'intérieur et à l'extérieur ; les actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public, démoraliser l'armée ou affaiblir la discipline collective...

... La tentative ou l'échec de ces crimes, conspirations et propositions, aussi bien que la complicité dans la protection de personnes justiciables de ce décret peuvent être punis au même titre que s'ils avaient été réellement commis. Quiconque, coupable de tels crimes les dénonce aux autorités, sera relevé de toute sanction. Sa peine de mort peut être appliquée sans que le gouvernement en soit formellement informé. »

(*Solidaridad Obrera*, 23 juin 1937.)

Document 43 : Résumé par le Procureur de l'acte d'accusation contre le P.O.U.M.

« Nous pouvons fixer d'une façon claire et définitive l'activité du P.O.U.M. contre le peuple espagnol qui se caractérise par :

- 1) Les attaques constantes contre le Parlement de la République et de la Catalogne dont il préconise même la suppression par la violence.
- 2) La campagne la plus effrénée qu'ait jamais connue le journalisme et la politique espagnole contre le Front populaire, soutien de notre démocratie, auquel le P.O.U.M. attribue tous les maux imaginables.
- 3) La diffamation constante des hommes qui ont formé les divers gouvernements de l'Espagne et de la Catalogne, dont il demande le remplacement par la violence afin d'en former d'autres « ouvriers et paysans », par la « prise du pouvoir ».
- 4) Une diatribe enflammée contre les partis qui forment le Front populaire, la Gauche républicaine, l'Union républicaine, la Gauche catalane, les Nationalistes et Catholiques basques, le Parti socialiste espagnol, le Parti communiste, le Parti socialiste unité de Catalogne et la Jeunesse socialiste unifiée.
- 5) Le désir constant de diviser les deux grands syndicats ouvriers la C.N.T. et l'U.G.T. en fomentant parmi eux la discorde pour le moindre motif.
- 6) La communauté de critère avec le fascisme national et international concernant l'interprétation de l'aide que l'Union des républiques socialistes soviétiques a prêtée pour le bien moral et matériel de la République et une diffamation systématique contre les dirigeants politiques russes ainsi que l'injure et les calomnies propagées contre la Justice, l'Armée et l'Administration soviétiques.
- 7) L'intense propagande contre notre armée populaire, le commandement unique, ses officiers et son Commissariat, auxquels il attribue tous les contretemps qui, dans une guerre aussi violente que celle que nous connaissons doivent naturellement se produire ; l'incessante revendication de suppression de cette armée et de son remplacement par une autre, révolutionnaire selon l'interprétation « sui generis » du P.O.U.M., et l'excitation en faveur de la non-mobilisation et de la désobéissance au gouvernement.
- 8) L'appui donné dans la zone loyale à la propagande factieuse par la publication des papillons et des tracts jetés par les rebelles dans le camp républicain.
- 9) Le défaitisme systématique résultant de la diffusion de fausses nouvelles sur les mesures d'ordre économique, concernant l'approvisionnement, etc. prises par le gouvernement, et d'une appréciation malsaine de la situation militaire.
- 10). L'intime relation qu'on remarque entre l'intense campagne que le P.O.U.M. a réalisée contre la République et celle que les fascistes ont faite et font, de même qu'avec celle dans laquelle ils protègent les journaux étrangers hostiles à notre cause.
- 11) La concomitance qu'on observe entre l'activité de certaines organisations fascistes d'espionnage et le P.O.U.M. génériquement considéré.
- 12) Finalement, la monstrueuse insurrection de mai 1937 en Catalogne et en Aragon. »

(Reproduit, d'après *Independent News*, par *L'Espagne nouvelle*, n° 56-57, 12 août 1938.)

ANNEXE V – POUMISTES ET TROTSKYSTES

Document 44 : Trotsky sur le P.O.U.M.

« Il n'en va guère mieux avec le P.O.U.M. Certes, il a théoriquement tenté de s'appuyer sur la formule de la révolution permanente (et c'est pour cela que les staliniens ont traité les poumistes de trotskystes), mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les Articles et discours des leaders du P.O.U.M.

Pour ne pas se détacher des chefs anarchistes, ils n'organisèrent pas leurs propres cellules dans la C.N.T. et, en général, n'y firent aucun travail. Érudant les conflits aigus, ils ne menèrent aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils édifièrent leurs « propres syndicats » et leurs « propres milices » qui défendaient leurs propres édifices ou s'occupaient de leurs propres secteurs du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. Politiquement, le P.O.U.M. est resté incomparablement plus près des Front populaire dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchevisme. Si le P.O.U.M. est tombé victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche.

En dépit de ses intentions, le P.O.U.M. s'est trouvé en fin de compte, le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. C'est une très grande responsabilité qu'ont prise sur eux les partisans platoniques ou diplomatiques de la IV^e Internationale... qui ont démonstrativement soutenu le P.O.U.M. dans son hybridité, son indécision, sa tendance à écarter les questions brûlantes, en un mot son centrisme. La révolution ne s'accorde pas avec le centrisme.

Il faut conformer la politique aux lois fondamentales de la révolution, c'est-à-dire au mouvement des classes en lutte, et non aux craintes et aux préjugés superficiels des groupes petits-bourgeois qui s'intitulent Front populaire et un tas d'autres choses. La ligne de moindre résistance s'avère dans la révolution la ligne de pire faillite. La peur de s'isoler de la bourgeoisie conduit à s'isoler des masses. L'adaptation aux préjugés conservateurs de l'aristocratie ouvrière signifie la trahison des ouvriers et de la révolution. L'excès de prudence est l'imprudence la plus funeste. Telle est la principale leçon de l'effondrement de l'organisation politique la plus honnête de l'Espagne, le P.O.U.M., parti centriste. »

(L. Trotsky, « *Leçons d'Espagne, dernier avertissement* », Écrits, t. III, pp. 543-544 et 551.)

Document 45 : Le P.O.U.M. sur les trotskystes.

« Peut-on parler de divorce entre la masse du Parti et son Comité exécutif ? Peut-on formuler contre nous l'accusation d'antidémocratique et d'usurpation ? Honnêtement non. Cependant, les éléments trotskistes, qui obéissent à un pape et à un dogme, ont eu l'audace de la formuler, ce qui a provoqué une brève résolution... Les trotskistes ont naguère tenté de diviser notre Parti et ont complètement échoué. Ils s'efforcent aujourd'hui de le discréditer, parce que son prestige international rend leurs manœuvres impossibles, mais ils n'échoueront pas moins complètement... »

... Le trotskisme n'a joué aucun rôle au cours de la révolution espagnole. Il manquait d'organisation effective en Espagne et, d'autre part, ses critiques et ses conseils, imprégnés du sectarisme et du schématisme le plus étroit, n'ont pu être d'aucune utilité à l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat espagnol.

La manœuvre d'infiltration et de division tentée par le trotskysme au sein de notre Parti échoua complètement grâce à la ligne politique ferme et à l'unité interne du Parti. Le Comité central du P.O.U.M., fort de sa propre expérience, met les partis marxistes indépendants en garde contre les manœuvres du trotskysme et contre son sectarisme politique, lequel, s'il porte, à vrai dire, en lui-même sa propre négation et sa propre impuissance, peut avoir des effets nocifs pour l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

... Le P.O.U.M. reconnaît qu'il a commis quelques erreurs.

Loin de les dissimuler, il se propose au contraire de les reconnaître publiquement, lorsqu'il fera le bilan général de la révolution, conformément aux devoirs de la plus sévère autocritique marxiste, condition indispensable pour la formation de ses militants et le renforcement de son prestige devant l'opinion prolétarienne internationale. »

(Présentation et résolution politique adoptée au Comité central élargi du P.O.U.M., 1^{er} avril 1939. Archives personnelles.)

Document 46 : Critiques de l'intérieur du P.O.U.M.

« Pendant tout le cours de la révolution et de la guerre civile, il y a eu dans le Parti une fraction, plus ou moins

organisée, qui n'avait pas la moindre foi ni la moindre confiance dans la politique révolutionnaire du P.O.U.M., qui a toujours conspiré contre elle, qui l'a sabotée sur les fronts et à l'arrière, qui a imposé au Parti des tactiques erronées, qui l'a empêché de jouer le rôle que l'Histoire lui réservait. [...] C'est la fraction qui, pendant tout le cours de notre action en Espagne, a trouvé son expression la plus achevée dans la majorité du Comité central, c'est la fraction qui a donné à cet organisme un caractère réactionnaire achevé.

Les circonstances mêmes que nous avons traversées en Espagne ne nous ont pas toujours donné l'occasion propice pour manifester au grand jour nos divergences. L'Histoire nous présentera souvent comme responsables de ces erreurs. La plus grande erreur politique que nous ayons commise a été précisément de faire trop longtemps le silence sur ces divergences, et de ne pas les rendre publiques. »

(« *Ante la crisis política del Partido* », adresse aux militants du P.O.U.M., datée du 23 juin 1939, signée de Juan Andrade, Wilebaldo Solano, José Calvet, Amadeo Robles. Archives personnelles.)

PROBLEMES ET QUERELLES D'INTERPRETATION

De façon générale, il n'existe pas d'histoire qui soit indépendante de « la politique ». Ne serait-ce que parce que les conditions d'exercice du métier d'historien sont étroitement dépendantes du régime politique, c'est-à-dire en définitive des rapports entre classes adverses. Et c'est parfaitement vérifiable dans le cas présent, tout particulièrement en ce qui concerne l'Espagne. La victoire du franquisme interdisait en effet pour des décennies tout travail historique sur la révolution espagnole. Non seulement toute publication autre que panégyrique de la contre-révolution était en effet interdite par une censure vigilante, mais en outre la simple recherche ou même détention de documents - archives et imprimés - touchant à ce sujet brûlant, était susceptible d'être considérée comme délit voire crime politique et imputée à son auteur. Rien d'étonnant donc à ce qu'il ait fallu attendre plus de trente années après la fin de la guerre civile, et une politique nouvelle et précaire de « libéralisation » pour que soient menées en Espagne même des recherches historiques sérieuses sur ces questions politiques, leur publication, dans toute leur dimension, étant aujourd'hui encore fonction d'un changement radical de la situation politique, voire d'une révolution. De leur côté, privés des archives publiques et privées - dont la contre-révolution a fait une hécatombe -, à l'écart des sources imprimées le plus élémentaires - les hommes qui avaient vécu la révolution et la guerre avant de se retrouver en exil, ne pouvaient bénéficier de conditions propices à un travail historique de caractère scientifique.

Dernière révolution de l'entre-deux-guerres, la révolution espagnole se termina, nous l'avons vu, par une guerre civile qui constitue en réalité la préface ou, si l'on préfère, la répétition générale de la deuxième guerre mondiale. L'histoire et la politique ont ainsi chacune à leur manière contribué à l'ensevelir, même si elles n'ont pas réussi à l'effacer complètement de la mémoire des contemporains, espagnols ou étrangers. De ce point de vue, il serait sans doute extrêmement instructif d'essayer aujourd'hui de retracer l'histoire du « mythe » de la révolution et de la guerre d'Espagne, des formes successives revêtues - différentes d'ailleurs selon les continents - à travers les grandes phases de l'histoire mondiale dans les années qui ont suivi son tragique dénouement. Tel n'est pas l'objet de notre travail, même si c'est sans doute bien souvent telle ou telle autre image mythique qui sera opposée à notre bilan historique.

Mais la difficulté du travail ne tient pas seulement aux circonstances espagnoles voire européennes, à la place de la révolution espagnole dans la chronologie du XX^{ème} siècle. Les mêmes problèmes se retrouvent avec toute tentative de retracer l'histoire révolutionnaire du XX^{ème} siècle dans la mesure où ce siècle des guerres et des révolutions est encore aujourd'hui celui des guerres et des révolutions et où par conséquent personne ne saurait sérieusement prétendre à en apporter aujourd'hui un bilan définitif. Jusqu'à aujourd'hui, cette période historique de l'histoire de la civilisation humaine a été en effet dominée par la victoire de la révolution russe d'abord, par son isolement et par la montée ensuite du stalinisme en Union soviétique et dans le monde. Et c'est en réalité, dans ce cadre et les conditions qu'il a créées, par rapport à leurs conclusions et à leurs convictions personnelles sur ce problème précis, que se déterminent aujourd'hui tous ceux qui veulent trancher les débats ouverts et les questions posées à l'humanité depuis 1917. D'où la violence des passions et l'acuité des conflits à propos d'une question qui constitue pourtant à bien des égards un chapitre clos de l'histoire de l'Espagne et du monde.

Pour plus de commodité, nous tenterons le point de l'état des questions en étudiant successivement les différents courants qui ont constitué le mouvement révolutionnaire espagnol dans la période qui nous intéresse, avant de nous attacher aux événements proprement dits sur un plan plus général. Mais nous ne dissimulons pas que nous ne sommes pas parvenus à esquiver la difficulté majeure : la façon dont pourra être écrite et dont sera écrite l'histoire de la révolution espagnole dans les années et décennies à venir dépend dans une très large mesure du déroulement politique en Espagne et dans le reste du monde au cours de cette même période.

I. - ANARCHISTES

L'histoire de la C.N.T.-F.A.I., du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste, a fait l'objet de très nombreuses études d'inégale valeur. Le travail récent de César M. Lorenzo rassemble d'intéressantes conclusions. Pourtant, bien des questions demeurent posées.

Lorenzo, à la suite de polémiques anciennes à l'intérieur du mouvement anarchiste, fait de Salvador Seguí un « possibiliste », en d'autres termes un syndicaliste ayant évolué vers le réformisme. Cette interprétation des positions défendues par le prestigieux dirigeant de la C.N.T. barcelonaise d'après-guerre est formellement contestée. D'abord par Andrés Nín, qui était lié avec lui et pensait, lorsqu'il fut assassiné, pouvoir le gagner au communisme⁶⁵ : Nín s'est proposé pendant longtemps de rédiger une biographie de Seguí dont il vénérât la mémoire, et en a été empêché par sa mort tragique. Récemment, à la suite de la publication du travail de César

Lorenzo, le vieux militant Pedro Bonet a fait sur cette question une mise au point dans *La Batalla* ⁶⁶(2). Il proteste contre l'interprétation de Seguí comme un « possibiliste » et contre la tradition, reflétée par César Lorenzo, qui fait de lui l'homme de la « commission paritaire ». Selon lui, c'était en réalité Angel Pestaña qui avait inspiré cette politique, et ce serait lui également qui serait à l'origine de cette légende tenace, lancée par ses soins après la mort de Seguí. Bonet insiste à juste titre sur deux traits de la pensée de Seguí : son refus résolu des préjugés anarchistes contre la « politique », son souci de l'unité ouvrière dans une perspective de lutte de classes.

César Lorenzo a bien mis en lumière l'existence de trois courants fondamentaux qui concourent dans la C.N.T. à cette époque. Le courant « trentiste » mériterait une analyse plus poussée : Pestaña a certes fondé le « parti syndicaliste », mais Juan Peiró et Juan López, avec les syndicats de l'opposition, sont revenus à la C.N.T. en 1936. Il y a bien sûr, dans ce courant, les signes évidents d'une évolution vers le réformisme analogue à celle qu'avaient suivie dès avant 1914 nombre de syndicalistes révolutionnaires français avec Léon Jouhaux. Mais il serait intéressant de répondre à la question de savoir quelles étaient, dans l'Espagne de cette époque, les bases sociales d'un courant née-réformiste se dégageant de la C.N.T. L'importance du courant « trentiste » et des syndicats de l'opposition dans le Levant, sa domination quasi exclusive sur la classe ouvrière de la ville catalane de Sabadell, s'expliquent-elles uniquement par des considérations de personnes et des situations locales ? Enfin des militants « trentistes », en quittant la C.N.T., ont commencé une révolution politique qui les a conduits au P.S.U.C., comme Pedro Foix et Roldán Cortada dont l'assassinat devait servir de préface aux Journées de Mai. Il serait intéressant de dégager les facteurs d'une telle évolution.

Le courant que César Lorenzo appelle, après d'autres, « anarcho-bolchevik » a été récemment décrit par un de ses animateurs, Ricardo Sanz, qui a retracé l'histoire des *Solidarios* et de *Nosotros*⁶⁷ (1). Mais le témoignage de ce vétéran ne confirme pas - il s'en faut - l'analyse que suppose l'étiquette reprise par Lorenzo. Ces hommes - les Buenaventura Durruti, Garcia Oliver, Francisco Ascaso, Aurelio Fernández, Gregorio Jover - apparaissent bien plutôt comme des militants ouvriers activistes, nous pourrions même dire « gauchistes », que comme des militants « bolchevisants ». Ce sont des partisans résolus de la théorie - et surtout de la pratique - des minorités agissantes, ce qui les situe dans la tradition bakouniste bien plus que dans celle de Marx. Leur goût de l'organisation conspirative, le sérieux de leurs préparatifs militaires et techniques, leur souci de l'armement et de l'efficacité immédiate les rapprochent beaucoup plus des gauchistes allemands du K.A.P.D. par exemple. Quoique leurs préoccupations d'organiseurs les éloignent à certains égards de l'anarchisme traditionnel, leur attachement à l'action insurrectionnelle - que leurs adversaires dénoncent comme des « putschs » -, l'ensemble de ce qu'on appellera la pratique « faïste » en font au contraire des militants très représentatifs de l'anarchisme espagnol. On pourra enfin discuter interminablement la question de savoir si les dernières prises de position de Durruti, à la veille de sa mort devant Madrid, en faisaient un homme en train de rompre avec l'anarchisme pour se diriger vers le bolchevisme... ou s'il tournait le dos à ce dernier en se laissant abuser par le stalinisme.

Enfin, il faut bien avouer que les contours du courant que Lorenzo appelle l'anarchisme traditionnel demeurent aussi flous que l'ensemble des éléments dont nous disposons aujourd'hui pour analyser l'action et les méthodes de la F.A.I. Le « communisme libertaire » tel qu'il a été décrit à Saragosse au congrès de 1926 par Isaac Puente ne nous semble pas incompatible avec les théories latentes dans la pratique des Garcia Oliver, Durruti, Ascaso, qui se reconnaissent pourtant dans ce programme. On ressent également le besoin d'une analyse historique sérieuse du courant représenté par Diego Abad de Santillan, le premier à avoir, à la veille de la révolution, esquissé un programme économique, ardent défenseur, puis sévère critique de la collaboration gouvernementale qui ne semble jamais s'être départi de ses principes « anarchistes traditionnels » à travers des pratiques et finalement des « politiques » fort différentes.

Nous pensons surtout que, dans la période qui va en gros de 1917 à 1937, et que nous considérons comme une période de crise - probablement de crise finale - de l'anarcho-syndicalisme en Espagne, resurgit, à deux reprises, au sein de tous les courants analysés par César M. Lorenzo, une tendance à la fois « syndicaliste et unitaire » d'une part, « politique et révolutionnaire » de l'autre : elle va de Nín, Maurín, Arlandis, Ibañez, responsables génétistes et futurs communistes, mais aussi de Salvador Seguí, à un bout de la chaîne, jusqu'à Jaime Balius et *Los Amigos de Durruti*, à l'autre extrémité, en passant par les anarcho-syndicalistes partisans de l'unité ouvrière dans les Alliances, et, par conséquent, du pouvoir des conseils ouvriers, que sont en 1934 des hommes aussi éminents et respectés dans le mouvement que Valeriano Orobón Fernández et José Maria Martínez qui meurent tous les deux avant 1936... Le fait que ce courant s'orientant, selon nous, à travers bien des hésitations et des détours, vers le marxisme révolutionnaire, apparaisse précisément aux époques de montée révolutionnaire où les travailleurs recherchent les voies de la lutte et du pouvoir nous paraît significatif. C'est pourquoi nous pensons que l'histoire de la C.N.T., du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste en général ne peut être sérieusement menée en dehors de l'étude d'un contexte - et d'une interaction entre le mouvement et ce contexte - dont le mouvement marxiste organisé, et à partir de 1919 le mouvement communiste constitue un élément capital. Jusqu'au 1922, l'Internationale communiste de Lénine exerce sur les militants de la C.N.T. une incontestable attraction, alors que la politique sectaire imposée par la suite au P.C. d'Espagne par l'Internationale stalinienne joue le rôle de facteur

éminemment répulsif, qui explique la faiblesse numérique et l'isolement de ce parti pendant les premières années de la République. En revanche, le « tournant politique » de 1935, ainsi que les circonstances particulières de la guerre civile, redonnent au communisme un visage attractif auquel céderont au moins dans les premiers temps de la guerre bien des libertaires endurcis. Mais nous pensons qu'une histoire faite de ce point de vue, ne saurait être entreprise ni par un historien ayant de l'anarchisme la conception qui en est enseignée dans les différents P.C., ni par un homme qui ait du communisme « autoritaire » la conception que s'en font traditionnellement les libertaires et qui, en particulier, identifie « bolchevisme » et « stalinisme ».

II - SOCIALISTES

C'est pourtant cette identification qui fournit au moins partiellement la clef de la montée communiste des débuts de la guerre civile, et, tout particulièrement, l'évolution du secteur de la Jeunesse socialiste. Le vide des études historiques est particulièrement frappant pour cette période. Même un analyste aussi rompu à la dialectique que l'était Andrés Nín nous semble n'avoir pas saisi la signification et la portée du tournant à gauche du Parti socialiste. Bien sûr, il est clair que Prieto n'a jamais perdu la tête qu'il avait solidement républicaine et parlementaire et qu'il a fait, en 1934, la part du feu. Il le fallait sans doute pour être en mesure, comme il l'a fait, de présenter comme « le programme de l'insurrection des Asturies », à la veille des élections de 1936, dans son journal *El Liberal*⁶⁸, un « programme » dont aucun ouvrier asturien n'avait apparemment entendu parler - ce qui n'empêche pas qu'après Rodolfo Llopis⁶⁹, des historiens de tout bord⁷⁰ continuent sur ce point à le croire sur parole. L'explication est pourtant trop simpliste, car le phénomène de la radicalisation socialiste ne peut être réduit à une comédie, une simple manœuvre de politiciens faisant la part du feu. Nous pensons pour notre part qu'il y eut « feu » en effet, c'est-à-dire montée révolutionnaire d'une exceptionnelle puissance, provoquée précisément par la menace d'une contre-révolution qui réduisait en poussière non seulement des espoirs chèrement nourris, mais jusqu'aux médiocres, cependant précieuses, réalités. L'unanimité dans la sévérité des jugements portés sur Largo Caballero tant par les communistes officiels que les poumistes ou les anarchistes -pour ne pas parler de la quasi-totalité de ses camarades de parti -, les accusations portant sur son verbalisme révolutionnaire, sa confusion, ses hésitations, ses rodomontades de vieil homme entouré de disciples empressés et flatteurs, ne peuvent, quel que soit en elles le grain de vérité, dissimuler la forêt, à savoir ce profond mouvement qui met en branle, dans l'Espagne entière, la jeunesse et la classe ouvrière et paysanne et lui fait tendre la main vers le vieux chef réformiste à partir du moment où il emploie les mots magiques de « révolution » et de « dictature du prolétariat ».

Il faudrait aujourd'hui commencer à étudier de très près le rôle des intellectuels socialistes qui ont fait *Claridad* après avoir mené dans *Leviatán* un effort de clarification théorique, et les replacer dans le contexte qui les a conduits précisément à cette démarche. Il faudrait travailler sérieusement sur le mouvement de la Jeunesse socialiste, sans doute un des mouvements de jeunes politiques le plus fort numériquement dans l'Europe et l'entre-deux-guerres, analyser et expliquer dans ses rangs le goût pour le bolchevisme qui fera que des Carrillo et des Melchor « trotskyseront » de longs mois avant de se « staliniser ». Mais, là encore, il faudra auparavant analyser dans le détail, région par région, ce qu'est à cette époque le Parti socialiste espagnol, ce qu'il est en train de devenir, et pourquoi il change.

Nous pensons qu'on découvrira alors les mêmes nécessités qui pèsent sur l'étude de l'anarcho-syndicalisme, son contexte, sa toile de fond, l'évolution au sein du mouvement communiste qui pèsent lourd dans le Parti socialiste, malgré les apparences. Les premiers résultats des recherches de Georges Garnier⁷¹ donnent à cet égard pour les Asturies de précieuses indications. Car le Parti socialiste aux Asturies n'est pas seulement un appareil, celui des Amador Fernández, Ramón González Peña et Belarmino Tomás, qui ne cessent pas d'être des social-démocrates et pour qui les révolutionnaires n'ont pas tous les yeux bienveillants de Manuel Grossi⁷². Il existe au sein du Parti socialiste des Asturies une gauche authentique dont les liens, dans l'histoire comme dans l'activité, le mode de pensée et l'expression, sont évidents avec le communisme. Jesús Ibañez est cet ancien dirigeant de la C.N.T., délégué à Moscou avec Maurín, Nín et Arlandis ; ce mineur a été l'un des tout premiers communistes dans cette région. José Loredó Aparicio, avocat, a été également l'un des premiers dirigeants de la fédération communiste des Asturies. Ces hommes se retrouvent en 1934 dans le Parti socialiste, sa gauche, les J.S. comme Juan Pablo García, autour du journaliste Javier Bueno et du quotidien d'Oviedo, *Avance*. La « tribune libre » d'*Avance*, en 1934, est le lieu d'une confrontation permanente sur le problème de l'unité, la perspective et la construction de l'Alliance ouvrière, une tribune suffisamment prestigieuse pour que s'y expriment les dirigeants « alliancistes » de la C.N.T. et que lui répondent anarchistes purs et communistes staliniens.

En fait, cette gauche socialiste asturienne est constituée de militants communistes de la première heure qui ont rompu avec l'Internationale stalinienne et sont revenus au Parti socialiste après avoir animé des groupes oppositionnels communistes : Ibañez vient de la fédération communiste des Asturies, après avoir été collaborateur de *La Batalla*, et José Loredó Aparicio, fondateur du premier groupe d'opposition de gauche, « les bolcheviks du

Nalon », a été un des dirigeants de la Gauche communiste, collaborateur et administrateur de Comunismo. Ces hommes, c'est évident, conservent des liens avec les groupes communistes d'opposition dont ils reflètent à bien des égards l'influence dans les rangs socialistes.

III - COMMUNISTES

Le lecteur de la tribune libre d'*Avance* aura d'ailleurs beaucoup de mal à distinguer entre la pensée politique de ces hommes ou celle du mineur Benjamin Escobar, un des premiers communistes aux Asturies, qui ont milité à la Gauche communiste avant de rallier le Bloc ouvrier et paysan, et que l'on retrouvera au P.O.U.M. Et ce fait pose le problème du mouvement communiste à cette époque, si on entend bien par là à la fois les communistes officiels du P.C.E. et les groupes d'opposition dont l'origine a été dans de véritables pans du parti, détachés de sa direction.

La clandestinité rigoureuse à laquelle les communistes ont été réduits sous la dictature de Primo de Rivera a, comme nous l'avons noté, coïncidé avec la « bolchevisation » de l'Internationale et de ses partis, et ces deux facteurs expliquent la faiblesse numérique et l'importance politique du parti officiel comme le morcellement du mouvement communiste proprement dit. Mais il nous paraît évident que les nécessités de l'exposition ont conduit bien des historiens, y compris nous-mêmes, à simplifier à l'excès, pour ne pas dire à schématiser les oppositions et les courants qui divisent ce mouvement depuis la proclamation de la République. Il serait nécessaire d'étudier à fond le mouvement « mauriniste », ses liens avec le catalanisme et notamment l'Esquerra de Companys : ce n'est pas un hasard si l'ancien anarchiste Jaime Miravittles est à cette époque « bloquiste » alors qu'il sera en 36 le bras droit du président de la Généralité. Il faudrait étudier le développement du P.C. espagnol dans l'émigration, sa réorganisation - par Nín - à Paris en 1925, le développement de son organisation parmi les travailleurs émigrés de la Belgique et du Luxembourg, par exemple, d'où est sorti, avec Francisco Garcia Lavid - Henri Lacroix - le noyau de ce qui deviendra la Gauche communiste. Il faudrait disposer de documents d'archives pour retrouver les traces des conflits au sein de l'appareil dans la période de la dictature et comprendre pourquoi l'ancien trotskyste José Bullejos est devenu, en qualité de dirigeant du P.C.E. jusqu'en 1932, le champion de la lutte contre le « trotskisme », avant de servir de bouc émissaire pour la politique ultra-gauchiste des années trente. Il faudra étudier avec soin les archives à paraître de Jules Humbert-Droz⁷³ pour y relever notamment ses tentatives de délégué de l'I.C. en Espagne pour réconcilier Maurín et son groupe avec Moscou et les arracher à l'influence de Nín et des trotskistes.

La période qui précède la guerre civile est caractérisée par un reclassement très rapide des organisations et des militants à l'intérieur d'un champ qui recouvre l'ensemble des partis ouvriers et touche même les organisations républicaines. La revue trotskyste *La Lutte de Classes* publie, sans formuler de réserve majeure, le programme du Bloc ouvrier et paysan que Trotsky va soumettre à une critique acerbe. Nín envisage, contre Trotsky d'adhérer à la Fédération catalane, mais en est tenu à l'écart dans des conditions qui le surprennent⁷⁴. L'histoire du B.O.C. reste à faire. Non seulement parce que l'étiquette de « boukharinien » que nous lui avons nous-mêmes accolée est sommaire, mais parce qu'entre 1932 et 1935 il a évolué sur un certain nombre de points et publié dans sa presse nombre d'articles de Trotsky en venant à souscrire à certaines des analyses qu'il refusait en 1930. Arlandis, un des dirigeants de la C.N.T. gagnés au communisme pendant le « triennat bolchevique » rompt avec Maurín en 1932, peu avant que ce dernier reçoive le renfort de Portela, autre vétéran du communisme en Espagne. L'ancien anarchiste Ramón Casanellas, un des auteurs du célèbre attentat contre Dato, tenu pour responsable du terrorisme anti-ouvrier à Barcelone, s'est réfugié en U.R.S.S. : il en revient stalinien fervent et, à la même époque, c'est le député socialiste Balbontin qui rejoint le P.C. officiel. Le conflit entre Trotsky et les trotskistes espagnols est bien antérieur à la question de l'entrée dans le Parti socialiste. Dès 1932, la majorité de l'organisation espagnole désire une rupture avec la politique qui consiste à lutter pour le « redressement » des P.C., la politique dite « d'opposition », et souhaite un travail militant « indépendant ». L'explosion, retardée par la victoire hitlérienne en 1933 et le tournant de l'opposition de gauche internationale, aura lieu cependant, et tous les éléments de la polémique entre Trotsky et le P.O.U.M. étaient déjà en germe dans le conflit de 1932-1933. Il semble en outre que Nín ait conservé des contacts avec Kurt Landau, communiste autrichien qui a dirigé l'opposition allemande et fait partie du Secrétariat international de l'opposition de gauche, avant de rompre et de manifester une hostilité tenace à Trotsky et aux trotskistes. Sous le nom de Wolf Bertram, on le retrouve dans les années 1934-1935 avec le groupe *Que faire ?* d'opposition interne pour le redressement du P.C.F. Or il rejoint Barcelone et le P.O.U.M. en 1936. La majorité de la Gauche communiste refuse en 1934 l'entrée dans le Parti socialiste, proposée par Trotsky, et que soutiennent deux des dirigeants du groupe, L. Fersen - Enrique Fernández - et Esteban Bilbao, ainsi que Munis - Manuel Fernández Grandizo - mexicain d'origine, qui milite à Madrid. Mais ce dernier - et c'est plausible - laisse entendre que Trotsky, dans son analyse, s'inspirait de celle qui avait été faite auparavant par Esteban Bilbao⁷⁵. Or, à cette date, Fersen, Bilbao et Munis ne sont soutenus que par une poignée de jeunes militants de Madrid : l'un d'entre eux, Jesús Blanco, rejoindra pourtant le P.O.U.M., sera membre du Comité central de la J.C.I.

et son principal dirigeant à Madrid, avant d'être tué à Pozoblanco où il commandait un bataillon. Au moment où se produit à l'intérieur du groupe trotskyste la rupture sur la question de l'adhésion au Parti socialiste, au moins deux des dirigeants trotskiste espagnols, Henri Lacroix et Loredó Aparicio ont déjà adhéré - individuellement, semble-t-il - au Parti socialiste. Dans la préface qu'il a rédigée pour le livre d'Andrés Nín, Juan Andrade, témoin précieux de cette période, souligne au passage l'existence à cette époque d'une crise grave au sein du Bloc ouvrier et paysan⁷⁶. Cette crise est générale, vérifiée également au sein de la Gauche communiste comme des Partis socialiste et communiste. Elle résulte du choc entre les organisations telles qu'elles sont et l'aspiration de la classe ouvrière à l'unité de front comme une nécessité vitale pour combattre et survivre face à une contre-révolution bien décidée à extirper par la terreur toute conquête ouvrière et détruire tout mouvement ouvrier organisé. Seule une étude poussée des mouvements grévistes, des tentatives de riposte ouvrière face aux manifestations spectaculaires de la droite, rassemblement des jeunes d'Action populaire, à Covadonga en 1934, à Tolède, puis à l'Escorial en 1935, permettrait à notre sens d'analyser la réalité de ce mouvement en quelque sorte naturel de la classe ouvrière et de l'obstacle que constitue pour lui la division du mouvement politique et syndical organisé.

Il faut, certes: manifester la plus bande méfiance pour tout ce qui est histoire « policière » de l'Internationale communiste. Néanmoins il apparaît nécessaire d'éclairer dans cette période, le rôle du groupe dirigeant au sein du P.C.E., et en particulier de Codovilla, véritable dirigeant de ce parti comme Fried-Clément l'était à la même époque, du P.C.F. Avant de souscrire à l'opinion d'Araquistáin qui voit en lui le « deus ex machina » du ralliement au stalinisme de l'équipe dirigeante des J.S. autour de Santiago Carrillo, il faudrait étudier à la fois la façon dont, en 1935-36, la révolution d'octobre 1917 était connue, ressentie et comprise en Espagne, l'influence de la propagande communiste soviétique au sujet des plans quinquennaux, de l'industrialisation de la construction du socialisme etc., et la possible corruption exercée sur de tout jeunes hommes à l'expérience politique limitée : il serait utile notamment d'étudier de façon détaillée les variations des thèmes politiques d'un Carrillo et d'un Melchor avant et après leur séjour en Union soviétique.

Les polémiques entre partisans de Nín-Andrade et partisans de Trotsky au sujet du P.O.U.M. gagneraient à être éclairées en profondeur par des études du type de celles que nous venons de suggérer. Le problème décisif historiquement, celui de 1934-35, « entrisme » dans le Parti socialiste ou fusion avec le Bloc dans le P.O.U.M., peut être réduit à une divergence dans la méthode de construction du Parti révolutionnaire. Les partisans de l'« union des révolutionnaires » dans le P.O.U.M. ont beau jeu de souligner la rapide décomposition de l'aile gauche socialiste, le rôle joué par la direction de la J.S. dans la stalinisation du Parti socialiste espagnol. Les mêmes tirent un argument évident de la rapide liquidation politique des trotskistes « entrés » dans le Parti socialiste espagnol sur les conseils de Trotsky, qu'il s'agisse de Fersen ou d'Estebán Bilbao, ou encore de la médiocrité des « groupes » trotskistes mis sur pied à partir de 1936. Mais il est Incontestable que la décision de la Gauche communiste de ne pas entrer dans le P.S. a pesé sur le destin de l'aile gauche de ce parti livrée à elle-même, car il est impossible de comparer ce que n'ont pas réalisé ensemble Fersen, Bilbao, Munis et six jeunes militants madrilènes, avec ce qu'auraient pu réaliser la pléiade de brillants militants trotskistes qui ont préféré prendre part à la fondation du P.O.U.M.

Le parti ainsi constitué par la fusion du Bloc et de la Gauche communiste était-il un parti de caractère national comme l'écrit aujourd'hui encore Juan Andrade⁷⁷ ? On peut légitimement en douter. Les arguments en faveur d'une fusion avec le Bloc sont très forts en ce qui concerne la Catalogne où ce dernier regroupe incontestablement une avant-garde ouvrière qui a une réelle influence parmi les travailleurs : l'entrée des trotskistes dans le petit Parti socialiste catalan de Vidiella - qui constituera le noyau du P.S.U.C. - risquait en effet de placer les trotskistes en position d'infériorité par rapport aux maurinistes. En fait, aucun des protagonistes ne semble avoir envisagé à cette date la possibilité d'une montée foudroyante de l'influence stalinienne, facteur qui allait se révéler décisif pour l'existence même du P.O.U.M.

Mais la situation n'est pas identique, il s'en faut, dans les autres régions d'Espagne. Là encore, les Asturies suggèrent une tout autre interprétation des virtualités ouvertes à l'époque. Car là, Bloc ouvrier et paysan et Gauche communiste constituent des minorités dont la présence au sein du P.S.O.E. aurait pu, comme le pensait Trotsky, féconder l'aile gauche groupée autour d'*Avance* et, du coup, peut-être empêcher le retour en force des anti-alliancistes de la C.N.T. au lendemain de la mort de José María Martínez puis d'Orobón Fernández avant la guerre civile. L'étude du Parti socialiste dans les Asturies au cours de la guerre civile démontrerait la remarquable résistance offerte par l'aile gauche socialiste à l'influence stalinienne, ce que la presse du P.O.U.M. souligne en mettant en relief, au printemps de 1937, les prises de position d'un Javier Bueno⁷⁸ et l'organisation par Rafael Fernández - comme lui dirigeant de l'insurrection asturienne et de l'Alliance ouvrière de 1934 - de l'opposition révolutionnaire à la politique de Carrillo à la tête de la J.S.U.⁷⁹. A cette date, le porte-drapeau du trotskysme aux Asturies après la défection de Loredó Aparicio, Emiliano García, ouvrier du bâtiment, ancien secrétaire de l'Ateneo ouvrier de Gijón, est tombé dans les rangs des milices. L'implantation du P.O.U.M. semble avoir été plus importante au Levant, à Valence et à Castellón, où il est représenté dans les comités formés en juillet 1936, mais elle est mineure dans tout le reste de l'Espagne⁸⁰, particulièrement à Madrid où les progrès réalisés dans les

premières semaines de la guerre civile ne permettront jamais au P.O.U.M. d'être « reconnu » par les autres organisations et n'empêcheront pas que les poumistes de la capitale soient les premiers frappés. Si, comme nous le pensons sur la base d'une étude de la presse du P.O.U.M. à partir de sa fondation, une étude plus poussée confirmait que l'essentiel des forces du nouveau parti se trouvait bien en Catalogne, il serait effectivement possible de conclure que, lors de sa constitution les préoccupations « catalanistes » qui avaient toujours été celles de Maurín - et lui avaient valu d'acribes critiques de Nín - avaient prévalu dans le choix de la méthode de construction du parti qui avait abouti à « l'unification des révolutionnaires » à travers le P.O.U.M.

Il en est de même pour la question de l'adhésion du P.O.U.M. à l'alliance électorale qui préfigurait le Front populaire. Juan Andrade écrit en 1970 qu'elle ne rencontra « aucune opposition » dans ses rangs⁸¹, ce qui peut surprendre même si l'on se contente de constater les précautions prises sur ce point par le manifeste du P.O.U.M. publié après les élections⁸². Le même dirigeant parle longuement, dans le même texte, d'une « gauche » du P.O.U.M. à laquelle il s'identifie, sans jamais parler pour autant des points sur lesquels elle s'opposait à une direction qu'il devait qualifier en 1939 de « fraction réactionnaire ». Une intervention de l'actuel secrétaire général du P.O.U.M., secrétaire en 1936 de son organisation de jeunesse, la J.C.I., Wilebaldo Solano, au cours d'un débat public sur la révolution espagnole⁸³ a en revanche admis la « résistance » opposée à l'intérieur du P.O.U.M. par certains militants à l'entrée d'un représentant dans le gouvernement de la Généralité. Le même Solano, dans une introduction au livre d'Andrés Nín sur les mouvements d'émancipation nationale, a mentionné un texte de Landau théorisant la position de Nín sur cette question⁸⁴. Il faut espérer la publication intégrale de la brochure de Landau et que Solano, dans la biographie de Nín qu'il prépare, fournisse tous les documents susceptibles d'éclairer les débats internes de ce parti dont Andrade défend en bloc la politique alors qu'il informe son lecteur qu'il a vécu « depuis le commencement de la révolution dans une crise interne permanente et occulte⁸⁵. » Les militants du P.O.U.M. ne doivent pas refuser aux historiens du mouvement ouvrier espagnol et, du même coup, aux jeunes générations qui cherchent à comprendre, les éléments qui permettraient d'éclairer en même temps que l'histoire du P.O.U.M. celle de la révolution espagnole.

Il sera peut-être plus difficile, au moins avant l'ouverture aux chercheurs des archives de Trotsky à Harvard, d'établir avec précision ce qui fut la réalité de l'intervention des trotskistes dans la Révolution espagnole. Paolo Spriano a récemment découvert dans les archives de la police italienne le texte, intercepté en 1936, d'une lettre de Trotsky à Jean Rous et ses camarades espagnols concernant l'attitude à observer à l'égard du P.O.U.M. dans les premiers jours de la guerre civile, dans une évidente tentative de « réconciliation » et de collaboration politique⁸⁶. Mais les indications fournies sur cette « mission » par Jean Rous lui-même⁸⁷ demeurent légères, surtout si l'on tient compte de la violence des critiques dirigées contre lui, à propos de cette mission, de différents horizons du mouvement révolutionnaire et de l'intérieur même des rangs trotskistes : il semble au moins que cet échec d'un rapprochement pour un travail commun entre « bolcheviks-léninistes » et « poumistes » ait été vivement ressenti par des militants comme Andrade, malheureusement muet sur ce point⁸⁸. La presse trotskyste de l'époque s'est fait également l'écho des rivalités entre les deux groupes de Barcelone, celui d'*El Soviet*, soutenu par le P.C.I. en France, et *Voz Leninista* que soutenaient le secrétariat international et le P.O.I. et qu'animaient Munis et l'Italien Carlini. Le procès pour « l'assassinat » de l'officier russe Léon Narvitch intenté à ces deux derniers en 1938 mériterait également d'être éclairci, ce qui permettrait peut-être de mettre en relief le rôle d'agents provocateurs que dénonce si fréquemment la presse trotskyste de toutes tendances. Enfin, l'étude attentive des archives - encore closes - de Trotsky, permettra peut-être, quand le moment sera venu, d'étayer ou d'abandonner l'hypothèse émise par W. Solano selon laquelle l'agent personnel de Staline au sein de l'organisation trotskyste, Marc Zborowski, le célèbre « Etienne », se serait employé avec succès à envenimer les divergences entre Trotsky et les principaux dirigeants de la Gauche communiste, puis du P.O.U.M., notamment Nín et Andrade⁸⁹.

L'un des principaux griefs de Trotsky contre le P.O.U.M. a été sa politique internationale. Le P.O.U.M. jugeait en effet prématurée l'orientation vers la construction de la IV^e Internationale et fut allié aux partis et groupes que Trotsky qualifiait de « centristes » qui constituaient le « bureau de Londres ». Des communistes étrangers antistaliniens, mais non trotskistes, ont joué un rôle important non seulement dans les colonnes du P.O.U.M. ou dans ses bureaux, mais à sa direction. Ainsi le jeune militant de l'I.L.P. Bob Smilie, qui devait mourir en prison en 37 dans des conditions suspectes. Nous avons mentionné le rôle joué par l'Autrichien Kurt Landau. Il faut rapprocher de lui l'Argentin Etchebehere - Hippo - qui avait été, comme lui, en France, avec Georges Kagan et André Ferrat, l'un des dirigeants de la fraction du P.C.F. groupée autour de la revue *Que faire ?*. Landau fut assassiné par les hommes de la N.K.V.D. en 1937, et Etchebehere trouva la mort au front.

Les groupes alliés au P.O.U.M. dans le bureau de Londres ont eu des destinées politiques diverses. Trotsky s'acharnait particulièrement contre le S.A.P. allemand - dont le représentant des Jeunesses fut en Espagne le futur Willi Brandt - dont le principal dirigeant, l'ex-dirigeant du K.P.D. Jakob Walcher - qui militait sous le pseudonyme de Schwab - s'orientait à cette époque vers l'adhésion au Front populaire. Il voyait évidemment un lien entre cette alliance et la politique du P.O.U.M. lui-même dans son refus de rompre de façon décisive avec le Front populaire. La présence au sein du bureau de Londres d'organisations comme le S.A.P. ou le R.S.A.P. hollandais de Sneevliet,

qui avaient été auparavant, en 1934, parmi les signataires du premier appel à la IV^e Internationale, renforçait sa méfiance, nourrissait la vigueur de ses démonstrations. Les articles du responsable du P.O.U.M. aux questions internationales, Julián Gorkin, ne pouvaient guère atténuer, sur ces problèmes, des divergences qui étaient en réalité réelles et profondes. Il reste à étudier cependant dans le détail cette politique internationale du P.O.U.M., ses objectifs et ses moyens - bulletins en langue étrangères, agence de presse -, le rôle qu'il a joué à la conférence de Bruxelles en 1936, et le projet - finalement avorté - de tenir à Barcelone une autre conférence internationale à laquelle les trotskistes avaient d'ailleurs décidé de participer. Les relations avec le courant divertisse, la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. s'inscrivent dans ce cadre, entre deux pôles : la collaboration technique - sur le plan des informations et des fournitures d'armes - en 1936 entre le comité central des milices et Pivert, chargé de l'information au cabinet de Blum, et, d'autre part, la condamnation en termes extrêmement sévères de la « capitulation » de Marceau Pivert acceptant de s'incliner devant la dissolution de sa tendance au sein du Parti socialiste en avril 1937⁹⁰.

IV - LES CONQUETES REVOLUTIONNAIRES

Les réalisations des ouvriers et des paysans espagnols dans leur réplique révolutionnaire au pronunciamiento de la contre-révolution n'ont pas toutes également piqué la curiosité et intéressé les chercheurs. Le « deuxième pouvoir », celui des comités, n'a guère retenu l'attention, même dans ses aspects les plus inédits. En revanche, et, sans doute, depuis mai 1968, du fait de ce que l'on peut, sans crainte d'offenser qui que ce soit, appeler la « mode » de l'autogestion, les études se sont multipliées sur les entreprises « collectivisées », « saisies » et « autogérées »⁹¹. Nous avouons qu'il nous semble que ce type d'études marque actuellement le pas. On peut sans doute multiplier encore les études sur les mille et une manières dont les ouvriers ou les paysans espagnols ont cherché à se rendre maîtres de l'outil de production et de leur propre activité de producteurs : on n'avance pas d'un pas vers le règlement des problèmes fondamentaux posés par la plus partielle de ces études : celui de la centralisation économique essentielle à la plus élémentaire planification, elle-même condition de la maîtrise de l'homme sur la production qui était l'objectif recherché par les révolutionnaires. La suppression de l'argent dans les communautés agricoles d'Aragon n'a pas - il s'en faut - réglé le problème du crédit, et c'est au niveau de ce dernier que resurgissent les problèmes proprement politiques, pratiquement négligés ou méprisés dans l'étude des réalisations de la révolution, ce qui n'est sans doute pas le résultat du hasard.

V- HISTOIRE EVENEMENTIELLE

Restent les principaux problèmes de l'histoire de la révolution pendant la guerre civile, des étapes de la réaction démocratique et de la contre-révolution stalinienne. Les affirmations récentes de César Lorenzo sur la reconquête de Lérida en juillet 1936 par la colonne Durruti ont provoqué des protestations détaillées des responsables du P.O.U.M. qui avaient accueilli le dirigeant anarchiste dans une ville « libérée » par ses militants ouvriers⁹². Le même auteur a apporté sur les hésitations des anarchistes dans la question du pouvoir l'essentiel des documents accessibles, grâce notamment à Horacio Prieto, secrétaire de la C.N.T. Seule l'interprétation peut encore varier à ce propos et il n'est pas douteux que la discussion à ce sujet se poursuivra dans la presse anarchiste et anarcho-syndicaliste.

La question de l'aide russe en Espagne a été considérablement éclairée au moins en ce qui concerne les personnes par la publication d'un ouvrage à la gloire des volontaires soviétiques⁹³ et par les précisions données par Ilya Ehrenbourg. On sait désormais que le Miguel Martinez qui joue un rôle important dans nombre d'événements narrés par le journal de Koltsov n'est autre que Koltsov lui-même⁹⁴. On connaît les identités véritables des principaux conseillers militaires russes ; on sait que le général Kléber était Manfred Stern, et Fritz Pablo le futur général Batov. On a confirmation officielle de la présence en Espagne des généraux Stern, Voronov, des futurs généraux Rodimtsev, Malinovski, du futur amiral Kouznetzov. On sait que « Goriev » n'était pas le pseudonyme de Jan Berzin, mais qu'il s'agissait de deux généraux différents, dont le sort sera d'ailleurs identique. On sait que, derrière le pseudonyme de Xanti, le conseiller russe de Durruti, se cachait un officier soviétique, le futur général Mamsurov. On continue cependant à n'avoir aucune information officielle d'U.R.S.S. sur les raisons précises et même les conditions du grand massacre des « Espagnols », les conseillers civils et militaires, les Rosenberg, Antonov-Ovseenko, Koltsov, les généraux Berzin, Goriev, Smoutchkiévitch et d'autres que mentionnent en passant les mémoires d'Ehrenbourg.

Les biographies de Togliatti continuent à être remarquablement discrètes sur les dates exactes de ses séjours en Espagne où il semble bien avoir remplacé Codovilla à la tête de la délégation de l'I.C. : la collaboration de l'apôtre du « polycentrisme » avec la N.K.V.D. ne correspond guère à l'image que veut donner de lui son parti aux

lendemains de la « destalinisation ». L'histoire des Brigades internationales, maintes fois remaniée du côté des P.C. au fur et à mesure des épurations et des condamnations, commence cependant à être mieux connue : peut-être Charles Tillon, dans ses mémoires à venir, apportera-t-il sur ce point quelque lumière supplémentaire en indiquant en particulier quel dirigeant communiste joua à Albacete le rôle généralement attribué à André Marty qui n'était, selon toute apparence, qu'un porte-drapeau peut-être un peu voyant.

L'intervention de l'ambassadeur russe Marcel Rosenberg lors de la constitution du gouvernement Largo Caballero continue de faire l'objet de démentis et personne ni aucun document, n'est venu cautionner la version de l'événement donnée par nous sur la base du récit fait par Clara Campoamor⁹⁵. Le problème de l'origine exacte des Journées de Mai, du rôle éventuellement joué par des provocations d'origine franquiste, soulevé par les documents de la Wilhelmstrasse⁹⁶, n'a pas reçu le moindre éclairage nouveau, malgré la parution de plusieurs ouvrages étudiant l'événement. Fernando Claudin, qui vécut ces années à la direction de la J.S.U., n'a rien apporté qui ne fût déjà connu. En cela, il n'a pas innové, car il est remarquable que la crise sans précédent qui a secoué le P.C. espagnol et sa direction, depuis la fin de la guerre civile, les expulsions successives d'hommes comme Jesús Hernández, Castro Delgado, Juan Comorera. Félix Montiel, avant celle de Claudin, n'aient pas finalement touché aux secrets de l'appareil, et que les dissidents, à la façon de Khrouchtchev, n'aient jamais « révélé » sur le P.C. que ce qu'affirmaient depuis longtemps ses adversaires. Il est pourtant incontestable qu'en Espagne comme ailleurs, bien souvent la politique dictée par Staline a dû être imposée aux militants du P.C., parfois confusément conscients de sa signification réelle et de ses conséquences pour leurs aspirations de militants. Faut-il, à la suite de Guy Hermet, tenir pour avérée « la résistance opposée à plusieurs reprises par les dirigeants communistes espagnols aux directives de la « maison » »⁹⁷ ? L'affirmation est discutable. La guerre civile espagnole, en tout cas, se situe entre le VII^e congrès de l'Internationale communiste - au cours duquel, comme l'a fort bien souligné Fernando Claudin, fut nettement affirmée l'institution du « centre soviétique » comme direction unique des P.C.⁹⁸ - et la dissolution finale de l'I.C. en 1943. La lutte contre les « incontrôlables », la « chasse à la sorcière » trotskyste, la campagne de meurtre contre le P.O.U.M. coïncident dans le temps avec les deux premiers procès de Moscou et la grande purge stalinienne appelée la *Iejovtchina*. L'exécution, à la veille de la guerre, des plus éminents, sinon de la quasi-totalité des « Espagnols » semble bien n'être pas sans rapports avec la préparation du renversement des alliances qu'allait constituer le pacte germano-soviétique : elle aurait alors signifié la liquidation préventive d'« antifascistes » trop convaincus par leur expérience espagnole pour demeurer des hommes sûrs aux yeux du maître du Kremlin.

L'histoire de la Révolution espagnole constitue à bien des égards non seulement un chapitre « national » de l'histoire de la révolution et de la contre-révolution européennes, mais encore un épisode qui se situe au cœur même de l'histoire mondiale du stalinisme. Si, ainsi que nous le pensons, ce dernier est entré au cours des dernières années dans sa crise finale, il serait parfaitement possible que la lutte qui vient d'éclater au grand jour dans l'appareil international et qui revêt la forme espagnole de la bataille entre Santiago Carrillo et Enrique Lister marque le début d'un « débailage » sur l'histoire interne des rapports dans le P.C.E. et entre ce dernier et l'Internationale communiste que laissent prévoir les dernières livraisons de *Nuestra Bandera* de l'un et l'autre groupe, ainsi que la publication par Lister de *¡Basta!*. Dans ce cas, l'historien trouverait, pour l'histoire de la révolution et de la contre-révolution en Espagne, un matériel précieux qui lui a jusqu'à ce jour terriblement manqué.

¹ L. Trotsky, *Les tâches des communistes en Espagne* - mai 1930 - Écrits tome III, page 405

² A. Ramos Oliveira, *Politics, Economics and Men of Modern Spain*, p 438

³ H. Rabasseire, *Espagne, creuset politique*, p 40.

⁴ Trotsky, op. cité, pages 406-407

⁵ Maurín, Introduction de 1965 de *Revolución y contrarevolución en España*

⁶ Texte intégral dans Peirats, *La CNT, en la revolución española* t.I, pp. 44-48

⁷ A. Nín, *Los problemas de la revolución española*, p. 115

⁸ C. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, p.74

⁹ A. Nín, op. cit. p.112

¹⁰ Ibidem. p. 73

¹¹ Cité par G. Jackson, *La República española y la guerra civil*, p. 94.

¹² A. Nin, op. cit. p .141

¹³ C. Lorenzo, op. cit. p. 78

¹⁴ Texte intégral dans Peirats, op. cit. pp.70-78 ; ici p. 70

-
- ¹⁵ Ibidem, p. 77
- ¹⁶ C. Lorenzo, op. cit. p. 84
- ¹⁷ L. Araquistáin, préfec à F. largo Caballero, *Discursos à los trabajadores*, pp. XI-XVI
- ¹⁸ G. Munis, *Jalones de rerrota : promesa de victoria* ; p.178
- ¹⁹ *Comunismo*, septembre 1934, p.6
- ²⁰ Nín, op.cit. p. 6 - Ajoutons qu'en 1933, par exemple, le quotidien du BOC à Barcelone, *Adelante*, publie des articles de Trotsky.
- ²¹ *La Batalla*, 18 octobre 1935
- ²² ¿ *Qué es y qué quiere el POUM ?*, p. 9
- ²³ Texte intégral en annexe, document 25
- ²⁴ L.Trotsky, La trahison du Parti ouvrier d'unification marxiste, La révolution espagnole (1936-1939, p 98
- ²⁵ *Claridad*, 15 juin 1936
- ²⁶ C. Lorenzo, op.cit. p. 93
- ²⁷ Ibidem, p.96
- ²⁸ José diaz, *Tres años de lucha*, p. 164
- ²⁹ A. Nin, op. cit. p 171
- ³⁰ Note du 18 mars 1936
- ³¹ Jackson, op.cit. p. 195
- ³² Ibidem
- ³³ Cité par J. Peirats, op. cit. p. 138.
- ³⁴ P. Broué et E. Témime, *La révolution et la Guerre d'Espagne*, p. 84
- ³⁵ Ibidem, pp. 87-88
- ³⁶ G. Munis, op. ct. passim.
- ³⁷ P. Broué et E. Témime, op. cit. p. 11.
- ³⁸ L. Delaprée, *Mort en Espagne*, p. 70
- ³⁹ C. Lorenzo, op. cit. p. 147.
- ⁴⁰ A. Nin, op. cit. p. 182
- ⁴¹ Koltsov, *Diario de la Guerra de España*,p. 58
- ⁴² *Claridad*, 22 aout 1936
- ⁴³ Nín, op. cit. p.178
- ⁴⁴ *Política*, 5 septembre 1936
- ⁴⁵ Angel Ossorio, *Vida y sacrificio de Lluis Companys*, p. 172.
- ⁴⁶ P. Broué et E. Témimé, op. cit. p. 216
- ⁴⁷ R. Golodny, *The struggle for Madrid*, p.93.
- ⁴⁸ Voir document 32, en annexes
- ⁴⁹ *Pravda*, 17 décembre 1936
- ⁵⁰ Voir document 31, en annexe
- ⁵¹ P. Broué et E.Témime, op. cit. p. 214
- ⁵² Les autres dirigeants du POUM seront jugés en octobre 1938 et condamnés à de lourdes peines de prison pour leur rôle en mai 1937. Mais l'accusation « d'espionnage » et de « trahison » a été abandonnée. Ces hommes, évadés lors de la débâcle, se réfugieront finalement en France. La majorité d'entre eux se retrouvera en 1941 devant le tribunal militaire de Montauban pour avoir diffusé *La Vérité*, journal trotskyste clandestin.
- ⁵³ F. Claudín, *La crisis del movimiento comunista*, t. p. 172
- ⁵⁴ Ibidem, p. 196
- ⁵⁵ Ibidem
- ⁵⁶ Ibidem, pp. 189-190
- ⁵⁷ Cité par Lorenzo, op. cit. p. 270
- ⁵⁸ *Lessons of the spanish Revolution*, 1953
- ⁵⁹ Cité à plusieurs reprises ci-dessus.
- ⁶⁰ Lorenzo, op. cit. pp. 384 sq.
- ⁶¹ F. Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne*, NY, 1938

- ⁶² L. Trotsky, *Leçons d'Espagne, dernier avertissement*, Ecrits t.III , pp. 533-552, ici 544
- ⁶³ Juan Andrade, préface à A. Nín, op. cit. p.31
- ⁶⁴ Ibidem.
- ⁶⁵ A. Nín, « Salvador Seguí », *La Correspondance Internationale*, n°29, II, avril 1923.
- ⁶⁶ La Batalla, n° 174, juillet-août 1970.
- ⁶⁷ Ricardo Sanz, *El sindicalismo y la politica*.
- ⁶⁸ Dans le numéro du 11 janvier 1936.
- ⁶⁹ *Octubre del 34*, p. 32.
- ⁷⁰ Par exemple le phalangiste Garcia Venero dans son *Historia de las Internacionales en España*.
- ⁷¹ G. Garnier, « *Le problème de l'unité ouvrière dans les Asturies à la veille de la Révolution d'Octobre à travers la presse régionale* », TER Grenoble, 1970.
- ⁷² Voir son opinion sur González Peña dans *L'insurrection des Asturies* (EDI, 1971).
- ⁷³ Particulièrement le tome III de l'édition actuellement en préparation sous la direction de Siegfried Bahne ; quelques lettres de cette période figurent dans le tome III de ses Mémoires, *De Lénine à Staline*.
- ⁷⁴ Voir des extraits de cette correspondance entre Nín et Trotsky dans « *La Révolution espagnole (1936-1939)* », Etudes marxistes n° 7-8, 1969, pp. 79-83
- ⁷⁵ Munis, op.cit. p. 179
- ⁷⁶ Préface à Nín, op. cit. p. 6-7
- ⁷⁷ Ibidem, p. 7
- ⁷⁸ Article de Javier Bueno dans *Claridad* du 6 avril 1937, reproduit dans *La Batalla* du 10 avril 1937
- ⁷⁹ Ibidem, 1^{er} avril 1937
- ⁸⁰ En février 1946, Julian Gorkin écrivait dans un débat interne : « Malgré sa volonté et ses aspirations le P.O.U.M. n'est jamais arrivé à être véritablement un parti péninsulaire. Le fait de compter quelques douzaines de groupes à travers toute l'Espagne - et un ou deux au plus dans la majorité des régions et provinces - et que ces groupes aient toujours fait leur devoir jusqu'à l'héroïsme, n'a pas suffi pour faire du P.O.U.M. un parti effectivement péninsulaire. » Et il parle de « forces très réduites en dehors de la Catalogne, Castellon et Valence » (*El P.O.U.M. ante el reagrupamiento socialista*, p. 16).
- ⁸¹ Préface à Nín, op. cit. p. 28.
- ⁸² Voir Document n° 26.
- ⁸³ « *La Révolution espagnole* », Etudes Marxistes, n° 7/8, 1969, p. 40.
- ⁸⁴ W. Solano, « Assaig biografico », p. 51, Andrés Nín, *Els moviments d'emancipacio national*.
- ⁸⁵ Préface à Nín, op. cit. p. 8.
- ⁸⁶ Texte français original dans *Le Monde*, 5 décembre 1970.
- ⁸⁷ Voir notamment J. Rous, « Notes d'un militant », *Esprit*, n° 5, mai 1956 pp. 797-798.
- ⁸⁸ Un témoignage, malheureusement incontrôlable, sur ce point d'E. Vigo (« *Espagne mai 36-janvier 38* », *La Vérité*, n° 2, (Nouvelle série, juin 1938 pp. 43-44) affirme qu'Andrade qualifiait de « centriste » la position de Nín à cette époque, et cherchait pour sa part un accord avec les trotskistes.
- ⁸⁹ « *La révolution espagnole* », op. cit., p. 66.
- ⁹⁰ *La Batalla*, 16 avril 1937
- ⁹¹ Voir notamment Mintz, *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, et Gaston Leval, *L'Espagne libertaire*.
- ⁹² *La Batalla*, n° 174, juillet-août 1970.
- ⁹³ *Bajo la Bandera de la España Republicana*, Moscou, n.d.
- ⁹⁴ I. Ehrenbourg, *La nuit tombe*, p. 185.
- ⁹⁵ P. Broué et E. Témime, op. cit., p. 180 : Clara Campoamor, *La révolution espagnole vue par une républicaine*, pp. 143-145.
- ⁹⁶ *Les archives secrètes de la Wilhelmstrasse*, III. *L'Allemagne et la guerre civile espagnole*, note Faupel du 11 mai 1937, p. 227.
- ⁹⁷ G. Hermet, *Les communistes en Espagne*, p. 44.
- ⁹⁸ F. Claudin, op.cit. p.93